



Gazette officielle de Québec,

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 23 NOVEMBRE 1946

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 23rd, 1946

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
12029 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
12029 — 1-52

Lettres patentes

"A. & A. Maintenance Supply (Québec) Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Marcelle Lajeunesse, avocat, Carmelle Morin, sténographe, fille majeure, et Alcide Grenon, comptable, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, échanger et, en général, faire le commerce, et sans limites, de toutes sortes d'automobiles, vaisseaux aériens et navires, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires, pièces et toute sorte d'articles de machinerie, ustensiles, appareils, lubrifiants, ciment, solutions et accessoires nécessaires ou utiles dans la construction d'automobiles, vaisseaux aériens et navires; des articles en caoutchouc et toutes sortes d'ar-

Letters Patent

"A. & A. Maintenance Supply (Québec) Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with Section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, Carmelle Morin, stenographer, spinster, and Alcide Grenon, accountant, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, exchange and deal generally and without limitation, in all kinds of automobiles, aircrafts and marine crafts, motors, engines, machines, caburettors, accessories, parts and any kind of machinery equipment, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and accessories necessary or useful in the construction of automobiles, aircrafts and marine crafts; rubber articles and any kind of articles, whereof rubber may be a compo-

ticles dont le caoutchouc peut être une partie constituante, sous le nom de "A & A. Maintenance Supply (Québec) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre.

L'Assistant-procureur général,
16622 L. DÉSILETS.

ment part, under the name of "A. & A. Maintenance Supply (Québec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 10 common shares of the par value of \$100.00 each, and 390 preferred shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16622-o Deputy Attorney General.

"Barry Realty Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, avocats, Sarah Eisenberg, sténographe, fille majeure, tous trois de la cité de Montréal, et Benjamin Alfred Schwartz, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange ou autre titre légal, et posséder, détenir et avoir des propriétés mobilières et immobilières et tous droits et privilèges relatifs à icelles ou s'y rapportant;

Agir comme agents d'immeubles et exercer le commerce d'une agence d'immeubles en général, sous le nom de "Barry Realty Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue Craig, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16623 L. DÉSILETS.

"Barry Realty Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1946, incorporating: Moses Abraham Fels, Sol Sidney Fels, both advocates, Sarah Eisenberg, stenographer, spinster of the full age of majority, all three of the City of Montreal, and Benjamin Alfred Schwartz, notary, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or other legal title, and to own, hold, and possess moveable and immoveable property, and all rights, and privileges pertaining to or connected therewith;

To act as real estate agents, and to carry on a business of general real estate, under the name of "Barry Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of a par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 400 Craig Street West, City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October 1946.

L. DÉSILETS,
16623-o Deputy Attorney General.

"Berman Back Protector, Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Albert David Flowers, directeur d'études, Frank G. Humble, vendeur, tous deux de East Greenfield, et Louis Glazer, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer, importer et exporter et celui d'un marchand d'articles chirurgicaux et scientifiques, comprenant des habits, gants, bretelles, chaussures, vêtements de sport et de ces autres articles qui peuvent être convenablement négociés, sous le nom de "Berman Back Protector, Incorporated", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16624 L. DÉSILETS.

"Berman Back Protector, Incorporated"

Notice is hereby given that under part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Albert David Flowers, Educational Administrator, Frank G. Humble, salesman, both of East Greenfield, and Louis Glazer, advocate, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, importing and exporting and a dealer in all kinds of surgical and scientific merchandise, including clothing, gloves, suspenders, shoes sportswear, and such other articles as may be conveniently dealt with, under the name of "Berman Back Protector, Incorporated", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 2,000 shares of \$10.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October 1946.

L. DÉSILETS,
16624-o Deputy Attorney General.

"Berten Shoe Mfg. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Philip Meyero-vitch, C. R., Harry Batshaw, C. R., et Louis Feigenbaum, tous avocats, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme mandants, agents, marchands à commission, importateurs, exportateurs, manufacturiers, grossistes et détaillants des articles, objets et marchandises suivants, à savoir:

Bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et articles en cuir de toutes sortes et toutes matières et marchandises s'y rapportant;

Aliments, produits alimentaires et préparations alimentaires;

Charbon, bois de charpente, combustible et matériaux de construction;

Textiles, marchandises sèches, habits et vêtements et la matière première dont ils sont faits;

Pulpe et papier et leurs produits;

Acier, produits en acier, appareils électriques et plastiques, sous le nom de "Berten Shoe Mfg. Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16625

L. DÉSILETS.

"Berten Shoe Mfg. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating: Philip Meyero-vitch, K. C., Harry Batshaw, K. C., and Louis Feigenbaum, all advocates, of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as factors, agents, commission merchants, importers, exporters, manufacturers, wholesalers, and retailers of the following goods, wares and merchandise, to wit:

Boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds, and all material and goods incidental thereto;

Foods, food products, and food preparation;

Coal, timber, fuel and building materials;

Textiles, dry goods, clothing and wearing apparel, and the raw materials from which they are made;

Pulp and paper and their products;

Steel, steel products, electrical appliances and plastics, under the name of "Berten Shoe Mfg. Ltd.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16625-o

Deputy Attorney General.

"Canada Label & Webbing Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres parentes en date du septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation Max E. Binz, Walter Binz, tous deux administrateurs, et Milton Oser, agent de crédit, le premier domicilié à Lakeshore Road, Baie d'Urfé, et les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Représenter des manufacturiers, distributeurs, négociants, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants de tous vêtements susceptibles d'être mis sur le marché, lainages, doublures, soieries, étiquettes tissées, étiquettes d'habits et de sous-vêtements, étiquettes de parures de cou et de chapeaux, noms individuels, revers de chaussures, sangles de toute description, bandes pour la taille et les jupes, rubans isolants, galons de corssets, et étiquettes de toute description, tissus étroits de toute description imprimés et tissés, sur base de commission ou autrement, sous le nom de "Canada Label & Webbing Corporation".

Le capital de la compagnie consistera en cinq cents (500) actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Que le nombre de ses actionnaires sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16626

L. DÉSILETS.

"Canada Label & Webbing Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1946, incorporating: Max E. Binz, Walter Binz, both executives, and Milton Oser, credit agent, the former residing at Lakeshore Road, Baie d'Urfé, and the two latter of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To represent manufacturers, distributors, jobbers, importers, exporters, wholesalers, retailers for all marketable apparel, woollens, linings, silks, woven labels, clothing and underwear labels, neckwear and hat labels, individual names, shoe-top facings, webbings of every description, waist and shirt belting, insulating tape, stay bindings, and labels of every description, narrow printed and woven fabrics of every description, on a commission basis or otherwise, under the name of "Canada Label & Webbing Corporation".

The capital stock of the Company shall consist of Five Hundred (500) common shares of a par value of \$100.00 each, and 2,000 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

That the number of its shareholders shall be limited to Twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney, this seventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16626-o

Deputy Attorney General.

"Claire Bell Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour d'octobre 1946 constituant en corporation: David Lack, avocat, Barnet Nusselman, notaire, et Tessy Frankel, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à passer des contrats, manufacturer, produire, acheter, vendre, exporter, importer et faire le commerce soit comme entrepreneurs, manufacturiers, grossistes, négociants, détaillants et agents.

a) de robes, manteaux, costumes et vêtements de sport et autres vêtements d'aucune sorte et description pour dames, demoiselles et enfants;

b) lainages, soieries et étoffes de coton, tissus et matières d'aucune sorte et description, sous le nom de "Claire Bell Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$50 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quinzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16627 L. DESILETS.

"Claire Bell Inc."

Notice is hereby given that under Part II of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of October, 1946, incorporating: David Lack, advocate, Barnet Nusselman, notary, and Tessy Frankel, secretary, spinster of the age of majority, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of contracting, manufacturing, producing, buying, selling, exporting, importing and dealing in, either as contractors, manufactures, wholesalers, jobbers, retailers and agents.

a) of ladies', girls' and children's dresses, coats, suits and sportswear and other wearing apparel of every kind and description;

b) of woollen, silk and cotton cloths, fabrics and materials of every kind and description, under the name of "Claire Bell Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 200 common shares of \$50.00 each, and 300 preferred shares at a par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,
16627-o Deputy Attorney General.

"Drayton Manufacturing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Jacob M. Rosenfeld avocat, Sadie Gersovitz, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité d'Outremont, et Irwin A. Frankel, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers, importateurs, exportateurs et marchands, en général, d'habits, manteaux, robes de chambre, robes de bain, gilets de fumeurs, chemises de sport et vêtements de toute description pour hommes et garçons, et acheter, vendre et faire le commerce de ces habits et vêtements soit en gros ou en détail et soit comme mandants ou agents, sous le nom de "Drayton Manufacturing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16628 L. DESILETS.

"Drayton Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of October, 1946, incorporating: Jacob M. Rosenfeld advocate, Sadie Gersovitz, stenographer, spinster, both of the City of Outremont, and Irwin A. Frankel, advocate, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers, importers, exporters and dealers generally in men's and boys' suits, coats, dressing gowns, bathrobes, smoking jackets, sports shirts and garments of every description, and to buy, sell and deal in such clothing and garments either at wholesale or at retail and either as principals or as agents, under the name of "Drayton Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of October, 1946.

L. DESILETS,
16628-o Deputy Attorney General.

"George Zakaib & Sons Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Edward G. Tannage, avocat, Théo. Bouziane, marchand, et Beatrice Carlin, sténographe, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

"George Zakaib & Sons Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1946, incorporating: Edward G. Tannage, advocate, Théo. Bouziane, merchant, and Beatrice Carlin, stenographer, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

Préparer, manufacturer, importer et exporter, acheter, vendre, distribuer et, par tout moyen, faire le commerce comme manufacturiers, marchands en gros et en détail de biscuits, gâteaux, pâtisserie, bonbons et sucreries, chocolat et produits en chocolat, cacao, noix, blé d'inde, sirops et produits des sirops, confiserie, fruits confits, mélasse, miel, gelées, confitures, conserves, accessoires de confiseurs et tous articles et matières entrant ou se rapportant à ces produits ou à leur vente;

Pour les fins du commerce de la compagnie, manufacturer, faire le commerce, en gros ou en détail, acheter, vendre, importer, exporter, fournir des barils, boîtes, barillets, boîtes de conserves, jarres, cartons, sacs, étiquettes et toute description de colis ou d'emballage, sous le nom de "George Zakaib & Sons Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16629 L. DÉSILETS.

"Globe Processing Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Kenneth A. Wilson, John M. Home, avocats et conseils en loi du Roi, et Helen Hague, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer un commerce général de teinturerie, et celui qui consiste à préparer, traiter, lessiver, blanchir, nettoyer, teindre, adapter, composer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de soie, satin, crêpe de chine, coton, lin, chanvre, jute, laine, crin, rayon, nylon et autres substances fibreuses, fils, filés, étoffes, articles, produits textiles et autres tissus tissés, tricotés, crochetés, maillés, foulés ou traités autrement, tous ingrédients et leurs parties constituantes, comprenant des habits et vêtements d'aucune sorte quelconque et toutes autres substances (synthétiques ou autrement), tissus et choses nécessaires, utiles, convenables ou incidents se rapportant aux précédents, sous le nom de "Globe Processing Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16630 L. DÉSILETS.

"H. & K. Metal Products Co."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: William Bill Holtzman, Benjamin Kositsky, tous deux manufacturiers, de la cité d'Outremont, et Jack Ralph Bogante, avocat, de la cité de Montréal,

To prepare, manufacture, import and export, buy, sell, distribute and in every manner deal in as manufacturers, wholesale and retail dealers in biscuits, cakes, pastries, candy and candied products, chocolate and chocolate products, cocoa, nuts, corn, syrup and syrup products, confections, sweetmeats, molasses, honey, jellies, jams, preserves, confectioners supplies, and all articles and materials entering into or associated with their product or sale;

For purposes of the business of the company to manufacture, deal, wholesale or retail, buy, sell, import, export, supply barrels, boxes, kegs, cans, jars, cartons, bags, labels and every description of package or wrapper, under the name of "George Zakaib & Sons Limited", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 500 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16629-o Deputy Attorney General.

"Globe Processing Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S. 1941, bearing date the nineteenth day of October, 1946, incorporating: Kenneth A. Wilson, John M. Home, advocates and King's Counsels, and Helen Hague, stenographer, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on a general dyeing business, and that consisting in the preparing, processing, scouring, bleaching, cleaning, dyeing, adapting, compounding, buying, selling, importing, exporting and otherwise dealing in silk, satin, crepe de chine, cotton, flax, hemp, jute, wool, horsehair, rayon, nylon and other fibrous substances, yarn, thread, cloth, goods, textiles and other materials, woven, knitted, crocheted, hooked, shrunk or otherwise treated, all ingredients and the component parts thereof, including clothing and garments of any kind whatsoever, and any other substances, (synthetic or otherwise) materials and things, necessary, useful, suitable or incidental, in connection with the foregoing, under the name of "Globe Processing Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16630-o Deputy Attorney General.

"H. & K. Metal Products Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1946, incorporating: William Bill Holtzman, Benjamin Kositsky, both manufacturers, of the City of Outremont, and Jack Ralph Bogante, advocate, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Pro-

tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer dans toutes ou aucune de leurs spécialités tous ou aucun ou plus des commerces suivants: le commerce qui consiste à manufacturer, celui qui consiste à agir comme agents de manufacturiers, celui qui consiste à produire, distribuer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier ou autrement faire le commerce comme grossistes, détaillants, agents d'accessoires et appareils de plomberie et d'électricité de toutes sortes, plastiques, instruments et accessoires d'optique, pièces d'automobiles; meubles de tous genres et descriptions, métaux, produits en métal, spécialités et outillage de tout genre, sorte et description, nouveautés, bibelots, jouets, parfums, poterie, ornements, objets de piété ou religieux, bijouterie, ustensiles, accessoires et appareils de maison; articles de toilette, coutellerie, articles divers, ferronnerie, menus objets, verrerie, articles de fumeurs, articles divers de pharmacie, articles en étain, argenterie, montres, horloges, outils, machinerie, accessoires, meubles, peintures; sacs à main, abat-jour et articles de modes, élastiques, tissus élastiques, textiles, drap, coton, laine, filés et autres substances fibreuses, toile, lin, rayon, soie, chanvre et autres tissus textiles et fils, marchandises sèches, marchandises de fantaisie, articles en cuir, marchandises imperméables, articles tricotés, caoutchouc, caoutchouc india, gutta percha et tous articles contenant du caoutchouc sous aucune forme, cellulose, boutons, boucles, ceintures, bretelles et habits et vêtements d'aucune et toutes sortes pour hommes, femmes et enfants et toutes sortes de pardessus, vêtements de dessous, sous-vêtements et tous les accessoires s'y rapportant sans exception ou réserve et les produits connexes de tous genres et sortes et descriptions;

Acheter ou autrement acquérir tout commerce semblable comme une industrie en exploitation et, en particulier, acquérir le commerce actuellement exercé par W. B. Holtzman et B. Kositsky sous la raison sociale de "H. & K. Metal Products Co.", à 2577 est, rue Notre-Dame, Montréal et toutes autres propriétés, biens ou droits et émettre des actions entièrement acquittées de la compagnie en paiement d'icelui;

Le nom corporatif de la présente compagnie est: "H. & K. Metal Products Co."

Le montant du capital de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Donné du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16631 L. DESILETS.

vince of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches all or any one or more of the following businesses: the business of manufacturing, manufactures' agents, producing, distributing, buying, selling, importing, exporting, jobbers, or otherwise dealing with as wholesalers, retailers, agents in plumbing and electrical supplies and appliances of all kinds, plastics, optical equipment and accessories, automotive, parts; furniture of every type and description, metal, metal products, specialties and equipment of every type, kind and description, novelties, notions, toys, perfumes, pottery, ornaments, piety or religious objects, jewellery, household utensils, equipment and appliances; toilet, requisites, cutlery, sundries, hardware, small-ware, glassware, smokers sundries, drug sundries, tinware, silversmiths, watchmakers, clockmakers, tools, machinery, supplies, furniture, paints; handbags, lampshades and millinery supplies, elastics, elastic fabrics, textiles, cloth, cotton, wool, worsted and other fibrous substances, linens, flax, rayons, silk, hemp and other textile fabrics and yarns, dry goods, fancy goods, leather goods, waterproof goods, knitted goods, rubber, India rubber, gutta percha and all articles containing rubber in any form, cellulose, buttons, buckles, belts, suspenders, and men's, women's and children's clothing and wearing apparel of any and all kinds and all kinds of outer garments, undergarments, underwear and all accessories thereto without exception or reserve, and allied products of all kinds and sorts and descriptions;

To purchase or otherwise acquire any similar business as a going concern and particularly to acquire the business enterprise now carried on by W. B. Holtzman and B. Kositsky, under the firm name of "H. & K. Metal Products Co.", 2577 Notre Dame Street East, Montreal, and at any other property, assets or rights and to issue fully paid up shares of the company in payment thereof;

The corporate name of the present company is: "H. & K. Metal Products Co."

The amount of the capital stock of the company is to be \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1946.

L. DESILETS,
16631-o Deputy Attorney General.

"Judy Page Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Moe Sailer, vendeur, Samuel Stein, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et Hylda Sherman, secrétaire, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, des sacs à main, abat-jour, accessoires de modes, comprenant des rubans, voiles, fleurs artificielles, plumes, mar-

"Judy Page Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1946, incorporating: Moe Sailer, salesman, Samuel Stein, advocate, both of the City of Montreal, and Hylda Sherman, secretary, spinster of the full age of majority, of the City of Outremont, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, hand bags, lamp shades, millinery supplies, including ribbons, veilings, artificial flowers, feathers, stock goods and felts,

chandises disponibles et feutres, nouveautés, chapeaux, gilets, jupes, tuniques et blouses et vêtements de sport pour dames et demoiselles, robes, costumes et manteaux pour dames et enfants et manufacturer des vêtements de toute description quelconque pour femmes; jarrettières, bretelles, marchandises sèches, jouets, parapluies, bibelots, ornements, fourrures et casquettes, imperméables, produits en plastique de toute description quelconque, sous le nom de "Judy Page Inc.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16632 L. DESILETS.

novelties, ladies' and misses' hats, jackets, skirts, jumpers and blouses, sportswear, ladies' and children's dresses, suits, coats and manufacture of women's wearing apparel of any description whatsoever; braces, suspenders, dry goods, toys, umbrellas, notions, ornaments, furs and caps, raincoats, plastic products of any description whatsoever, under the name of "Judy Page Inc.", with a total capital stock of \$25,000.00, divided into 250 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1946.

L. DESILETS,
16632-o Deputy Attorney General.

"Kresmal Manufacturing Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Irving Kramer, Ibbie Small, manufacturiers, Philip S. Garonce, avocat, et Leah Levy, teneuse de livres, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce, en gros et en détail, ou celui qui consiste à manufacturer et passer des contrats, ou l'un ou l'autre ou les deux qui consistent à manufacturer et passer des contrats de robes, manteaux, costumes et blouses pour dames, vêtements pour dames, vêtements pour hommes, habits et vêtements pour adolescents, enfants et bébés et habits de toutes sortes, ainsi que des vêtements de sport et vêtements de toutes sortes, et comme marchands de lainages et soieries et cotonnades et toutes sortes d'étoffes et marchandises en pièces, fourrures, et autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Kresmal Manufacturing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 754 ouest, rue St-Paul, Montréal, district de Montréal

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16633 L. DESILETS.

"Kresmal Manufacturing Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1946, incorporating: Irving Kramer, Ibbie Small, manufacturers, Philip S. Garonce, advocate, and Leah Levy, bookkeeper, spinster, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, or the manufacturing and contracting, or either or both of manufacturing and contracting of ladies' dresses, cloaks, suits, blouses, ladies' wear, men's wear, teen age, children's and infants' wear and wearing apparel, and clothing of all kinds, as well as sportswear, and wearing apparel of all kinds, and as dealers in woollens and silks and cottons and all kinds of cloth and piece goods, furs, and other articles, commodities, merchandises or things necessary for the purpose of the Company, under the name of "Kresmal Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the company will be at 754 St. Paul Street, West, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1946.

L. DESILETS,
16633-o Deputy Attorney General.

"Lustralite Corporation"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Maurice-Joseph Boxer, Maurice Hartt, avocats, le dernier conseil en loi du Roi, et Nathan Fish, notaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de manufacturiers, producteurs, inventeurs, grossistes, détaillants, exportateurs, importateurs, acheteurs, vendeurs et marchands des articles, effets et marchandises suivants, à savoir: boîtes de fantaisie en papier d'aucune sorte et description, nouveautés et bibelots en plastique, papier, textiles, métaux et en toutes autres matières, genres ou descriptions et des abat-jour de toutes catégo-

"Lustralite Corporation"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Maurice-Joseph Boxer, Maurice Hartt, advocates, the latter King's Counsel, and Nathan Fish, notary, all in the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of manufacturers, producers, inventors, wholesalers, retailers, exporters, importers, buyers, vendors and dealers in the following goods, wares and merchandise, to wit: fancy paper boxes of every kind and description, novelties and notions of plastic, paper, textiles, metal and of every other material, type or description, and lamp shades of all types, shapes and forms, made of every type

ries, genres et formes faits de toutes sortes de matières autres que la soie, sous le nom de "Lustralite Corporation", avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16634 L. DÉSILETS.

"Martin Realities Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onzième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Matthew Cochrane Holt, Laurence George MacGregor, avocats, et Lionel St-Mars, agent, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, louer ou autrement acquérir et administrer, exploiter, gérer et vendre, louer, hypothéquer, nantir, échanger ou autrement disposer et développer et mettre en valeur des immeubles et propriétés immobilières de toutes sortes et aucun et tous droits et appartenances y rapportant, et exercer le commerce d'agents et courtiers d'immeubles dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Martin Realities Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce onzième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16635 L. DÉSILETS.

"Mayfayre Chesterfield Manufacturing Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Solly Rothman, Sam Aster, manufacturiers, et Leo Rothman, expéditeur, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, passer des contrats, acheter ou autrement acquérir et vendre, importer et exporter ou autrement faire le commerce de toutes sortes de toile, coton, laine, soie, crin et autres substances convenant à la fabrication de chesterfields, literie, coussins, taies d'oreillers, matelas et tous autres articles de même ou de nature semblable; exercer le commerce de rembourreurs, marchands de chesterfields et de meubles, et manufacturer, passer des contrats, importer et exporter et autrement faire le commerce de toutes sortes de chesterfields, rembourrage et autres meubles, lits, ressorts de lits et marchandises de toutes sortes, soit en métal, en bois ou toute autre matière; exercer le commerce de fondeurs en fer et d'ouvriers en métal, sous le nom de "Mayfayre Chesterfield Manufacturing Co. en Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16636 L. DÉSILETS.

of material other than silk, under the name of "Lustralite Corporation", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 4,000 shares of \$5.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16634-o Deputy Attorney General.

"Martin Realities Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of October, 1946, incorporating: Matthew Cochrane Holt, Laurence George MacGregor, advocates, and Lionel St-Mars, agent, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, lease or otherwise acquire and to administer, operate, manage and to sell, lease, hypothecate, mortgage, exchange or otherwise dispose of and to develop and turn to account real estate and immoveable property of all kinds and any and all rights and appurtenances in connection therewith, and to carry on the business of real estate agents and brokers in all its branches, under the name of "Martin Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 common shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16635-o Deputy Attorney General.

"Mayfayre Chesterfield Manufacturing Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Gouverneur of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Solly Rothman, Sam Aster, manufacturers, and Leo Rothman, shipper, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, contract, buy, or otherwise acquire, and to sell; import and export, or otherwise deal with, all kinds of linen, cotton, wool, silk, hair, and other substances suitable for the manufacture of chesterfield, bedding, cushions, pillows, mattresses, and all other articles of the same or similar nature; to carry on the business of upholsterers, chesterfield, and furniture dealers, and to manufacture, contract, import and export, and otherwise deal in all kinds of chesterfields, upholstering, and other furniture, beds, bed springs, and goods of all kinds, whether metal, wood, or any other material; to carry on business as iron founders, and metal workers, under the name of "Mayfayre Chesterfield Manufacturing Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16636-o Deputy Attorney General.

Mitchell, Houghton (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Paul Charles Casey, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Lawrence George McDougall, avocat de la ville de Mont-Royal, et Alexander Killin Coley, secrétaire, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Construire, manufacturer, produire ou autrement acquérir, acheter, vendre, fournir et par aucun moyen faire le commerce et réparer, renouveler et rendre vendable des meubles et appliques, outillage, instruments, appareils, papeterie, marchandises disponibles, matières imprimées ou autrement, accessoires, articles et choses d'aucune nature et sorte utilisés ou manipulés ou susceptibles d'être utilisés ou manipulés pour toutes fins dans des bureaux, magasins, ateliers, manufactures, établissements publics ou privés ou dans des maisons privées ou ailleurs, sous le nom de "Mitchell, Houghton (Quebec) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Aucune action du capital de la compagnie ne sera transférée sans le sanction expresse des directeurs attestée par résolution passée par le bureau de direction;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16637 L. DESILETS.

Mitchell, Houghton (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1946, incorporating: Paul Charles Casey, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Lawrence George McDougall, advocate, of the Town of Mount Royal, and Alexander Killin Coley, secretary, of the City of Montreal, all in the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To construct, manufacture, produce or otherwise acquire, to buy, sell, supply, and in every way deal in and to repair, renew and render merchantable, furniture and fixtures, equipment, instruments, appliances, stationery, stock-in-trade, materials, printed or otherwise, supplies, articles and things of every nature and kind used or handled or capable of being used or handled for any purposes in offices, stores, shops, factories, public or private establishments or homes or elsewhere, under the name of "Mitchell, Houghton (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10.00 each, and 300 preferred shares of a par value of \$100.00 each.

No shares of the company's capital stock shall be transferred without the express sanction of the Directors evidenced by resolution passed by the Board of Directors;

The number of shareholders of the company shall be limited to Twenty.

The head office of the Company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1946.

L. DESILETS,
16637-o Deputy Attorney General.

"Premier Optical Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: John Kerry, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Longueuil, Reginald Culmer Harvey-Jellie, avocat, de la ville de Mont-Royal, William Arthur MacMillan, secrétaire, de la cité d'Outremont, Henry Rieder, comptable, et Lillian Margaret Gallagher, sténographe, les deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, préparer, produire, polir, manufacturer, adapter, réparer, modifier, échanger, importer et/ou exporter et autrement, sans réserve, faire le commerce en gros et/ou en détail, directement ou par l'intermédiaire d'agents, voyageurs, vendeurs, représentants, marchands et sollicitateurs ou par aucun autre moyen, de lunettes, cadres de lunettes, étuis de lunettes, montures, verres, lentilles, prismes, compas, jumelles, loupes, thermomètres, baromètres, instruments scientifiques en général, appareils d'optique d'aucune sorte et description, articles, outillage, instruments, outils, bijouterie, nouveautés et toutes sortes d'articles, matières et choses qui peuvent être requis pour les fins de ce commerce ou qui peuvent sembler susceptibles d'être profitablement négociés en rapport avec ledit commerce;

"Premier Optical Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: John Kerry, advocate and King's Counsel, of the city of Longueuil, Reginald Culmer Harvey-Jellie, advocate, of the Town of Mount Royal, William Arthur MacMillan, secretary, of the city of Outremont, Henry Rieder, accountant, and Lillian Margaret Gallagher, stenographer, the two latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec for the following purposes:

To buy, sell, prepare, produce, grind, manufacture, adapt, repair, alter, exchange, import, and/or export and otherwise without limitation, deal in, at wholesale and/or retail, both directly or through agents, travellers, salesmen, representatives, dealers, and solicitors, or in any other manner, spectacles, spectacle frames, spectacle cases, mountings, eye-glasses, lenses, prisms, compasses, binoculars, magnifying glasses, thermometers, barometers, scientific instruments generally, optical appliances of every kind and description, goods, equipment, instruments, tools, jewellery, novelties, and all kinds of articles, materials and things which may be required for the purpose of such business of which may seem capable of being profitably dealt with in connection with said business; the whole however sub-

le tout, cependant, sujet aux dispositions de la Loi des optométristes et opticiens et à la Loi des opticiens d'ordonnances de la province de Québec, sous le nom de "Premier Optical Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16638 L. DÉSILETS.

"Rigby Painters and Decorators Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, ces lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: William Henry Rigby, peintre, Dame Jennie Lee, épouse séparée de biens de William Henry Rigby, et Ruby Rigby, machiniste, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer, dans toutes ses spécialités, le commerce qui consiste à passer des contrats, modifier, décorer, entretenir, meubler, outiller et améliorer des bâtisses et constructions d'aucune sorte et genre, exercer dans toutes leurs spécialités respectives le commerce de constructeurs, entrepreneurs, marchands de pierre, brique, bois de charpente, ferronnerie, peintures et autres matériaux et accessoires de construction et, en général, exercer le commerce de peintres, décorateurs, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Rigby Painters and Decorators Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deuxième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16639 L. DÉSILETS.

"Roma Interests Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter pour des fins de placement, acquérir, détenir, transférer, vendre et disposer de toutes sortes d'actions, titres, débetures ou valeurs;

Acquérir par achat, l.a.l. échange, octroi, concession ou autrement, et détenir et posséder des terrains, immeubles et biens immobiliers d'aucune description, et développer, améliorer et exploiter toutes telles propriétés, sous le nom de "Roma Interests Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16640 L. DÉSILETS.

subject to the provisions of the Optometrists' and Opticians' Act and to the Dispensing Opticians' Act of the Province of Quebec, under the name of "Premier Optical Company Limited", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16638-o Deputy Attorney General.

"Rigby Painters and Decorators Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of October, 1946, incorporating: William Henry Rigby, painter, Dame Jennie Lee, wife separate as to property of William Henry Rigby and Rudy Rigby, machinist, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all branches the business of contracting, altering, decorating, maintaining, furnishing, fitting up and improving buildings and structures of every sort and kind, to carry on in all their respective branches the business of builders, contractors, dealers in stone, brick, timber, hardware, paints and other building materials or requisites and generally to carry on the business of painters, decorators, builders and contractors, under the name of "Rigby Painters and Decorators Limited", with a total capital stock of \$10,000.00, divided into 10,000 shares of \$1.00 each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16639-o Deputy Attorney General.

"Roma Interests Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1946, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster of the full age of majority, all in the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase for investment purposes, acquire, hold transfer, sell and dispose of all kinds of shares, stocks, debentures or securities;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or otherwise, and to hold and own lands, real estate and immovables of every description, and to develop, improve and exploit any such, property, under the name of "Roma Interests Ltd.", with a total capital stock of \$5,000.00, divided into 50 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16640-o Deputy Attorney General.

"S. Dergel & J. Caruso, Exclusive Men's Tailors, Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Samuel Dergel, marchand, Morris Jack Caruso, tailleur, tous deux de la cité de Montréal, et Emmanuel Cooke, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tailleurs sur mesures et manufacturiers d'habits et vêtements de sport dans toutes leurs quelques spécialités respectives;

Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail de vêtements, marchandises sèches, fournitures de tailleurs, soieries, satins, coton, lainages, fils, étoffes, produits textiles et tissus de toutes sortes, sous le nom de "S. Dergel & J. Caruso, Exclusive Mens Tailors, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16641 L. DÉSILETS.

"Siebart Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Nathan Levitsky, Thomas Tansey, procureurs, et Emma Kwalwasser, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et-ou vendre des vêtements de tous genres et descriptions;

Manufacturer, acheter et vendre des textiles et produits textiles de tous genres et descriptions, sous le nom de "Siebart Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-troisième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,
16642 L. DÉSILETS.

"Skall Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, C.R., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et négociants en gros et en détail de toutes sortes de papeterie, livres d'échantillons, cartes d'étalage, outillage de bureaux, reliures et livres, accessoires de bureaux et produits en papier,

"S. Dergel & J. Caruso, Exclusive Men's Tailors, Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of October, 1946, incorporating: Samuel Dergel, merchant, Morris Jack Caruso, tailor, both of the City of Montreal, and Emmanuel Cooke, advocate, of the city of Outremont, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of custom tailors and manufacturers of clothing and wearing apparel and sportswear in all the several and respective branches thereof;

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in clothing, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, cottons, woollens, yarns, cloths, textiles, and fabrics of all kinds, under the name of "S. Dergel & J. Caruso, Exclusive Men's Tailors, Inc.", with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16641-o Deputy Attorney General.

"Siebart Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of October, 1946, incorporating: Nathan Levitsky, Thomas Tansey, barristers, and Emma Kwalwasser, secretary, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy and-or sell clothing of every manner and description;

To manufacture, buy and sell textiles and textile products of every manner and description, under the name of "Siebart Ltd.", with a total capital stock of \$20,000.00, divided into 200 shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this twenty-third day of October, 1946.

L. DÉSILETS,
16642-o Deputy Attorney General.

"Skall Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in all kinds of stationery, sample books, display cards, office equipment, book bindings, office supplies and paper products, under the name of "Skall Inc."

sous le nom de "Skall Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16643 L. DÉSILETS.

"Theta Delta Chi (McGill)"

Avis est, par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'octobre 1946, constituant en corporation sans capital-actions: Ivan Young Patrick, médecin, John Sigerist Blanchard Pemberton, assistant-trésorier, tous deux de la cité de Westmount, Martin Alexander Fellowes, architecte, Webb Guy Krauser, médecin, et Donald Dale Thomson, agent financier, les trois derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et administrer un club social et promouvoir le bien-être de ses membres, avec le pouvoir de faire et d'adopter une constitution et règlements, règles et réglementation pour l'admission, la suspension et l'expulsion de ses membres, et pour leur gouvernement et la perception de contributions et honoraires, pour l'élection et la nomination de directeurs et officiers, et définir leurs devoirs et pour la garde en sûreté et la protection de ses propriétés et fonds, et, en général, régler, administrer et protéger ses biens et intérêts et de temps en temps modifier, révoquer et varier cette constitution, règlements règles et réglementation ou aucun d'eux, sous le nom de "Theta Delta Chi (McGill)".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Les pouvoirs susdits accordés n'autorisent pas les jeux d'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté;

La compagnie n'a pas le pouvoir d'obtenir ou de détenir un permis de club accordé par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-huitième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16644 L. DÉSILETS.

"United Children's Wear Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: John Alexander Sullivan, Gerald Eugene Sullivan et Albert Malouf, tous avocats, des cités de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, produire, importer, exporter, acheter, acquérir, se procurer, vendre, détenir, entreposer, emmagasiner, utiliser, distribuer et autrement négocier et faire le commerce de vêtements et toutes autres sortes de tissus et accessoires pour vêtements, sous le nom de "United Children's Wear Limited", avec un capital total

with a total capital stock of \$40,000.00, divided into 400 common shares of \$100.00 each.

The head office of the Company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16643-o Deputy Attorney General.

"Theta Delta Chi (McGill)"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1946, incorporating without share capital: Ivan Young Patrick, physician, John Sigerist Blanchard Pemberton, assistant treasurer, both of the city of Westmount, Martin Alexander Fellowes, architect, Webb Guy Krauser, physician, and Donald Dale Thomson, financial agent, the three latter of the city of Montreal, all in the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and manage a Social Club, and to promote the welfare of the members thereof, with power to make and adopt a constitution and by-laws, rules and regulations for the admission, suspension and expulsion of its members, and for their government and the collection of contributions and dues, for the election and appointment of directors and officers, and to define their duties and for the safekeeping and protection of its property and funds, and in general to regulate, manage and preserve its property and interests and from time to time to alter, repeal and vary such constitution, by-laws, rules and regulations or any of them, under the name of "Theta Delta Chi (McGill)".

The amount to which the value of the immoveable property which the Corporation may possess, is to be limited, is \$20,000.00.

The aforesaid powers granted do not authorize gambling games, games of chance or games of chance and skill mixed;

The company is not empowered to obtain or hold a club license granted by the Quebec Liquor Commission.

The head office of the Corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16644-o Deputy Attorney General.

"United Children's Wear Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1946, incorporating: John Alexander Sullivan, Gerald Eugene Sullivan and Albert Malouf, all advocates, of the city and district of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, produce, import, export, buy, acquire, purchase, sell, hold, warehouse, store, use, distribute, and otherwise trade and deal in wearing apparel and all other kinds of materials and accessories for wearing apparel, under the name of "United Children's Wear Limited", with a total capital stock of \$15,000.00.

de \$15,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt et unième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16645

L. DÉSILETS.

"Weir's Motor Sales Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour d'octobre 1946, constituant en corporation: Cecil Bruce Cooke, Henry Ralph Armstrong, secrétaires, et Clifford George Meek, teneur de livres, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Vendre à commission ou autrement négocier et faire le commerce d'automobiles et véhicules et leurs accessoires;

Manufacturer, construire, améliorer, réparer, modifier, reconstruire, acheter, importer, louer, arrenter et négocier et faire le commerce, par aucun moyen ou manière quelconque, de moteurs, chassis, carrosseries, machinerie, pièces constituantes, fournitures, accessoires, instruments, outils, accumulateurs, ustensiles, dispositifs, appareils et fournitures de toutes sortes pour moteurs et autres choses et toute la matière première, articles et autres choses utilisés dans ou pour ceux ou susceptibles d'être utilisés dans et pour la fabrication de tous les précédents et de tous produits et sous-produits d'iceux et, en général, exercer le commerce d'un marchand d'articles, effets et marchandises relatifs ou se rapportant au commerce de la compagnie;

Acheter, bâtir, construire, louer, arrenter, posséder, contrôler, entretenir et exploiter, comme mandats et-ou agents, des garages et ateliers de réparation, bâtisses d'emmagasinage, magasins, entrepôts, salles de vente, bureaux, terrains de stationnement, terrains d'étalage, postes de service pour la vente, la garde en sûreté, le service, faire le plein d'essence, le huilage, graissage, le stationnement, l'entreposage, le nettoyage, le polissage, la peinture, la réparation et, en général, le soin de moteurs et autres choses et exercer et entreprendre le commerce de fournisseurs et marchands et négociants de gazoline, huiles, lubrifiants, graisses, liquides antigels, pneus et tous articles et choses susceptibles d'être utilisés avec iceux;

Exercer le commerce de machinistes mécaniciens, poseurs de tuyaux, charpentiers, charrons, propriétaires de moulins, fondeurs, étireurs de fils, fabricants de tuyaux, métallurgistes, selliers, remboueurs, galvanisateurs, laqueurs, recuiseurs, émailleurs, électro-plaqueurs, peintres fabricants d'étuis en cuir et autres sacs de voyage et malles, sous le nom de "Weir's Motor Sales Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires ou membres n'excédera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour d'octobre 1946.

L'Assistant-procureur général,

16646

L. DÉSILETS.

divided into 1,000 common shares of the par value of \$5.00 each, and 500 preferred shares of the par value of \$20.00 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16645-0

Deputy Attorney General.

"Weir's Motor Sales Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1946, incorporating: Cecil Bruce Cooke, Henry Ralph Armstrong, secretaries, and Clifford George Meek, bookkeeper, all of the City and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To sell on commission or otherwise, trade in and deal with, automobiles and vehicles and their accessories;

To manufacture, construct, improve, repair, alter, re-construct, buy, import, lease, hire and deal in and with in any way or manner whatsoever engines, chassis, bodies, machinery, component parts, supplies, accessories, implements, tools, batteries, utensils, appliances, apparatus and fittings of all kinds for motors and other things and all raw materials, articles and other things used in and for or capable of being used in and for the manufacture of all of the foregoing and all products and by-products thereof and generally to carry on the business of a dealer in goods, wares and merchandise connected or incidental to the business of the company;

To purchase, build, construct, lease, hire, own, control, maintain and operate, as principals, and-or as agents, garages, and repair shops, storerooms, storerooms, warehouses, showrooms, offices, parking places, display lots, service stations for the sale, safekeeping, servicing, fueling, oiling, greasing, parking, storing, cleaning, polishing, painting, repairing and care generally of motors and other things and to carry on and engage in the business of suppliers of, and dealers in and with gasolines, oils, lubricants, greases, non-freezing liquids, tires and all articles and things capable of being used therewith

To carry on the business of mechanical machinists, fitters, carpenters, wheelwrights, millwrights, founders, wire drawers, tube makers, metallurgists, saddlers, upholsterers, galvanizers, japanners, annealers, enamellers, electro-platers, painters and leather and other packing and trunk case makers, under the name of "Weir's Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$50,000.00, divided into 250 preferred shares of the par value of \$100.00 each, and 250 common shares of the par value of \$100.00 each.

The number of its shareholders or members shall not exceed twenty.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1946.

L. DÉSILETS,

16646-0

Deputy Attorney General.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de "La Fédération de l'U.C.C. du Saguenay", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 octobre 1946.

Le siège social de la fédération précitée est situé à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16647-0 JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 14 novembre 1946, approuvé l'amendement apporté à l'article 5 des règlements généraux de "L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée" — "The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated", tel qu'adopté à l'assemblée générale annuelle tenue le 12 février 1946, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 14 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16648-0 JEAN BRUCHÉSI.

TIRAGE D'OBLIGATIONS

CORPORATION MUNICIPALE DU VILLAGE
DE ST-BENOÎT-JOSEPH-L'ABRE AMQUI
COMTÉ DE MATAPÉDIA

Avis public, est par les présentes donné que conformément aux dispositions du règlement N° 25 de la Corporation ci-dessus mentionnée, un tirage au sort a été affecté au bureau de la Commission Municipale de Québec, à Québec, le 12 novembre 1946, et que les obligations ci-après désignées et émises par la dite Corporation sous l'autorité du règlement précité, ont été tirées et seront remboursables le ou à compter du 1er janvier 1947;

Les numéros de ces obligations sont les suivants:

Dénomination de \$100.00: Nos C-13, 21 et 57.

Dénomination de \$500.00: Nos D-44, 60, 83 et 104.

Les porteurs des obligations ci-dessus désignées devront, le ou après le 1er Janvier 1947, présenter et remettre les dites obligations pour paiement où les transmettre, par courrier recommandé ou par l'entremise d'une Banque, (à la Banque Montréal à Amqui), avec tous les coupons d'intérêts non échus.

A compter du 1er janvier 1947, les dites obligations cesseront de porter intérêt.

Donné, à Amqui, ce seizième jour de novembre 1946.

16655-0 Le Secrétaire-trésorier,
J.-W. PELLETIER.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of a federation of professional syndicates under the name of "La Fédération de l'U.C.C. du Saguenay" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on October 11, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

16647 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on November 14, 1946, approved the amendment made to article 5 of the general by-laws of "L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée" — "The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated", as adopted at the general annual meeting held on February 12, 1946, and such in conformity with section 225 of the Quebec Companies Act, (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, November 14, 1946.

16648 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

DRAWING OF BONDS

MUNICIPAL CORPORATION OF THE VILLAGE
OF ST-BENOIT-JOSEPH-L'ABRE, AMQUI
COUNTY OF MATAPEDIA

Public notice is hereby given that pursuant to the provisions of By-law No. 25 of the above mentioned corporation, a drawing of bonds, by lots, was made at the office of the Quebec Municipal Corporation, at Québec, on November 12, 1946, and that the bonds hereinafter designated and issued by the said corporation under authority of the aforesaid By-law, were drawn and shall be redeemable on or after the 1st of January, 1947.

The numbers of these bonds are as follows:

Dénomination of \$100.00: Nos C-13, 21 and 57.

Dénomination of \$500: Nos D-44, 60, 83 and 104.

The holders of the bonds hereinabove designated shall, on or after the 1st January, 1947, present and remit said bonds for payment, or transmit the same, by registered mail or through a Bank, (to the Bank of Montreal at Amqui), with all the unmatured interest coupons.

From and after the 1st of January, 1947, the said bonds shall cease to bear interest.

Given at Amqui, this sixteenth day of November, 1946.

16655 J.-W. PELLETIER,
Secretary-treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coop. Forestier de Ruisseau-des-Olives", en date du 3 octobre 1946, dont le siège social est situé à Ruisseau-des-Olives, Comté Gaspé-Nord, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 octobre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16656-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bonaventure", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 4 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Bonaventure, district d'Yamaska.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16649-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine, Dorchester", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ste-Justine-Langevin, comté de Dorchester.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16650-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Employés de Magasins de Roberval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Roberval, comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16651-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-Procureur Général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 17 octobre 1946, approuvé les règlements 1 à 27 inclusivement de la société "Routes du Nord, Inc." — "Northern Highways, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, ch. 276), telles que modifiées par 10 George VI, ch. 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18 octobre 1946.

Le Sous-secrétaire de la province,
16652-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coop. Forestier de Ruisseau-des-Olives", under date the third day of October, 1946, whereof the head office is at Ruisseau-des-Olives, county of Gaspé-North, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of October, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
16656 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bonaventure" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 4, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Bonaventure, district of Yamaska.

JEAN BRUCHÉSI,
16649 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine, Dorchester" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 14, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ste-Justine-Langevin, county of Dorchester.

JEAN BRUCHÉSI,
16650 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat des Employés de Magasins de Roberval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 6, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Roberval, county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
16651 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on the 17th of October, 1946, approved the by-laws 1 to 27 inclusively of the association "Routes du Nord, Inc." — "Northern Highways, Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chap. 276), as amended by 10 George VI, chap. 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 18, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,
16652 Under Secretary of the Province.

"ROUTES DU NORD, INC."
"NORTHERN HIGHWAYS, INC."

Extrait des règlements de la corporation, tels qu'approuvés par le Secrétaire de la province le 17 octobre 1946, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

"9.—Bureau de direction. Les affaires de l'association ou de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de cinq (5) membres dont les deux-tiers formeront quorum."

Le Président,
RENÉ PARENT.

Le Secrétaire,
ROLAND LIBOIRON.

16653-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Ambroise-de-Milan", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 15 juillet 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à St-Ambroise-de-Milan, comté de Frontenac.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16654-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat Catholique National des Employés de Stark Brothers Ribbon de Granby", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Granby, comté de Shefford.

Le Sous-secrétaire de la Province,
16669-o JEAN BRUCHÉSI.

"ROUTES DU NORD, INC."
"NORTHERN HIGHWAYS, INC."

Excerpt from the by-laws of the corporation, as approved by the Provincial Secretary on October 17, 1946, concerning the increase in the number of directors from three to five:

"9.—Board of Directors. The affairs of the association or company will be managed by a board of directors composed of five (5) members whereof two thirds will form a quorum."

RENÉ PARENT,
President.

ROLAND LIBOIRON,
Secretary.

16653

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U. C. C. de St-Ambroise-de-Milan", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on July 15, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at St-Ambroise-de-Milan, county of Frontenac.

16654 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique National des Employés de Stark Brothers Ribbon de Granby", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 6, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Granby, county of Shefford.

16669 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 53, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00, Nos C-45, 125, 166 et 167

Les dites obligations sont remboursables le 1er janvier 1947, date à laquelle elles cessent de porter intérêt.

16678-o Le Secrétaire-trésorier,
PH. HARVEY.

LA CORPORATION DU CANTON CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 53, have been drawn by lots

Denomination of \$100.00, Nos 45, 125, 166 et 167.

The said bonds will be redeemable on the 1st of January, 1947, from which date they will cease to bear interest.

16678-o PH. HARVEY,
Secretary-treasurer.

Avis est, par les présentes, donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Sainte-Monique-des-Saules", en date du 28 octobre 1946, dont le siège social est situé à Sainte-Monique-des-Saules, Cté de Québec, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 7 novembre 1946.

16698-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Sainte-Monique-des-Saules" under date the 28th day of October, 1946, whereof the head office is at Sainte-Monique-des-Saules, county of Quebec, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th of November, 1946.

16698 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

TIRAGE AU SORT DES OBLIGATIONS DE LA COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE DE DESCHÈNES, COMTÉ DE GATINEAU

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 14 avril 1941, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00 — C-27, 35, 68, 73, 82, 88 et 93.

Lesdites obligations seront rachetables le 1er janvier 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

16697-0 Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ-L. MÉNARD.

PASTEL GARMENT MANUFACTURING COMPANY LTD.

Règlement N° 22, augmentant le nombre des directeurs.

"Que le nombre des directeurs qui peuvent être élus à la compagnie Pastel Garment Mfg. Co. Ltd. soit augmenté de trois à cinq".

Décreté et confirmé, ce 8ième jour d'août 1946.

(Sceau) Le Président,
MAX CRYSTAL.
La Secrétaire,
LILLY FLEISHER.

16699

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Beauchastel", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 12 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Evain, comté de Rouyn-Noranda.

16701-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'Aluminium de Lévis", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 20 novembre 1946.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Lévis, dans le district de Québec.

16718-0 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

"ASSOCIATION DES VÉTÉRANS PROPRIÉTAIRES DE TAXIS DE MONTRÉAL"
"VETERANS' TAXI OWNERS ASSOCIATION OF MONTREAL"

Règlement No 1

Bureau de direction et officiers de la compagnie

Art. 1. Le bureau de direction de la compagnie sera composé de cinq membres parmi lesquels

DRAWING OF BONDS OF THE SCHOOL COMMISSION OF VILLAGE DESCHENES, COUNTY OF GATINEAU

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under resolution of April 14, 1941, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00 — C.27, 35, 68, 73, 82, 88 and 93.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of January 1947, from which date they shall cease to bear interest.

16697-0 RENÉ L. MÉNARD,
Secretary-Treasurer.

PASTEL GARMENT MANUFACTURING COMPANY LTD.

By-Law No. 22, increasing the number of Directors.

"That the number of directors that may be elected to the Pastel Garment Mfg. Co. Ltd., be increased from three to five in number".

Enacted and confirmed, this 8th day of August 1946.

(Seal) MAX CRYSTAL,
President.
LILLY FLEISHER,
Secretary.

16699-0

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Beauchastel" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 12, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Evain, county of Rouyn-Noranda.

16701 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'Aluminium de Lévis" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on November 20, 1946.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lévis, in the district of Québec.

16718 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

"ASSOCIATION DES VÉTÉRANS PROPRIÉTAIRES DE TAXIS DE MONTRÉAL"
"VETERANS' TAXI OWNERS ASSOCIATION OF MONTREAL"

By-Law No 1

Board of Directors and Officers of the Company

Art 1. The Board of Directors of the company will be composed of five members amongst whom

seront élus un président et un vice-président. Le secrétaire et le trésorier seront élus par les directeurs et il ne sera pas nécessaire que ces officiers soient directeurs pour être éligibles à ces fonctions. Les deux fonctions de secrétaire et de trésorier pourront être remplies par la même personne.

Art. 2. Le présent règlement deviendra en vigueur après le dépôt et la publication prévus par l'article 84 de la Loi des compagnies.

Adopté

Véritable copie d'un règlement de la compagnie, adopté à l'unanimité des actionnaires de ladite compagnie, à une assemblée spéciale des actionnaires tenue à Montréal, le 27 juin 1946.

Le Président,
PAUL-J. AHELO.

Le Secrétaire,
LÉOPOLD FERLAND.

16714-o

there shall be elected a President and a Vice-President. The Secretary and Treasurer will be elected by the directors and it will not be required that said officers be directors to be eligible for the said offices. The two offices, that of Secretary and of Treasurer, may be filled by the same person.

Art. 2. The present By-law will come into force after the deposit and the publication provided by section 84 of the Companies Act.

Adopted

True Copy of a By-law of the company unanimously adopted by the shareholders of the said company at a special Shareholders' Meeting, held at Montreal, on June 27, 1946.

PAUL-J. AHELO,
President.

LÉOPOLD FERLAND,
Secretary.

16714

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Québec, cour supérieure, N° 51 518. Dame Albertine Nadeau, épouse commune en biens de Gédéon Jacques, de Québec, demanderesse, vs Gédéon Jacques, employé de pulperie, 7 2ème Rue, Québec, défendeur.

La demanderesse a intenté au défendeur une action en séparation de biens.

Québec, 18 novembre 1946.

Les Procureurs de la demanderesse,
16668-o GUÉRARD et PELLAND.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Quebec, superior court, No. 51 518. Albertine Nadeau, wife common as to property of Gedeon Jacques, of Quebec, Plaintiff, vs Gedeon Jacques, paper-maker, 7, 2nd Street, Quebec, defendant.

Plaintiff sues Defendant for separation as to property.

Québec, November 18th, 1946.

GUÉRARD and PELLAND,
16668-o Attorneys for Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4708

Québec, le 14 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT l'addition d'une partie co-contractante de deuxième part à la convention collective relative aux tanneries et corroieries dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par "Les Cuir Pathé Limitée", de Ste-Marie de Beauce, à l'effet d'être acceptée comme partie co-contractante à la convention collective de travail relative aux tanneries et corroieries dans la province, rendue obligatoire par le décret numéro 523, du 5 février 1940 et amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 28 septembre 1946;

ATTENDU que le Comité paritaire chargé de surveiller l'application du dit décret a été dûment consulté;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4708

Québec, November 14, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adding of a co-contracting party of the second part to the collective labour agreement respecting tanners and curriers in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163, and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by "Les Cuir Pathé Limitée", of Ste. Marie-de-Beauce, for the purpose of being accepted as co-contracting party to the collective labour agreement relating to the tanners and curriers in the Province, rendered obligatory by the decree number 523, of February 5th, 1940, and amendments;

WHEREAS the said request has been published in the issue of September 28, 1946, of the Quebec Official Gazette;

WHEREAS the Parity Committee entrusted with the administration of the said decree has been duly consulted;

WHEREAS no objection has been made against the said request;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE la compagnie "Les Cuir Pathé Limitée", de Ste-Marie de Beauce, soit traitée comme partie co-contractante et que le nom de cet établissement soit ajouté dans ledit décret aux parties de deuxième part.

16673-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4709

Québec, le 14 novembre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de la juridiction de St-Hyacinthe a présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de modifier le décret numéro 2683, du 9 octobre 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe;

ATTENDU QUE les dites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 14 septembre et 12 octobre 1946;

ATTENDU QU'une objection a été formulée contre l'approbation de la première requête et qu'elle a été soumise à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2683, soit modifié de la façon suivante:

1° Les heures de travail pour les coiffeurs et coiffeuses pour dames de la Zone I, mentionnées au paragraphe "a" de l'article IV, sont remplacées par les suivantes:

"Les lundi et mardi: excepté durant les mois de mai, juin et décembre de 9.00 a.m. à 7.00 p.m. durant les mois de mai, juin et décembre de 9.00 a.m. à 9.00 p. m. Le mercredi de 9.00 a.m. à midi. Les jeudi, vendredi et veille des fêtes chômées de 9.00 a.m. à 9.00 p.m.. Le samedi de 9.00 a.m. à 6.00 p.m."

2° Les deuxième et troisième alinéas du paragraphe "b" de l'article IV sont radiés.

16674-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4717

Québec, le 14 novembre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par la Section des marchands de quincaillerie, ferronnerie et peinture de l'Association des marchands détaillants du Canada inc., dis-

THAT the company "Les Cuir Pathé Limitée", of Ste. Marie-de-Beauce, be treated as co-contracting party and that the name of that establishment be added in the said decree to the parties of the second part.

16673-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4709

Quebec, November 14, 1946
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Barbers' and Hairdressers' Parity Committee, jurisdiction of St. Hyacinthe has submitted to the Minister of Labour two requests for the purpose of amending the decree number 2683, of October 9, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe;

WHEREAS the said requests have been published in the *Quebec official Gazette*, editions of September 14 and October 12, 1946;

WHEREAS one objection has been made against the approval of the first request and whereas it has been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2683, be amended as follows:

1. That the hours of work for ladies male and female hairdressers of zone I, mentioned in subsection "a" of section IV, are replaced by the following:

"On Monday and Tuesday, except during the months of May, June and December from 9.00 a.m. to 7.00 p.m. During the months of May, June and December from 9.00 a.m. to 9.00 p.m. On Wednesday from 9.00 a.m. to 12.00 (noon) On Thursday, Friday and holiday eves from 9.00 a.m. to 9.00 p.m. On Saturday from 9.00 a.m. to 6.00 p.m."

2. The second and third paragraphs of subsection "b" of section IV are deleted.

16674-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4717

Quebec, Novembre 14, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the hardware and paint trade in the city of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by "La Section des Marchands de Quincaillerie, Ferronnerie et Peinture" of the Retail Merchants Association of Canada inc., district

trict de Québec, l'Association patronale du commerce de Québec inc. et l'Association nationale catholique des commis quincailliers de Québec, inc., à l'effet de modifier le décret numéro 1090 du 7 mars 1940 et amendements, relatif au commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 28 septembre 1946;

ATTENDU QUE le Ministre du Travail a également donné avis de son intention de modifier ledit décret, dans la Gazette officielle de Québec, édition du 6 avril 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1090, soit modifié de la façon suivante:

1° L'alinéa 3 du paragraphe "f" de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"3. Le terme "premier-commis-à-la-réception-et-à-l'expédition" désigne le commis qui, soit au magasin, soit à l'entrepôt, a sous sa surveillance et sa direction, au moins 4 commis à l'expédition et à la réception de la marchandise."

2. L'alinéa 4 du paragraphe "f" de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"4. Le terme "premier-commis-aux-commandes" désigne le commis qui, au magasin, a sous sa surveillance et sa direction au moins 4 commis aux commandes."

3. Le paragraphe "g" de l'article II est abrogé et remplacé par le suivant:

"g. Le mot "ccmmis" désigne tout employé masculin qui n'est pas déjà inclus dans la définition d'autre classification d'emploi dont il est question au présent décret et tout commis, suivant le travail qu'il fait, est classifié de la façon suivante:

1. Le terme "commis-à-la-vente-et-aux-écritures-des-commandes" désigne le commis qui travaille pour un employeur assujéti au décret et s'occupe principalement de la vente des marchandises ou de l'écriture des commandes ou de leur vérification, ou qui marque le prix de vente des marchandises dans le livre des prix, sur la marchandise ou sur une liste préparée à cette fin.

2. Le terme "commis-à-la-réception-et-à-l'expédition" désigne le commis dont le travail consiste à recevoir, déballer, étiqueter, expédier la marchandise ou la placer dans les étages du magasin ou dans les entrepôts.

3. Le terme "commis-aux-commandes" désigne le commis dont le travail principal consiste à préparer les commandes telles que fournies par le commis à la vente et aux écritures des commandes, à assembler la marchandise au magasin en vue de la livraison à l'acheteur."

4° L'alinéa "3" suivant est ajouté au paragraphe "b" de l'article III:

3. Du 15 juin au 15 septembre de chaque année, la semaine régulière de travail se termine à 1.00 p.m. le samedi. Tout travail fait après 1.00 p.m. le samedi, du 15 juin au 15 septembre doit être rémunéré au taux de salaire et demi calculé sur le salaire payé."

5° Le paragraphe "e" de l'article III est amendé en ajoutant au milieu dudit paragraphe après les mots "La Fête de la St-Jean-Baptiste", les mots "le 1er juillet (Jour du Canada)".

6° Les dispositions suivantes sont ajoutées à la fin du premier alinéa du paragraphe "j" de l'article IV:

"Du moment qu'une vacance se produit dans les premiers 50% de chaque catégorie, l'employé qui a 9 années d'expérience et plus et qui a été

of Quebec, "L'Association patronale du Commerce de Québec inc." and "L'Association nationale catholique des Commis quincailliers de Québec inc.", for the purpose of amending the decree number: 1090, of March 7, 1940, and amendments, relating to the hardware and paint trade in the city of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, edition of September 28, 1946;

WHEREAS the Minister of Labour has also given notice of his intention to amend the said decree in the Quebec Official Gazette, edition of April 6, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1090, be amended as follows:

1° Paragraph 3 subsection "f" of section II is deleted and replaced by the following:

"3. The words "receiving and shipping head clerk" mean the clerk who, whethe. at the store or at the warehouse, has under his supervision and direction a minimum of four clerks committed to the shipping and receiving of goods."

2° Paragraph 4 of subsection "f" of section II is deleted and replaced by the following:

"4. The words "orders head-clerk" mean the clerk who, in the store, has under his supervision and direction a minimum of four clerks committed to the orders."

3. Subsection "g" of section II is deleted and replaced by the following:

"The word "clerk" means any male employee which is not already included in the definition of another classification of employment referred to in the present decree and every clerk, with respect to the work he performs, is classified as follows:

1. The words "clerk committed to the sales and inscription of orders" mean the clerk working for an employer governed by the decree, and committed mainly to the selling of goods or the writing down of orders or their checking, or one setting down the sales price of goods on the price list, on the goods themselves or on a special list.

2. The words "receiving and shipping clerk" mean the clerk committed to the receiving, unwrapping, labelling, shipping of goods or to the taking of such goods to the various floors of the store or to the warehouses.

3. The words "orders clerk" mean the clerk committed mainly to the making out of orders as taken in by the clerk committed to the sales and inscription of orders, and to the bundling of goods in the store for delivery to the buyer."

4° The following paragraph 3 is added to subsection "b" of section III:

"3. From June 15 to September 15 of each year, the regular work week ends at 1.00 p.m. on Saturday. Work performed after 1.00 p.m. on Saturday, from June 15 to September 15, shall be remunerated at the rate of time and one half based on the wages paid."

5. Subsection "e" of section III is amended by adding in the middle of the said subsection, after the words "St. Jean-Baptiste Day", the words "(Canada Day) July 1st".

6° The following provisions are added at the end of the first paragraph of subsection "j" of section IV:

"When a vacancy occurs in the first 50% of each category, the employee with nine (9) years of experience and more and classified in the eighth

classifié au salaire de la 8^{ième} année, attendant une place vacante dans les premiers 50%, doit monter automatiquement au salaire de la 9^{ième} année, par ordre de séniorité d'année d'expérience.

Toutefois, les stipulations du présent paragraphe relatives au pourcentage des employés de chaque catégorie ne s'appliquent pas dans le cas où il n'y a que deux commis à la vente à l'emploi d'un employeur assujéti au décret."

7° Au paragraphe "k" de l'article IV, le taux de \$0.47 est remplacé par \$0.60.

8° Au paragraphe "l" de l'article IV, le taux de \$0.30 est remplacé par \$0.40.

9° Au paragraphe "m" de l'article IV, le taux de \$0.21 est remplacé par \$0.25.

10° L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "r" de l'article IV:

"Toutefois, l'employé classifié comme commis et qui fait du travail de livreur durant pas plus de 50% des heures de travail de la semaine normale de l'établissement, doit être payé le salaire minimum de \$23.60 par semaine si ses années d'expérience comme commis ne stipulent pas en sa faveur un salaire supérieur, dans lequel cas, il doit être payé tel salaire supérieur conformément à ses années d'expérience."

11° La dernière phrase de l'article VII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16675-0 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4713

Québec, le 14 novembre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail par le Comité paritaire des métiers de la construction de St-Jean, à l'effet de modifier le décret numéro 1983 du 24 septembre 1938, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la cité de Saint-Jean et la ville d'Iberville;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 28 septembre 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1983, soit modifié de la façon suivante:

1° Le paragraphe "a" de l'article II est radié et remplacé par le suivant:

"II. *Taux de salaires*: a. Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-contre:

year as to the wages, and waiting for a vacancy in the first 50%, shall automatically be promoted to the ninth year in respect of the wages, according to seniority.

However, the provisions of the present subsection respecting the percentage of the employees in each category do not apply when only two sales clerks are employed by an employer governed by the decree."

7. In subsection "k" of section IV, the rate of \$0.47 is replaced by that of \$0.60.

8. In subsection "l" of section IV, the rate of \$0.30 is replaced by that of \$0.40.

9. In subsection "m" of section IV, the rate of \$0.21 is replaced by that of \$0.25.

10. The following paragraph is added to subsection "r" of section IV:

"However, an employee classified as clerk and doing delivery work for not more than 50% of the working hours of the regular work week of the establishment shall be paid the minimum wage of \$23.60 per week when his years of experience as clerk do not entail the payment of a higher wage rate, in which case he shall be paid such higher rate based on his years of service."

11° The last sentence of section VII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following ones:

"It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16675-0 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4713

Québec, November 14, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the city of St-John and the town of Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a request has been submitted to the Minister of Labour by the Joint Committee of the Building Trades of Saint John for the purpose of amending the decree number 1983, of September 24, 1938, and amendments, relating to the construction industry in the city of St. John and the town of Iberville;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of September 28, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1983, be amended as follows:

1° Subsection "a" of section II is deleted and replaced by the following:

"II. *Rates of wages*: a. The following shall be the minimum rates of wages for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers:	Salaires horaires	Trades:	Hourly rates
Briqueleur, plâtrier, maçon, y compris le tailleur sur le chantier.....	\$0.88	Bricklayer, plasterer, mason, including cutter on the field.....	\$0.88
Charpentier-menuisier, poseur de paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier, menuisier, forme à béton (boutique ou chantier), poseur de planchers de bois.....	0.80	Carpenter-joiner, erector of screens (wood or metal, sashes, windows, steel partitions, joiner, concrete form (shop of job), wood floor makers.....	0.80
Poseur de "Weatherstrips".....	0.80	Weatherstripper.....	0.80
Électricien.....	0.83	Electrician.....	0.83
Préposé aux grues.....	0.73	Engineman (hoist).....	0.73
Préposé aux malaxeurs à vapeur.....	0.73	Engineman (steam mixer).....	0.73
Préposé aux malaxeurs à gazoline.....	0.58	Engineman (gasoline mixer).....	0.58
Préposé aux compresseurs.....	0.68	Compressor operator.....	0.68
Porteur d'oiseau.....	0.58	Hod carrier.....	0.58
Journalier (ouvrier non qualifié).....	0.58	Common worker.....	0.58
Poseur de lattes (bois ou métal)*.....	0.80	Lather (wood or metal).....	0.80
Poseur de marbre.....	0.88	Marble setter.....	0.88
Peintre, aspergeur, décorateur, vitrier, tapissier, vernisseur de planchers.....	0.76	Painter, sprayer, decorator, glazier, paper hanger, floor varnisher.....	0.76
Plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie:		Plumber, steamfitter and pipe mechanics:	
Compagnon.....	0.83	Journeyman.....	0.83
Compagnon junior.....	0.73	Junior journeyman.....	0.73
Couvreur, amiante, ardoise, tuile et composition:		Roofer: asbestos, slate, tile and composition:	
Compagnon.....	0.80	Journeyman.....	0.80
Aide.....	0.58	Helper.....	0.58
Ouvrier-tôlier.....	0.83	Sheet metal worker.....	0.83
Poseur de terrazzo.....	0.73	Terrazzo layer.....	0.73
Polisseur de terrazzo:		Terrazzo polishers:	
Machine à sec.....	0.68	Dry polishing.....	0.68
Machine à l'eau.....	0.63	Water polishing.....	0.63
Poseur de tuiles.....	0.83	Tile setter.....	0.83
Finisseur de ciment.....	0.58	Cement finisher.....	0.58

Poseur et préposé à l'entretien de brûleurs à l'huile, de pompes à gazoline..... 0.83"
 2° L'article IIIa est modifié de la façon suivante:

- i) Les mots "de un (\$1.00) dollar" apparaissant à la fin du premier alinéa du paragraphe "a" sont remplacés par les mots "d'un dollar et onze cents (\$1.11)".
- ii) Les mots "soixante-dix (\$0.70) cents" apparaissant à la fin du troisième alinéa du paragraphe "a" sont remplacés par les mots "soixante-dix-huit (\$0.78) cents".
- iii) Les mots "de \$0.80 cents" et "de \$0.60 cents" apparaissant dans le dernier alinéa du paragraphe "b" sont remplacés respectivement par les mots "de \$0.89 cents" et "de \$0.67 cents".
- iv) Le paragraphe "d" est remplacé par le suivant:

"d. Taux de salaires: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Salaires horaires
Peintre (fer structural).....	\$1.00
Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories).....	1.11
Chaudronnier, monteur, mécanicien de machines génératrices à vapeur et soudeur.....	1.11
Aide-chaudronnier, monteur, mécanicien de machines génératrices à vapeur et soudeur.....	0.84"

3° Le paragraphe 9 de l'article XI est radié et remplacé par le suivant:

"9. Les taux de salaires payés aux apprentis doivent être les suivants:

- a. Pour les apprentis plombiers, poseurs d'appareils de chauffage, mécaniciens en tuyauterie, ouvriers-tôliers, charpentiers-menuisiers, électriciens;

1ère année.....	\$0.45
-----------------	--------

Man doing the installation of, or maintenance work on, oil burners, gasoline pumps..... 0.83"
 2° Section IIIa is amended as follows:

- i) the words "one (\$1.00) dollar" mentioned at the end of the first paragraph of subsection "a" are replaced by the words "one dollar and eleven cents (\$1.11)"
- ii) The words "seventy (\$0.70) cents per hour" mentioned at the end of the third paragraph of subsection "a" are replaced by the words "seventy-eight cents (\$0.78) per hour".
- iii) The hourly rates of "\$0.80" and "\$0.60" mentioned in the last paragraph of subsection "b" are respectively replaced by "\$0.89 and "\$0.67".
- iv) Subsection "d" is replaced by the following:

"d. Rates of wages: The following are the minimum rates of wages for each one of the trades hereinafter mentioned:

Trades:	Hourly rates
Painter (structural iron).....	\$1.00
Structural iron erector and welder (all categories).....	1.11
Boiler-maker, erector and steam generator mechanic.....	1.11
Boiler-maker's, erector's and steam generator mechanic's helper.....	0.84"

3° Subsection 9 of section XI is stricken off and replaced by the following:

"9. The rates of wages paid to apprentices shall be as follows:

- a. For those of the plumbing, heating, pipe-fitting, sheet-metal, and of the carpenter's joiner's and electrician's trades:

1st year.....	\$0.45
---------------	--------

2ième année	0.50
3ième année	0.55
4ième année	0.65
<i>b. Pour les apprentis peintres, aspergeurs, vatriers, décorateurs, tapissiers:</i>	
1ère année	\$0.40
2ième année	0.45
3ième année	0.50
4ième année	0.60
<i>c. Les taux de salaires payés aux apprentis briqueteurs, maçons et plâtriers sont fixés d'après un pourcentage des taux minima payables aux ouvriers qualifiés de ces métiers, et ce pourcentage de rémunération s'établit comme suit:</i>	
1ère année	45%
2ième année	55%
3ième année	60%
4ième année	75%

A. MORISSET,	
16691-o	Greffier du Conseil Exécutif.

2nd year	0.50
3rd year	0.55
4th year	0.65
<i>b. For those of the painter's, sprayer's, glazier's, decorator's and paper hanger's trades:</i>	
1st year	\$0.40
2nd year	0.45
3rd year	0.50
4th year	0.60
<i>The wage rates for apprentices of the bricklayer's, mason's and plasterer's trades shall be determined according to a percentage of the minimum rates payable to the skilled workers of such trades, and the said percentage shall be established as follows:</i>	
1st year	45%
2nd year	55%
3rd year	60%
4th year	75%

A. MORISSET,	
16691-o	Clerk of the Executive Council.

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 4712

Québec, le 14 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1653, du 28 juin 1941, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 octobre 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que les augmentations de salaires proposées dans ladite requête ont été approuvées par le Conseil régional du Travail, par décision rendue à sa séance du 7 mai 1946, amendée par une décision du Conseil National du Travail, en date du 21 septembre 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1653, soit modifié de la façon suivante:

1° L'article IV est remplacé par le suivant:
"IV. *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-contre:

<i>Métiers — Trades</i>	<i>Salaires horaires — Hourly rates</i>			
	<i>Zones</i>			
	I	II	III	IV
Briqueteur, plâtrier, maçon — Bricklayer, plasterer, mason	\$1.10	\$0.95	\$0.85	\$0.80
Charpentier-menuisier — Carpenter joiner	0.90	0.85	0.75	0.70
Calfat — Caulker	0.70	0.60	0.55	0.50
Peintre — Painter:				
Compagnon — Journeyman	0.81	0.76	0.66	0.61
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year) ..	0.71	0.66		
Manœuvre ou journalier — Labourer	0.65	0.60	0.50	0.50
Faiseur de mortier — Mortar maker	0.65	0.60	0.50	0.50
Brasseur de célanite — Celanite mixer	0.65	0.60	0.50	0.50
Couleur de blanc — Plaster pourer	0.65	0.60	0.50	0.50
Porteur d'oiseau — Hod carrier	0.65	0.60	0.50	0.50
Jointoyeur — Joint pointer	0.80	0.70	0.65	0.60

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 4712

Quebec, november 14, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the district of Québec.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Committee of the Construction Industry, Québec, has submitted to the Minister of Labour a request to amend decree number 1653, of June 28th 1941, and amendments, relating to the construction industry in the district of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of October, 12th 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the wage increases proposed in the said request have been approved by the Regional Labour Board by a decision taken at its meeting of May 7, 1946, amended by a decision of the National Labour Board on September 21, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1653, be amended as follows:

1. Section IV is replaced by the following:
"IV. *Wage rates:* The following minimum wage rates shall be paid for each one of the trades hereunder enumerated:

Finisseur de ciment — Cement finisher	0.80	0.70	0.65	0.60
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazo layer	0.80	0.70	0.65	0.60
Polisseur de terrazzo à la machine, 1er six mois (apprentissage) — Terrazzo polishing machine operator, 1st six months (apprenticeship)	0.60	0.55	0.45	0.45
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine operator	0.70	0.65	0.60	0.55
Foreur — Driller	0.75	0.70	0.60	0.55
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator	0.70	0.65	0.60	0.55
Poseur de lattes métalliques — Lather (metal)	0.75	0.70	0.60	0.55
Poseur de lattes en bois — Lather (wood)	0.75	0.70	0.60	0.55
Préposé aux pelles mécaniques — Engineman-mechanical shovels	0.80	0.70	0.60	0.55
Préposé aux tracteurs — Engineman-tractors	0.80	0.70	0.60	0.55
Préposé aux grues — Engineman-hoisting	0.80	0.70	0.60	0.55
Préposé aux malaxeurs — Engineman-mixers	0.81	0.71	0.66	0.61
Préposé aux compresseurs — Engineman-compressors	0.81	0.71	0.66	0.61
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman-stationary and portable machines	0.75	0.70	0.60	0.55
Mécanicien en tuyauterie (plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération) — Pipe mechanic (plumber, pipe fitter and refrigeration mechanic):				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	1.30	1.10	1.05	1.00
Compagnons — Journeyman	0.90	0.80	0.75	0.70
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year)	0.75	0.65		
Electricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	1.30	1.10	1.05	1.00
Compagnon — Journeyman	0.90	0.80	0.75	0.70
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman	0.90	0.80	0.75	0.70
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year)	0.80	0.70		
Mécanicien en fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze mechanic:				
Compagnon — Journeyman	0.85	0.80	0.75	0.70
Forgeron — Blacksmith	0.85	0.80	0.75	0.70
Ajusteur — Fitter	0.75	0.70	0.65	0.60
Gratteur, polisseur et sableur de planchers, à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine	0.80	0.75	0.70	0.65
Gardien sur chantier (nuit ou jour) maximum 72 heures par semaine — Job watchman (night or day), a maximum of 72 hours per week	0.40	0.40	0.40	0.40

Pour les catégories de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur, les compagnons junior doivent être limités à un (1) par cinq (5) compagnons seniors.

Dans les cas où les opérations de gratteur, polisseur et sableur de planchers à la main ou à la machine sont exécutées par un menuisier qualifié, ce dernier doit recevoir le salaire établi pour sa catégorie dans le présent décret.

Note: — Les taux de salaires mentionnés dans le présent décret sont conformes à la décision du Conseil régional du Travail en date du 7 mai 1946, amendée par une décision du Conseil National du Travail en date du 21 septembre 1946.

- 2° L'article IV-A est modifié comme suit:
- i) Le taux de "un (\$1.00) dollar" apparaissant à la fin du premier alinéa du paragraphe "a" est remplacé par le taux de "un dollar et onze cents (\$1.11)".
 - ii) Le taux de "soixante-dix (\$0.70) cents" apparaissant à la fin du troisième alinéa du paragraphe "a" est remplacé par le taux de "soixante-huit (\$0.78) cents".
 - iii) Le nombre "sept (7)" apparaissant deux fois dans le dernier alinéa du paragraphe "a" est remplacé par le nombre "cinq (5)".
 - iv) Les taux de "\$0.80" et "\$0.60" apparaissant dans le dernier alinéa du paragraphe "b" sont remplacés respectivement par les taux de "\$0.89" et "\$0.67".
 - v) Le paragraphe "d" est remplacé par le suivant:

For the categories of pipe mechanic and tinsmith-roofer, there shall be but one (1) junior journeyman to each five (5) senior journeymen.

In cases where a skilled joiner performs the operations of floor scrapers, polishers and sanders by hand or machine, he shall receive the wage rate established in the present decree for his category.

Note: The wage rates mentioned in the present decree are in conformity with the decision of the Regional Labour Board dated May 7, 1946, amended by a decision of the National Labour Board dated September 21, 1946.

2. Section IV-A is amended as follows:
- i) The rate of "one (\$1.00) dollar" mentioned at the end of the first paragraph of subsection "a" is replaced by that of "one dollar and eleven cents (\$1.11)".
 - ii) The rate of "seventy (\$0.70) cents" mentioned at the end of the third paragraph of subsection "a" is replaced by that of "seventy-eight cents (\$0.78)".
 - iii) Number "seven (7)" which appears twice in the last paragraph of subsection "a" is replaced by number "five (5)".
 - iv) The rates of "\$0.80" and "\$0.60" mentioned in the last paragraph of subsection "b" are replaced, respectively, by the rates of "\$0.89" and "\$0.67".
 - v) Subsection "d" is replaced by the following:

"d) *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

Métiers	Salaires horaires
Peintre (fer structural)	\$1.00
Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories)	1.11
Chaudronnier, monteur et mécanicien de machines génératrices à vapeur et soudeur	1.11
Aide chaudronnier, monteur et mécanicien de machines génératrices à vapeur et soudeur	0.84"

vi) Au paragraphe "e", le taux de salaire des apprentis de deuxième année est remplacé par le suivant:

"2^{ème} année 85%"
3° Les taux de \$30.00 et \$23.00 apparaissant dans l'alinéa 1 du paragraphe "a" de l'article XI, sont remplacés par les taux de \$32.00 et \$25.00.

4° Les taux de \$25.00 et \$21.00 apparaissant dans l'alinéa 2 du paragraphe "a" de l'article XI sont remplacés par les taux de \$27.00 et \$23.00.

A. MORISSET,
16710-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4710

Québec, le 14 novembre 1946.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la broderie dans l'Île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 4269, du 14 novembre 1944, ont présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 octobre 1946;

ATTENDU QUE le ministre du Travail a également donné avis de son intention de modifier ledit décret dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 avril 1946;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 4269, soit modifié de la façon suivante:

1° Les noms des deux parties contractantes sont radiés et remplacés par les suivants:

"D'UNE PART:
"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc."

Et, D'AUTRE PART:
"Embroidery Pleaters, Stitchers and Button Makers Union", Local 315 de "The International Ladies Garment Workers Union".

2° L'article II est modifié comme suit:

i) Après les mots "comprenant les opérations suivantes" à la troisième ligne, les mots "travail

"d) *Wage rates:* The minimum wage rates shall be the following for each one of the trades hereunder mentioned:

Trades	Hourly rate
Painter (structural iron)	\$1.00
Structural iron erector and welder (all categories)	1.11
Boiler-maker, steam generator erector and mechanic and welder	1.11
Boiler-maker's, steam generator erector's and mechanic's and welder's helper	0.84"

vi) In subsection "e", the wage rate for apprentices of the second year is replaced by the following:

"2nd year 85%"
3. The rates of "\$30.00" and "\$23.00" mentioned in paragraph 1 of subsection "a" of section XI, are replaced by the rates of "\$32.00" and "\$25.00".

4. The rates of "\$25.00" and "\$21.00" mentioned in paragraph 2 of subsection "a" of section XI are replaced by the rates of "\$27.00" and "\$23.00".

A. MORISSET,
16710-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4710

Québec, November 14, 1946.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the embroidery industry in the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the embroidery industry in the island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 4269, of November 14, 1944, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, edition of October 12, 1946;

WHEREAS the Minister of Labour has also given notice of his intention to amend the said decree in the *Quebec Official Gazette*, edition of April 13, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 4269, be amended as follows:

1° The names of the two contracting parties are deleted and replaced by the following:

ON THE ONE PART:
"Fashion Accessories Manufacturers Association Inc.",

AND ON THE OTHER PART:
"Embroidery Pleaters, Stitchers, and Button Makers Union, Local 315, of the International Ladies Garment Workers Union.",

2. Section II is amended as follows:

i) After the words "in the following operations" in the third line, the words "Needlework

à l'aiguille d'ornementation à la main ou à la machine, broderie "bonnaz" sont ajoutés.

ii) Après les mots "d'ourlets à jour" à la sixième ligne, les mots "posage de pointes de diamants et de pierres du Rhin" sont ajoutés.

3° Le paragraphe "a" de l'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux minima de salaires*: a. Les salariés des métiers ci-après énumérés doivent recevoir les taux horaires minima suivants:

	<i>l'heure</i>
Mécanicien "bonnaz"	\$ 0.97
Plisseurs et faiseur de patrons	0.58
Perleur au crochet	0.39
Étampeur	0.42
Mécanicien de machines spéciales	0.42
Brodeur à la main	0.33
Employé général	0.33
Assistant-plisseur	0.33
Faiseur de boucles et de boutons recouverts	0.33

4° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Heures de travail*: Une semaine de travail comprend quarante (40) heures réparties en cinq jours ouvrables du lundi au vendredi inclusivement de chaque semaine, comme suit:

Le travail commence à 8.00 a. m. pour se continuer jusqu'à 5.00 p. m. avec un arrêt d'une heure pour le repas du midi, de midi à 1.00 p. m.

Aucun travail ne doit être exécuté le samedi."

5° L'article VI est modifié comme suit:

i) Le paragraphe "b" est remplacé par le suivant:

"b. Aucun travail supplémentaire n'est permis le vendredi."

ii) Le paragraphe "d" est radié.

iii) Les mots "Sauf les samedis", au début du paragraphe "e" sont radiés.

6° L'article XI est modifié comme suit:

i) Le paragraphe "c" est remplacé par le suivant:

"c. Un apprenti employé-général commence à \$0.21 l'heure et reçoit une augmentation de \$0.04 l'heure à tous les six mois jusqu'à sa qualification."

ii) Le paragraphe "d" est remplacé par le suivant:

"d. Un apprenti mécanicien de machine ou un apprenti étampeur est promu à la classe du mécanicien de machine ou d'étampeur qualifié après deux ans et demi (2½) de service.

Un apprenti mécanicien de machine ou un apprenti étampeur commence à \$0.21 l'heure et reçoit une augmentation de \$0.04 l'heure après chaque six mois jusqu'à sa qualification comme mécanicien de machine ou comme étampeur alors qu'il doit recevoir une augmentation de \$0.05 l'heure."

iii) L'échelle de salaires apparaissant au paragraphe "f" est remplacée par la suivante:

	<i>l'heure</i>
1er semestre	\$ 0.21
2ème semestre	0.29
3ème semestre	0.37
4ème semestre	0.42
5ème semestre	0.47
6ème semestre	0.55
7ème semestre	0.63
8ème semestre	0.70"

7° L'article XVI est remplacé par le suivant:

"XVI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 juillet 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne

ornementation by hand or machine, Bonnaz embroidering," are added.

ii) After the word "hemstitching" in the fifth line, the words "Nailhead and rhinestone setting" are added.

3° Subsection "a" of section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wage rates*: a. The employees of the trades hereafter enumerated shall receive the following hourly minimum rates:

	<i>per hour</i>
Bonnaz Operator	\$ 0.97
Pleater and Pattern Maker	0.58
Crochet Beader	0.39
Stamper	0.42
Special Machine Operator	0.42
Hand Embroidery Worker	0.33
Floor Help	0.33
Pleater's assistant	0.33
Covered Button and Buckle Maker	0.33

4. Section V is replaced by the following:

"V. *Working hours*: A week's work consists of 40 hours divisible into five working days from Monday to Friday inclusive of each week as follows:

Work shall begin at 8.00 a. m. and shall continue until 5.00 p. m. with an interval of one hour for lunch, from noon to 1 P. M.

No work shall be permitted or done on Saturday."

5. Section VI is amended as follows:

i) Subsection "b" is replaced by the following:

"b. No overtime is permitted on Friday"

ii) Subsection "d" is deleted.

iii) The words "except on Saturdays", at the beginning of subsection "e" are deleted

6. Section XI is amended as follows:

i) Subsection "c" is replaced by the following:

"c.) An apprentice floor helper shall begin at \$0.21 per hour and be increased .04 cents per hour every six months until graduation."

ii) Subsection "d" is replaced by the following:

"d.) An apprentice machine operator or apprentice stamper, shall be graduated in two and a half years (2½ years) into the class of full skilled machine operator or stamper.

An apprentice machine operator or apprentice stamper shall begin at 0.21 per hour and shall be increased every six months at the rate of 0.04 per hour until graduation into the craft of full skilled machine operator or stamper when such employee shall receive an increase of .05c. per hour."

iii) The schedule of wages which appears in subsection "f" is replaced by the following:

	<i>per hour</i>
"First six months	\$ 0.21
After 6 months	0.29
After 12 months	0.37
After 18 months	0.42
After 24 months	0.47
After 30 months	0.55
After 36 months	0.63
After 42 months	0.70"

7° Section XVI is replaced by the following:

"XVI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and so remains until July 31, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing

donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration ou avant le 31 juillet de toute année subséquente."

A. MORISSET,
16708-o Greffier du Conseil Exécutif.

to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, not to be less than thirty (30), before the date of its expiration or before July 31 of any subsequent year."

A. MORISSET,
16708-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4716

Québec, le 14 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices de la cité de Sherbrooke.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 3825, du 12 octobre 1944, relatif aux institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices de la cité de Sherbrooke;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 15 juin 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article XXXII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractante ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 21 octobre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16713-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4716

Quebec, November 14, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to public charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the city of Sherbrooke.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 3825, of October 12, 1944, relating to public charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the city of Sherbrooke.

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 15, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section XXXII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before October 21 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16713-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4715

Québec, le 14 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux établissements commerciaux dans la cité de Saint-Hyacinthe.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 4688 du 7 novembre 1945, relatif aux établissements commerciaux dans la cité de Saint-Hyacinthe;

ATTENDU que ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 17 août 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4715

Quebec, November 14, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the commercial establishments in the city of St. Hyacinthe.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 4688, of November 7, 1945, relating to the commercial establishments in the city of St. Hyacinthe;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of August 17, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article VIII, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 10 novembre de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16712-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4714

Québec, le 14 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministère du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 1715, du 23 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la Gazette officielle de Québec, édition du 13 avril 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite modification;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret soit modifié de la façon suivante:

La dernière phrase de l'article XIV, relatif à la durée du décret, est remplacée par les suivantes:

"Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier avril de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,
16711-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 4711

Québec, le 14 novembre 1946.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section VIII, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before November 10 of any subsequent year." Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16712-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4714

Quebec, November 14, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

WHEREAS the said notice has been published in the Quebec Official Gazette, issue of April 13, 1946;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said amendment;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree be amended as follows:

The last sentence of section XIV, relating to the duration of the decree, is replaced by the following:

"It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before April 1st of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,
16711-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 4711

Quebec, November 14, 1946.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments of the decree relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of

refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la confection pour dames dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 2375, du 11 septembre 1937, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 21 septembre 1946;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

ATTENDU que le Conseil régional du Travail a autorisé les modifications proposées dans ladite requête par décision rendue à sa séance du 20 août 1946;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 2375, soit modifié de la façon suivante:

1° Le dernier alinéa de l'article I est remplacé par le suivant:

"Si, toutefois, l'application des prescriptions du présent décret s'avère nuisible à certaines industries connexes, les employeurs et les salariés desdites industries ou le Comité paritaire intéressé peuvent formuler leurs griefs au Ministre du Travail, qui en discutera avec les parties intéressées et recommandera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil tels amendements au présent décret qu'il peut juger nécessaires et appropriés."

2° La dernière phrase du paragraphe 3 de l'article V, laquelle se lit comme suit: "Ce travail supplémentaire devra être payé aux taux réguliers", est remplacée par la suivante:

"Ce travail supplémentaire doit être payé au taux de salaire et demi."

3° Le paragraphe 4 de l'article V est remplacé par le suivant:

"4. Durant les mois de juillet à octobre inclusivement, le travail supplémentaire est permis dans les limites de 4 heures par semaine régulière de travail, à savoir: une (1) heure par jour les quatre (4) premiers jours seulement de la semaine régulière de travail, le tout, cependant, durant une période de trois (3) mois devant être mentionnée par l'employeur comme étant sa saison active."

En aucun cas, le travail supplémentaire ne peut être exécuté les vendredi et samedi."

4° Le paragraphe 9 suivant est ajouté à l'article V:

"9. Tout travail exécuté après 5.00 p.m. est considéré comme travail supplémentaire et ce travail supplémentaire doit être rémunéré à raison de salaire et demi."

5° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. Aucune des dispositions du présent décret ne doit être interprétée de façon à empêcher un salarié de recevoir un salaire, soit à la semaine, à l'heure ou à la pièce, plus élevé que ceux établis dans le présent décret."

1) AUGMENTATION DE SALAIRE DES SALARIÉS TRAVAILLANT À LA SEMAINE

Les coupeurs compétents doivent recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) sur leurs taux actuels de salaire.

Les aides-coupeurs et les coupeurs de fournitures doivent recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur leurs taux actuels de salaire.

Les presseurs de dessus, les presseurs à la machine, les sous-presseurs et les presseurs de

Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the ladies cloak and suit industry in the Province of Québec, rendered obligatory by the decree number 2375, of September 11, 1937, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 21, 1946;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

WHEREAS the Regional Labour Board has authorized the amendments proposed in the said request by a decision taken at its meeting of August 20, 1946;

IT IS ORDAINED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 2375, be amended as follows:

1. The last paragraph of section I is replaced by the following:

"If, however, the enforcement of the provisions of the present decree is prejudicial to certain connected industries, the employers and the employees of the said industries or the Parity Committee thereof have the right to submit their complaints to the Minister of Labour who will discuss same with the interested parties and recommend to the Lieutenant-Governor in Council such amendments to the said present decree as he may deem necessary and appropriate."

2. The last sentence of subsection 3 of section V, which reads as follows: "Such overtime shall be charged at regular rates" is replaced by the following:

"Such overtime shall be paid at the rate of time and one half."

3. Subsection 4 of section V is replaced by the following:

"4. During the months of July to October, inclusive, overtime may be worked, but shall not exceed four (4) hours in any one week, to wit, one (1) hour in any one day on the first four days of the working week only, the whole, however, during a period of three months which shall be declared by the employer to be his busy season."

In no event shall any overtime work be done on Friday or Saturday."

4. The following subsection 9 is added to section V:

"9. All work after 5 p.m. shall be overtime and such overtime shall be paid for at the rate of time and one half."

5. Section VI is replaced by the following:

"VI. Nothing herein provided shall operate to prevent any employee from receiving and being paid a wage or salaries, whether on a week work, hourly, or piece work basis, higher than those provided for in the present decree."

1) INCREASE FOR WEEK WORKERS

Skilled cutters shall receive an increase of ten per cent (10%) over their present rates of pay.

Assistant cutters and trimmers shall receive an increase of twelve and one half per cent (12½%) over their present rates of pay.

Top Pressers, Machine Pressers, Under Pressers and Piece-Pressers who work on a weekly or

pièces travaillant sur une base hebdomadaire ou horaire doivent recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) sur leurs taux actuels de salaire. Les tailleurs de fourrure et leurs aides recevant actuellement \$40.00 à \$60.00 par semaine doivent recevoir une augmentation uniforme de \$5.00 par semaine sur leurs taux actuels de salaire.

Les tailleurs de fourrure et leurs aides recevant actuellement \$39.99 et moins par semaine doivent recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur leurs taux actuels de salaire.

Les poseurs de boutons, les ouvriers généraux et les opérateurs de machines spéciales doivent recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur leurs taux actuels de salaire.

hourly basis shall receive an increase of ten per cent (10%) over their present rates of pay. Fur tailors and assistant fur tailors presently receiving \$40.00 to \$60.00 per week shall receive a flat increase of \$5.00 per week over their present rates of pay.

Fur tailors and assistant fur tailors presently receiving \$39.99 and less, per week, shall receive an increase of twelve and one half per cent (12½%) over their present rates of pay.

Button sewers, general hands and special machine operators shall receive an increase of twelve and one half per cent (12½%) over their present rates of pay.

TAUX SAISONNIERS POUR LES TAILLEURS DE FOURRURE ET LEURS AIDES

SEASONAL RATES FOR FUR TAILORS AND ASSISTANTS

Dans le cas des tailleurs de fourrure et de leurs aides, lorsque l'employeur a mis en vigueur un double système de rémunération pour les saisons d'automne et de printemps, les taux d'automne sont en vigueur pour la période de six mois comprise entre le 1er mai et le 31 octobre, et les taux du printemps sont en vigueur pour la période comprise entre le 1er novembre et le 30 avril.

In the case of fur tailors and assistant fur tailors, where the employer has been operating under a dual system of rates of pay with respect to the Fall and Spring season, the Fall rates of pay shall prevail during the six months period beginning May First and ending October 31st, and the Spring rates of pay shall prevail during the period beginning November First and ending April 30th.

Les dates ci-haut mentionnées déterminent les taux de salaires et non le travail exécuté.

The above dates shall determine the wage rates and not the work done.

2) AUGMENTATIONS DE SALAIRE DES SALARIÉS TRAVAILLANT A LA PIÈCE

2) INCREASES FOR PIECE WORKERS

Nonobstant les taux horaires minima déterminés dans le présent décret, tous les taux à la pièce sont augmentés en regard de ceux payés le 1er juillet 1946, en vue de donner une augmentation réelle aux travailleurs à la pièce de la façon suivante:

Notwithstanding the minimum rates per hour set forth in the present decree, all piece work rates shall be increased over and above those paid on July 1st, 1946, to yield an actual increase in wages to piece workers in the following manner:

AUGMENTATION DES OPÉRATEURS

INCREASES FOR OPERATORS

Les opérateurs doivent recevoir une augmentation de sept et demi pour cent (7½%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

Operators shall be paid an increase of seven and one half (7½%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

AUGMENTATION DES FINISSEURS

INCREASES FOR FINISHERS

Les finisseurs doivent recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

Finishers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

AUGMENTATION DES PRESSEURS

INCREASES FOR PRESSERS

Les presseurs de dessus, les presseurs à la machine, les sous-presseurs et les presseurs de pièces doivent recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

Top Pressers, Machine Pressers, Under Pressers and Piece Pressers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

AUGMENTATION DES FAISEURS DE DOUBLURES

INCREASES FOR LINING MAKERS

Les faiseurs de doublures doivent recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

Lining Makers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

AUGMENTATION DES FAISEURS DE JUPES

INCREASES FOR SKIRTMAKERS

Les faiseurs de jupes doivent recevoir une augmentation de six pour cent (6%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

Skirtmakers shall be paid an increase of six per cent (6%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

AUGMENTATION DES TAILLEURS DE FOURRURE ET LEURS AIDES

INCREASES FOR FUR TAILORS AND ASSISTANT FUR TAILORS

Les tailleurs de fourrure et leurs aides qui travaillent sur une base de travail à la pièce

Fur Tailors and Assistant Fur Tailors who work on a piece-work basis shall be paid an

doivent recevoir une augmentation de douze et demi pour cent (12½%) sur les taux à la pièce payés le 1er juillet 1946.

(Le Conseil régional du Travail, dans une ordonnance en date du 20 août 1946, a approuvé ces augmentations de salaire avec effet rétroactif au 1er juillet 1946)."

6° L'article VII est radié et remplacé par le suivant:

"VII. a) *Taux minima pour travail à la semaine*: L'échelle suivante de salaires minima s'applique aux salariés ci-après énumérés, et ces salariés doivent travailler sur une base horaire ou hebdomadaire seulement; ils ne doivent pas travailler sur une base de travail à la pièce.

	<i>l'heure</i>
Coupeurs très compétents	\$1.00
Coupeurs moins compétents	0.76
Coupeurs de fournitures	0.77
Tailleurs de fourrure	0.83
Aide-tailleur de fourrure	0.62
Poseur de boutons	0.44
Ouvrier général	0.44
Examineur	0.44

b) *Taux minima pour travail à la pièce*: Les salariés des métiers énumérés ci-dessous peuvent travailler sur une base de travail à la pièce ou à la semaine mais, dans un cas comme dans l'autre, l'échelle de salaires suivante s'applique:

	<i>l'heure</i>
Opérateur compétent	\$1.00
Opératrice compétente	0.82
Opérateurs ou opératrices qui travaillent ensemble "section operators"	1.00
Presseur de dessus	1.00
Presseur à la machine	1.00
Sous-presseur	0.95
Presseur de pièces	0.76
Opérateur moins compétent	0.76
Opératrice moins compétente	0.71
Faiseur de jupes	0.62
Faiseur de doublures	0.62
Finisseur	0.62
Faufileur à la machine	0.62
Faufileur à la main	0.62
Opérateur de machines spéciales	0.62

Les taux à la pièce doivent être fixés de telle façon que les salariés des métiers ci-haut mentionnés reçoivent les taux désignés pour ces métiers. Les taux à la pièce sont les mêmes pour les salariés des deux sexes."

7° L'article IX est radié et remplacé par le suivant:

"IX. Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser cinq pour cent (5%) de celui des ouvriers employés dans tout établissement.

a) APPRENTIS-OPÉRATEURS, PRESSEURS ET TAILLEURS DE FOURRURE

Les apprentis-opérateurs, presseurs et tailleurs de fourrure sont des commençants et doivent être rémunérés conformément à l'échelle suivante:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$12.00
Après le premier semestre	15.00
Après le deuxième semestre	18.00
Après le troisième semestre	21.00
Après le quatrième semestre	24.00
Après le cinquième semestre	27.00
Après le sixième semestre	30.00
Après le sixième semestre, pour les apprentis-opératrices seulement	27.00

b) APPRENTIS-FAISEURS DE JUPES, FAISEURS DE DOUBLURES, FINISSEURS, FAUFILEURS À LA

increase of twelve and one half per cent (12½%) over the piece work rates paid on July 1st, 1946.

(The Regional Labour Board, in an ordinance dated August 20, 1946, has approved these increases with a retroactive effect to July 1st, 1946)."

6. Section VII is deleted and replaced by the following:

"VII. a) *Minimums for week work*: The following minimum scale of wages shall apply to employees hereinafter enumerated, and such employees shall work on an hourly or week work basis only, and such employees shall not work on a piece work basis.

	<i>per hour</i>
Full skilled cutter	\$1.00
Semi-skilled cutter	0.76
Trimmer	0.77
Fur tailor	0.83
Assistant fur tailor	0.62
Button sewer	0.44
General hand	0.44
Examiner	0.44

b) *Minimums for piece work*: Workers in the crafts enumerated below may work on a piece or week work basis but, in either event, the following scale of wages shall apply:

	<i>per hour</i>
Skilled operator (male)	\$1.00
Skilled operator (female)	0.82
Section operator (male or female)	1.00
Top presser	1.00
Machine presser	1.00
Under presser	0.95
Piece presser	0.76
Semi-skilled operator (male)	0.76
Semi-skilled operator (female)	0.71
Skirt maker	0.62
Lining maker	0.62
Finisher	0.62
Machine baster	0.62
Hand baster	0.62
Special machine operator	0.62

Piece work rates must be fixed to yield to the employees in the above crafts the above minimum hourly rates. Piece work rates shall be the same for male and female employees."

7. Section IX is deleted and replaced by the following:

"IX. Apprentices are limited to five per cent (5%) in number of the workers employed in the respective establishments.

a) APPRENTICE OPERATORS, PRESSERS AND FUR TAILORS

An apprentice operator, presser or fur tailor, is a beginner, and shall work under the following schedule:

	<i>per week</i>
First six months	\$12.00
At the end of six months	15.00
At the end of twelve months	18.00
At the end of eighteen months	21.00
At the end of twenty-four months	24.00
At the end of thirty months	27.00
At the end of thirty-six months	30.00
At the end of thirty-six months applicable to female apprentice operators only	27.00

b) APPRENTICE SKIRT MAKERS, LINING MAKERS,

MACHINE, FAUFILEURS A LA MAIN ET OPÉRATEURS DE MACHINES SPÉCIALES

Les apprentis-faiseurs de jupes, faiseurs de doublures, finisseurs, faufileurs à la machine, faufileurs à la main et opérateurs de machines spéciales doivent être rémunérés conformément à l'échelle suivante:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$12.00
Après le premier semestre	15.00
Après le deuxième semestre	18.00
Après le troisième semestre	21.00
Après le quatrième semestre	24.80

c) APPRENTIS-COUCPEURS ET COUCPEURS DE FOURNITURES

Un apprenti coupeur et coupeur de fournitures est un commençant et il doit travailler jusqu'à sa qualification comme coupeur très compétent selon l'échelle suivante:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$12.00
Après le premier semestre	15.00
Après le deuxième semestre	18.00
Après le troisième semestre	21.00
Après le quatrième semestre	24.00
Après le cinquième semestre	27.00
Après le sixième semestre	30.00
Après le septième semestre	35.00
Après le huitième semestre	40.00

Le Bureau des Examineurs garde sous observation chaque coupeur moins compétent et coupeur de fournitures pour une période minimum de quatre années et décide s'il doit être classifié comme coupeur très compétent.

Lorsque le Bureau des Examineurs juge qu'un candidat est qualifié comme coupeur très compétent, conformément aux définitions de métiers du présent décret, tel candidat est promu au métier de coupeur très compétent et rémunéré à raison de \$40.00 par semaine ou de \$1.00 l'heure, tel que prévu dans le décret.

Le Bureau des Examineurs peut aussi déterminer que le candidat, quoique n'étant pas assez qualifié pour devenir un coupeur très compétent, est suffisamment qualifié pour obtenir une augmentation de son taux actuel de salaire, s'il reçoit moins que \$40.00 par semaine, et ledit bureau déterminera tel taux en conséquence.

En tout temps après cette période le candidat peut demander au Bureau des Examineurs d'être promu à la classe de coupeur très compétent, et le Bureau des Examineurs doit prendre telle requête en considération conformément aux dispositions ci-haut.

d) APPRENTIS-POSEURS DE BOUTONS, OUVRIERS GÉNÉRAUX ET EXAMINATEURS

Les apprentis-poseurs de boutons, ouvriers généraux et examinateurs terminent leur apprentissage à l'expiration de dix-huit (18) mois et doivent être rémunérés d'après l'échelle suivante, calculée et fixée conformément aux dispositions du présent décret, à savoir:

	<i>par semaine</i>
Premier semestre	\$12.00
Après le premier semestre	14.00
Après le deuxième semestre	16.00
Après le troisième semestre	17.60

L'apprentissage des métiers d'aide-opérateur, faiseur de doublures, faiseur de jupes, faufileur à la machine et opérateur de machine spéciale, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas de l'opérateur, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été

FINISHERS, MACHINE BASTERS, HAND BASTERS AND SPECIAL MACHINE OPERATORS

Apprentice skirt makers, lining makers, finishers, machine basters, hand basters and special machine operators shall work under the following schedule:

	<i>per week</i>
First six months	\$12.00
At the end of six months	15.00
At the end of twelve months	18.00
At the end of eighteen months	21.00
At the end of twenty-four months	24.80

c) APPRENTICE CUTTERS AND TRIMMERS

An apprentice cutter and trimmer is a beginner and shall work until graduation into the craft of a full-skilled cutter under the following schedule:

	<i>per week</i>
First six months	\$12.00
At the end of six months	15.00
At the end of twelve months	18.00
At the end of eighteen months	21.00
At the end of twenty-four months	24.00
At the end of thirty months	27.00
At the end of thirty-six months	30.00
At the end of forty-two months	35.00
At the end of forty-eight months	40.00

The "Board of Examiners" shall examine each semi-skilled cutter and trimmer employed in the industry for a period of at least four years and shall determine his ability to become a full-skilled cutter.

If the "Board of Examiners" finds the applicant qualified under the definition of full-skilled cutter as contained in the definitions of crafts herein, such applicant shall be promoted to the craft of full-skilled cutter and be paid the minimum rate of \$40.00 per week or \$1.00 per hour as provided for in the decree.

The "Board of Examiners" may also determine that the applicant although not fully qualified to become a full-skilled cutter, is sufficiently qualified to obtain an increase over his present rates of pay if receiving less than \$40.00 per week, and shall determine such rates accordingly.

At any future time the applicant may apply to the "Board of Examiners" for graduation into the class of full-skilled cutter, and the "Board of Examiners" shall forthwith deal with such request on the aforesaid basis.

d) APPRENTICE BUTTON-SEWERS, GENERAL HANDS AND EXAMINERS

Apprentice button-sewers, general hands and examiners shall complete their apprenticeship respectively at the end of eighteen (18) months and shall work under the following schedule, also computed and fixed in conformity with the provisions of the present decree, namely:

	<i>per week</i>
First six months	\$12.00
At the end of six months	14.00
At the end of twelve months	16.00
At the end of eighteen months	17.60

All apprenticeship in the crafts of assistant operator, lining maker, skirt maker, machine baster and special machine operator must be completed at the end of the second year and, in the case of the operator, at the end of the third year and irrespective as to whether or not such

employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers d'aide-tailleur, finisseur, faufileur à la main, doit être terminé à la fin de la deuxième année et, dans le cas du tailleur de fourrure, à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après ces périodes, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers de presseur de dessus, sous-presseur et presseur à la machine doit être terminé à la fin de la troisième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille.

L'apprentissage des métiers de coupeur très compétent, coupeur moins compétent et coupeur de fournitures doit être terminé à la fin de la quatrième année, sans tenir compte si un apprenti a été employé dans un ou plusieurs de ces métiers consécutivement ou concurremment. Après cette période, l'apprenti a droit au taux minimum prévu dans le présent décret pour le métier dans lequel il travaille."

8° L'article XV est radié et remplacé par le suivant:

"XV. *Fêtes chômées et payées*: Les salariés qui ont travaillé dans l'industrie pendant une année, ont le droit de chômer les trois (3) fêtes légales suivantes, tout en recevant leur salaire:

Le Jour de Noël, Le Jour de l'An, La Fête du Travail.

Tous les établissements doivent rester fermés, ces jours de fêtes. Tout salarié, pour avoir droit à ces fêtes, doit avoir été à l'emploi de son employeur pendant une période minimum de trois (3) mois.

Tout salarié peut s'abstenir de travailler tout autre jour de fête."

9° L'article XVI suivant est ajouté:

"XVI. *Horloge enregistreuse*: Chaque employeur doit installer et entretenir une horloge enregistreuse en bon état dans son établissement au moyen de laquelle les salariés sont requis d'enregistrer leurs heures de travail."

10° L'alinéa 5 de l'article XVIII est radié et remplacé par le suivant:

"5. Salaires gagnés, augmentations en vigueur, conformément à la décision du Conseil régional du Travail, indiquées séparément."

11° L'article XXIII est remplacé par le suivant:

"XXIII. *Durée du décret*: Le présent décret, avec tous ses amendements, demeure en vigueur jusqu'au 30 juin 1947. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 juin de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

A. MORISSET,

16709-o

Greffier du Conseil Exécutif.

apprenti was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeship in the crafts of assistant tailor, finisher, hand baster, shall be completed at the end of the second year and, in the case of a fur tailor, at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeships in the crafts of top-pressers, under-pressers, and machine pressers, shall be completed at the end of the third year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned craft consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work.

All apprenticeships in the crafts of full skilled cutter, semi-skilled cutter and trimmer, must be completed at the end of the fourth year, irrespective as to whether or not such apprentice was employed in one or more of the aforementioned crafts consecutively or concurrently, after which time an apprentice shall be entitled to the full minimum herein provided for the respective craft in which such apprentice is actually performing work."

8. Section XV is deleted and replaced by the following:

"XV. *Legal holidays with pay*: Employees who have worked in the industry for one year shall be granted three (3) legal Holidays with pay, to wit:

Christmas Day,
New Year's Day,
Labour Day.

All shops must remain closed on these holidays. An employee in order to be entitled to any of the above Holidays, must have been in the employ of his employer for a minimum period of three (3) months.

An individual employee may abstain from work on any other holiday."

9. The following section XVI is added:

"XVI. *Punch clock*: Every employer shall install and maintain a punch clock in good order in his factory on which all employees shall punch their working hours."

10. Paragraph 5 of Section XVIII is deleted and replaced by the following:

"5. Wages earned, indicating separately the increases effective pursuant to the decision of the Regional Labour Board."

11. Section XXIII is replaced by the following:

"XXIII. *Duration of the decree*: The present decree, with all its amendments, remains in force until June 30, 1947. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other party in writing to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before June 30 of each year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour."

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

16709-o

Chartes — Abandons de

Charters — Surrenders of

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, la "Eaton Electric Company Limited" s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte, son annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Sherbrooke ce 18e jour de novembre 1946.

16679-0 Les Procureurs de la compagnie,
ROUSSEAU, HOWARD & BRADLEY.

NOTICE

Notice is hereby given in virtue of the Quebec Companies' Act that "Eaton Electric Company Limited" will apply to His Honour the Lieutenant-Governor for permission to abandon its charter, to direct its cancellation and to fix a date from which the Company shall be dissolved.

Dated at Sherbrooke this 18th day of November 1946.

16679-0 ROUSSEAU, HOWARD & BRADLEY,
Attorneys for the Company.

MONTMORENCY PAPER COMPANY LTD

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Montmorency Paper Company Ltd a l'intention de demander immédiatement au Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte et obtenir la dissolution de ladite compagnie.

Daté en la cité de Québec, P.Q., ce 14ième jour de novembre 1946.

16684 Le Secrétaire-trésorier,
G. VASSEUR.

MONTMORENCY PAPER COMPANY LTD.

Notice is hereby given that Montmorency Paper Company Ltd. intends forthwith to apply to the Attorney-General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and for the dissolution of said Company.

Dated at the city of Québec, P.Q., this 14th day of November, 1946.

16684-0 G. VASSEUR,
Secretary-Treasurer.

MOUNTAIN INVESTMENTS LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Mountain Investments Limited a l'intention de demander immédiatement au Procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte et obtenir la dissolution de ladite compagnie.

Daté à Montréal, P.Q., ce 14ième jour de novembre 1946.

16685 Le Secrétaire,
J. P. MACRAE.

MOUNTAIN INVESTMENTS LIMITED

Notice is hereby given that Mountain Investments Limited intends forthwith to apply to the Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter and for the dissolution of said company.

Dated at Montreal, P.Q., this 14th day of November, 1946.

16685-0 J. P. MACRAE,
Secretary.

Compagnie autorisée à faire des affaires

Company Licensed to do Business

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "J. Hofert Maritimes, Limited" a été autorisée à faire affaires dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec et sujets aux mêmes formalités actuellement en vigueur dans cette Province.

Son agent principal, dans la province de Québec, aux fins de recevoir les significations dans toutes poursuites ou procédures intentées contre ladite compagnie dans les limites de ladite Province, est M. Lewis LeGrand, de Port Daniel Station, comté de Bonaventure.

Le bureau principal de la corporation, dans la province de Québec, est établi à Port Daniel Station, comté de Bonaventure.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 13ième jour de novembre 1946.

16680 Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given that "J. Hofert Maritimes, Limited" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the same formalities now in force in this Province.

Its chief agent in the Province of Quebec for the purpose of receiving services in any suits or proceedings against the said Company within said Province, is Mr. Lewis LeGrand, of Port Daniel Station, Bonaventure County.

The principal office of the Corporation in the Province of Quebec is established at Port Daniel Station, Bonaventure County.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of November, 1946.

16680-0 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Canada, Province de Québec, district de Montréal

Canada, Province of Quebec, district of Montreal

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis public est par les présentes donné que Arthur Patrick Wickham, étudiant, de la cité de Westmount et district de Montréal, s'adresse: a à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi spéciale autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec, à admettre le dit Arthur Patrick Wickham à l'étude de la profession de notaire à compter du neuf juillet, mil neuf cent quarante-six, nonobstant les stipulations des Sections 209 et 213 du Code du Notariat, Chapitre 263, Statuts refondus de la Province de Québec, et à régulariser son brevet de cléricature. 16489-45-4-o

PAUL WICKHAM, N.P.

Public notice is hereby given that Arthur Patrick Wickham, Student, of the city of Westmount, in said district, will apply at the next session of the Legislative of the Province of Quebec for a Special Act to authorize the Board of Notaries of the Province of Quebec to admit the said Arthur Patrick Wickham to the study of the Notarial Profession as of July 9th, 1946, notwithstanding the Provisions of Sections 209 and 213 of the Notarial Code, Chapter 263, Revised Statutes of Quebec, 1941, and to regularize his indentureship.

16489-45-4-o

PAUL WICKHAM, N.P.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné par la Corporation de la ville de La Prairie, Province de Québec, qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, sur les matières suivantes:

1° Amender l'article 11 de manière à permettre au Conseil de modifier les limites des quartiers électoraux, par voie de règlement adopté à la majorité du Conseil, et de ratifier le règlement 17 adopté à cet effet, en date du 21 août 1913.

2° Fixer le terme d'office du maire et des échevins à trois ans.

3° Amender l'article 19 pour que les terrains y mentionnés soient évalués et imposés comme les autres lots de la Ville de La Prairie, sans affecter toutefois certains terrains de la commune.

4° Abroger le dernier paragraphe de l'article 21 de la Charte.

Donné à l'Hôtel-de-ville de La Prairie, Province de Québec, ce Sième jour de novembre 1946.

Le Conseil Juridique de la ville,
16585-46-4-o BERNARD LEFEBVRE.

Notice is hereby given by the Corporation of the Town of La Prairie, Province of Quebec, that it will apply to the Provincial Legislature, at next its session, for amendments to its charter on the following matters:

1. To amend Section 11 so as to permit the Council to amend the limits of the electoral wards, pursuant to the by-law adopted by the majority of the Council, and to ratify by-law 17 adopted for such purpose, dated August 21, 1913.

2. To fix the term of office of mayor and aldermen to three years.

3. To amend section 19 so that the lands mentioned therein be valued and taxed the same as other lots of the Town of La Prairie, without, however, affecting certain lots of the common.

4. To repeal the last paragraph of section 21 of the Charter.

Given at the Town Hall of La Prairie, Province of Quebec, this 8th day of November, 1946.

16585-46-4

BERNARD LEFEBVRE,
Legal Adviser of the Town.

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

Avis public est, par les présentes, donné que Irving William Sloane de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adressera à la législature de la province de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi à l'effet d'autoriser le Collège des chirurgiens-dentistes de la province de Québec à lui remettre sa licence pour l'exercice de la chirurgie dentaire dans la province de Québec, à condition toutefois qu'il passe avec succès l'examen final devant les examinateurs du bureau provincial de chirurgie dentaire de la province de Québec.

Montréal, le 13 novembre 1946.

Le Procureur du requérant,
16606-46-4-o DAMASE COTÉ C.R.

Public notice is hereby given that Irving William Sloane, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act to authorize the college of dental surgeons of the Province of Quebec to return to him his license for the practice of dental surgery in the Province of Quebec, on condition, however, of his passing successfully the final examination before the examiners of the Provincial Board of Dental Surgery of the Province of Quebec.

Montréal, November 13, 1946.

16606-46-4

DAMASE COTÉ K. C.
Attorney for the Petitioner.

Département des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Le soussigné donne avis que tel que demandé par une résolution du 4 novembre 1946 du conseil du canton de Baie-des-Sables, comté de Matane, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a autorisé, en date du

The undersigned gives notice that as requested by a resolution of November 4, 1946, of the Council of the township of Baie des Sables, county of Matane, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has auth-

18 novembre 1946, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation, sauf celles requises dans la Gazette officielle de Québec, se fassent, à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 18 novembre 1946.

Le Ministre des Affaires municipales,
16702-o BONA DUSSAULT.

orized, under date of November 18, 1946, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the Quebec Official Gazette, be, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code. (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, November 18, 1946.

BONA DUSSAULT,
16702 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de L'Islet, en vertu de la loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Covoir Coopératif de L'Islet Nord" et que son principal siège d'affaires est à Ste-Louise, comté de L'Islet.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce douzième jour de novembre 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
16666-o JULES SIMARD.

AVIS

Avis est, par le présent, donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de L'Islet, sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Trois-Saumons Stations" et que son principal siège d'affaires est à St-Jean Port Joli.

La société a pour objet l'amélioration et l'agrandissement des fermes ainsi que l'achat et l'usage d'un tracteur déblayeur (Bulldozer) et accessoires pour fins de travaux d'amélioration des fermes.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
16667-o JULES SIMARD.

Québec, ce quatorzième jour de novembre 1946.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du canton Eardly, le cercle agricole de la municipalité du canton Egan, le cercle agricole de la municipalité du canton Hincks, le cercle agricole de la municipalité de la partie est du canton Hull, le cercle agricole de la mission de Maniwaki, le cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Masham, tous six dans le comté de Gatineau, ayant négligé, pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 18 novembre 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
16688-o JULES SIMARD.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité du village de la Pointe à Gatineau et le cercle agricole de la municipalité de la partie est du canton de Templeton, tous deux dans le comté de Hull, ayant négligé, pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 18 novembre 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
16689-o JULES SIMARD.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of L'Islet, under the Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, ch. 120) under the name of "Covoir Coopératif de L'Islet Nord" and that its principal place of business is at Ste-Louise, county of L'Islet.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this twelfth day of November, 1946.

JULES SIMARD,
16666 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE

Notice is hereby given that a cooperative agricultural association has been formed in the county of L'Islet, under the name of "Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Trois-Saumons Station" and that its principal place of business is at St-Jean Port-Joli.

The purpose of the association is the improvement and enlargement of farms and also the purchase and use of a Bulldozer and accessories for purposes of the improvement of farms.

The Minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this fourteenth day of November, 1946.

JULES SIMARD,
16667 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the township Eardly, the Farmers' Club of the municipality of the township Egan, the Farmers' Club of the municipality of the township Hincks, the Farmers' Club of the municipality of the East part of the township Hull, the Farmers' Club of the mission of Maniwaki, the Farmers' Club of the municipality of the North part of the township Masham, all six in the county of Gatineau, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers Club Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, November 18, 1946.

JULES SIMARD,
16688 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the village of Pointe à Gatineau and the Farmers' Club of the municipality of the East part of the township of Templeton, both in the county of Hull, having neglected for two years, to comply with the requirements of the Farmer's Club Act (R.S.Q. 1941, chap. 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, November 18, 1946.

JULES SIMARD,
16689 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la municipalité des cantons-unis Bigelow, Blake et McGill, le cercle agricole de la municipalité du canton de Buckingham, le cercle agricole de la municipalité du canton de Hartwell, le cercle agricole de la municipalité de la partie nord du canton Lochaber, le cercle agricole de la municipalité du village Masson, le cercle agricole de la mission de Notre-Dame de la Consolation de Montpellier, le cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame de la Paix, le cercle agricole de la municipalité du canton Ponsonby, le cercle agricole de la municipalité du canton Portland, le cercle agricole de la municipalité des cantons-unis Villeneuve et Bowman, tous dix dans le comté de Papineau, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S. R. Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 20 novembre 1946.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
16715-o JULES SIMARD.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the municipality of the united townships of Bigelow, Blake and McGill, the Farmers' Club of the municipality of the township of Buckingham, the Farmers' Club of the municipality of the township of Hartwell, the Farmers' Club of the municipality of the North part of the township of Lochaber, the Farmers' Club of the municipality of the village of Masson, the Farmers' Club of the Mission of Notre-Dame de la Consolation de Montpellier, the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame de la Paix, the Farmers' Club of the municipality of the township of Ponsonby, the Farmers' Club of the municipality of the township of Portland, the Farmers' Club of the municipality of the united townships of Villeneuve and Bowman, all ten in the county of Papineau, having neglected, for two years, to comply with the requirements of the Farmers' Club Act, (R. S. Q., 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved in conformity with section 44 of the said Act.

Quebec, November 20, 1946.

JULES SIMARD,
16715 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 876-40

Québec, 12 novembre 1946.

Demande est faite d'annexer les lots suivants qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire à la municipalité scolaire de Grande-Baie, paroisse, comté de Chicoutimi, savoir: les lots 1 à 5 inclusivement du rang "D" du canton de Ferland, et 3 et 4 du rang "A" du canton d'Otis.

Le Surintendant,
16596-46-2-o J. P. LABARRE.

N° 1016-46

Québec, le 15 novembre 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire de Leeds-Est, comté de Mégantic, à celle de St-Pierre-de-Broughton, comté de Beauce.

Le Surintendant,
16670-47-2-o J.-P. LABARRE.

N° 1064-46

Québec, 18 novembre 1946.

Demande est faite d'annexer la municipalité scolaire du village de Saint-Nicolas, dans le comté de Lévis, à celle de la paroisse de Saint-Nicolas, dans le même comté.

Le Surintendant,
16672-47-2-o J.-P. LABARRE.

Mines

AVIS DE RÉVOCATION DE CONCESSIONS MINIÈRES

Vu l'article 50 de la loi des Mines de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 196), imposant une taxe annuelle de dix cents l'acre sur les concessions minières inexploitées, et donnant au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'annuler les lettres patentes émises pour des concessions sur lesquelles deux années d'ar-rérages de cette taxe sont dues.

Department of Education

No. 876-40

Quebec, November 12, 1946

Application is made to annex the following lots, which are not yet organized as to schools, to the school municipality of Grande Baie parish, county of Chicoutimi, to wit: lots 1 to 5 inclusively of range "D", township of Ferland, and 3 and 4 of range "A" of the township of Otis.

J. P. LABARRE,
16596-46-2 Superintendent.

No. 1016-46

Quebec, November 15, 1946.

Application is made to annex the school municipality of Leeds-East, county of Megantic, to that of St-Pierre de Broughton, county of Beauce.

J.-P. LABARRE,
16670-47-2 Superintendent.

No. 1064-46

Quebec, November 18, 1946.

Application is made to annex the school municipality of the village of Saint-Nicolas, in the county of Lévis, to that of the parish of Saint-Nicolas, in the same county.

J.-P. LABARRE,
16672-47-2 Superintendent.

Mines

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING CONCESSIONS

Considering section 50 of the Quebec Mining Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 196), imposing an annual tax of ten cents per acre upon unworked mining concessions, and giving the Lieutenant Governor in Council the power to cancel letters patent for concessions on which two years' arrears are due.

Avis est donné que les concessions minières et concessions minières souterraines dont suit la liste redeviendront la propriété de la Couronne et les lettres patentes seront annulées, si, dans les six mois après la première publication du présent avis, les impôts arriérés et les frais de publication du dit avis ne sont pas payés;

Notice is hereby given that mining concessions and underground mining concessions hereinafter listed will revert to the Crown and the letters patent shall be annulled if, within six months of the first publication of the present notice, the taxes in arrears and the costs of publication remain unpaid.

Liste des Concessions

List of Concessions

1. La partie Nord-ouest des lots 16 et 17, rang I, du canton de Wotton, comté de Wolfe (200 acres), concédée à Léon Sohier, le 25 avril 1910.

1. The north-west part of lots 16 and 17, range I, township of Wotton, Co. of Wolfe (200 acres), conceded to Léon Sohier on the 25th of April 1910.

2. La partie centrale du lot 44, rang IV, du canton de Fabre, comté de Témiscamingue (40 acres), concédée à William A. Begg, le 17 juin 1910.

2. The central part of lot 44, range IV, township of Fabre, Co. of Temiskaming (40 acres), conceded to William A. Begg on the 17th of June 1910.

3. Le lot 41, rang IX, du canton de Botsford (32 acres), comté de Témiscouata, concédé à Fraser & Davis, le 3 novembre 1910, suivie de lettres patentes émises le 27 mai 1914 aux noms de E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine et John McMorine.

3. Lot 41, range IX, township of Botsford (32 acres), Co. of Temiscouata, conceded to Fraser & Davis on the 3rd of November 1910, patented on the 27th of May 1914 to E. O. Davis, Samuel H. Fraser, Samuel McMorine and John McMorine.

4. Le bloc C (40½ acres) du canton de Dufay, comté de Témiscamingue, concédé à Turtle Lake Mining Company, le 16 février 1915.

4. Block C (40½ acres) township of Dufay, Co. of Temiskaming, conceded to Turtle Lake Mining Company on the 16th of February 1915.

5. Les lots 20 à 26 inclusivement, rang VIII du canton de Huddersfield, comté de Pontiac (970 acres), concédés à O.-E. Wood, le 14 septembre 1917.

5. Lots 20 to 26 inclusive, range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (970 acres), conceded to O. E. Wood on the 14th of September 1917.

6. Le lot 19 du rang VIII, canton de Huddersfield, comté de Pontiac (143 acres), concédé à B. L. Benbow, le 26 septembre 1917.

6. Lot 19 range VIII, township of Huddersfield, Co. of Pontiac (143 acres), conceded to B. L. Benbow on the 26th of September 1917.

7. La demie nord du lot 12 rang XV, du canton de Hull, comté de Gatineau (100 acres), concédée à Alfred Gordon Martin, le 21 août 1923.

7. The north half of lot 12 range XV, township of Hull, Co. of Gatineau (100 acres), conceded to Alfred Gordon Martin, on the 21st of August 1923.

8. Le bloc 29 du canton de Cléricky, comté d'Abitibi (39 acres), concédé à W. O'Reilly, le 18 février 1927, subséquemment transféré à Locarno Copper Mines Ltd.

8. Block 29, township of Clericy, Co. of Abitibi (39 acres), conceded to W. O'Reilly on the 18th of February 1927, subsequently transferred to Locarno Copper Mines Ltd.

Québec, le 30 octobre 1946.

Quebec, October 30th, 1946.

Le Sous-ministre des Mines,

A. O. DUFRESNE,

16511-45-4-o

A. O. DUFRESNE.

16511-45-4-o

Deputy-Minister of Mines.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de la Pointe-Claire
Division d'enregistrement de Montréal.

Official Cadastre of the Parish of Pointe-Claire
Registration Division of Montreal

Avis est par la présente donné que les lots 7-324-45 à 7-324-54 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.
Québec, le 16 novembre 1946.

Notice is hereby given that lots 7-324-45 to 7-324-54 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.
Quebec, November the 16th, 1946.

Département des Terres et Forêts;

Department of Lands and Forests,

Service du Cadastre,

Cadastral Branch,

Le Sous-ministre,

AVILA BÉDARD,

16681-o

AVILA BÉDARD.

16681-o

Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Indus-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour; hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163, and amendments), that the constitution and the by-laws of the Megantic Automobile Indus-

trie de l'Automobile de Mégantic, établi en exécution du décret numéro 4157 du 10 octobre 1946, et dont le siège social est situé à Mégantic, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4704 du 14 novembre 1946.

En vertu de l'article 28 des règlements dudit comité paritaire, et d'accord avec le deuxième alinéa de l'article 16 de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Mégantic autorise le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile des Cantons de l'Est à surveiller et à assurer l'observance du décret numéro 4157 du 10 octobre 1946, de ses amendements et renouvellements.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 novembre 1946. 16676-0

try Parity Committee, formed under decree number 4157, of October 10, 1946, and whose corporate seat is in Megantic, have been approved by Order in Council number 4704 of November 14, 1946.

Pursuant to section 28 of the by-laws of the said Parity Committee and to the second paragraph of section 16 of the Collective Agreement Act, the Megantic Automobile Industry, Parity Committee authorizes the Joint Committee of the Automobile Industry of the Eastern Townships to administer the decree number 4157, of October 10, 1946, its amendments and renewals.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23, 1946. 16676-0

AVIS DE MODIFICATIONS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis, par la présente, que le règlement de prélèvement du Comité paritaire de l'industrie des Arts Graphiques de Québec et du district, approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3986 du 3 octobre 1946, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 octobre 1946, a été amendé de la façon suivante, par l'arrêté en conseil numéro 4705 du 14 novembre 1946:

Les mots "une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1%" mentionnés aux paragraphes "a, b et c", de la section I (cotisation) sont remplacés par les suivants: "une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1%".

Les dispositions dudit arrêté entrent en vigueur à compter du premier décembre 1946.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 novembre 1946. 16677-0

NOTICE OF AMENDMENT OF BY-LAW

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the levy by-law of the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District, approved by Order in Council number 3986, of October 3, 1946, published in the *Quebec Official Gazette* of October 12, 1946, has been amended as follows by Order in Council number 4705, of November 14, 1946:

The words "a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1%" mentioned in subsections "a, b and c" of section I (assessments) are replaced by the following: "a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1%".

The provisions of the said Order in Council come into force on and from December 1, 1946.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23, 1946. 16677-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint des métiers de la Construction du comté de Terrebonne lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1715, du 23 avril 1940, et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne. On demande:

Que le paragraphe "j" de l'article I soit remplacé par le suivant:

"j. Le mot "maçon" signifie tout ouvrier qui pose toute pierre naturelle ou artificielle, le granit, les blocs de construction et qui tire les joints."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 novembre 1946. 16695-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to him a request, to amend the decree number 1715, of April 23, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the county of Terrebonne. It is requested:

That subsection "j" of section I be replaced by the following:

"j. The word "mason" means any worker who lays natural or artificial stone, granite, construction blocks and who does joint pointing."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23, 1946. 16695-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been submitted

lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, à l'effet de modifier ledit décret.

On demande:

Que l'article V soit radié.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,

Québec, le 23 novembre 1946. 16696-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de Saint-Jean et d'Iberville, établi en exécution du décret numéro 3011, du 6 novembre 1941, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4706 du 14 novembre 1946, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 8 novembre 1946 au 8 novembre 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$16.60 (salaire minimum établi dans le décret).

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiquées les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle le dit rapport est exigible,

to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain and Three-Rivers, rendered obligatory by the decree number 1658, of April 19, 1940, and amendments, for the purpose of amending the said decree.

It is requested:

That section V be stricken off.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to make.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, November 23, 1946. 16696-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Barbers and Hairdressers of Saint-Jean and Iberville, formed under decree No. 3011, of November 6th, 1941, has been authorized by a regulation approved by Order in Council No. 4706 of November 14, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941 chapter, 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from November 8th, 1946, to November 8th, 1947; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentage paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, namely \$16.60 (minimum wage rate fixed by the decree).

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages and percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which shall be indicated the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requireable,

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 décembre 1946, 31 mars, 30 juin et 30 septembre 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire pour la période se terminant le 8 novembre 1946.

COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS-COIFFEURS DE SAINT-JEAN ET D'IBERVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 8 novembre 1947.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	\$ 60.00
Artisans	70.00
Salariés	20.00
	\$150.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire de l'inspecteur	\$120.00
Frais légaux	10.00
Vérification des livres	10.00
Divers	10.00
	\$150.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 novembre 1946. 16693-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, établi en exécution du décret numéro 3723, du 6 octobre 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4707, du 14 novembre 1946, le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 avril 1947; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis audit décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur salaire fixe et des pourcentages reçus.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31, 1946, March 31, June 30, and September 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the period ending November 8th, 1946.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ST-JEAN AND IBERVILLE

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending November 8th, 1947.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	\$ 60.00
Artisans	70.00
Employees	20.00
	\$150.00

<i>Expenses:</i>	
Salary of the inspector	\$120.00
Legal fees	10.00
Auditing of books	10.00
Miscellaneous	10.00
	\$150.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 23, 1946. 16693-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Fur Industry Parity Committee, [wholesale section, of Montreal, formed under decree No. 3723 of October 6, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 4707, of November 14, 1946, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to April 30, 1947; it is laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of the wage set for the journeyman receiving the lowest pay.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ½ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies

employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations payables par chèque, doit être adressé au comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes 31 décembre 1946, 31 mars et 30 juin 1947.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal, pour la période comprise entre le 1er octobre 1946 et le 30 avril 1947.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE, SECTION DU GROS, DE MONTRÉAL
1010 est, rue Ste-Catherine, Montréal

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er octobre 1946 et le 30 avril 1947.

Recettes:

Cotisations des employés professionnels	\$6,263.00
Cotisations des artisans	369.00
Cotisations des salariés	6,263.00
	<hr/>
	\$12,895.00

Déboursés:

Assurances	\$ 40.00
Assurance-chômage	24.00
Dépenses générales	1,107.00
Direction et personnel de bureau	1,476.00
Éclairage	25.00
Frais légaux	1,400.00
Frais de déplacements, voyages	2,537.00
Imprévus	330.00
Inspecteurs	1,360.00
Jetons de présence	1,813.00
Loyer et téléphone	470.00
Organisation et publicité	508.00
Papeterie et impressions	738.00
Secrétaire	1,813.00
Taxe d'eau (Cité de Montréal)	24.00
Timbres, télégrammes, mandats	185.00
Vérification	150.00
	<hr/>
	\$14,000.00

Déficit estimé pour la période . . . \$1,105.00

Il est à noter que nonobstant le déficit prévu, la réserve spéciale accumulée depuis le 8 juin 1944 sera plus que suffisante pour le combler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 23 novembre 1946. 16692-o

the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sum sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see that these reports be filled and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owned to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it be sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments to be paid with cheques, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: December 31, 1946, March 31 and June 30, 1947.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Fur Industry Parity Committee, wholesale section, of Montreal, for the period between October 1st, 1946 and April 30, 1947.

FUR INDUSTRY PARITY COMMITTEE WHOLESALE SECTION, OF MONTREAL
1010 St. Catherine E., Montreal

Estimate of the receipts and disbursements for the period between October 1st, 1946, and April 30th, 1947.

Receipts:

Professional employers' assessments	\$6,263.00
Artisans' assessments	369.00
Employees' assessments	6,263.00
	<hr/>
	\$12,895.00

Disbursements:

Insurance	\$ 40.00
Unemployment insurance	24.00
General expenses	1,107.00
Administration and office staff	1,476.00
Lighting	25.00
Legal expenses	1,400.00
Travelling expenses, trips	2,537.00
Unforeseen expenses	330.00
Inspectors	1,360.00
Meeting expenses	1,813.00
Rent and telephone	470.00
Organization and publicity	508.00
Stationery and printing	738.00
Secretary	1,813.00
Water tax (City of Montreal)	24.00
Stamps, telegrams, money-orders	185.00
Audition	150.00
	<hr/>
	\$14,000.00

Estimated deficit for the period . . . -1,105.00

It should be noted that the estimated deficit will be easily covered by the special reserve accumulated since June 8, 1944.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23, 1946. 16692-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The United Hatters, Cap & Millinery Workers International Union", une association bona fide non incorporée, et dont le siège social est situé dans la cité et le district de Montréal, ainsi que le local numéro 49 de ladite association,

Et, D'AUTRE PART:

"The Association of Millinery Manufacturers" (ci-après appelée "L'Association"), un corps politique et incorporé dont le siège social pour la province de Québec est situé dans la cité et le district de Montréal, agissant aux présentes pour elle-même comme agent dûment autorisé pour tous ses membres, présents et futurs, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I. Définitions: a) *Préposé au bloquage à la main*: Les mots "préposé au bloquage à la main" signifient et comprennent tout employé de sexe masculin qui donne un genre ou une forme particulière aux formes, c'est-à-dire qui donne à ces formes la forme d'un chapeau en les travaillant à la vapeur, en les tirant d'un côté et d'autre, en les filant et en les façonnant et exécutant toutes autres opérations à la main sur un bloc à chapeau en bois.

b) *Bloqueur*: Le terme "bloqueur" signifie et comprend tout employé de sexe masculin qui bloque des formes de chapeau à la presse hydraulique ou à l'estampilleuse à chapeau et qui exécute aussi le posage du fond (*crown*) et des bords (*brims*) destinés à servir de forme à chapeau; ce terme comprend aussi les tamponneurs (*buf-fers*), les préposés au brossage (*brushers*) et au ponçage (*pouncing*), c'est-à-dire les ouvriers préposés au polissage des chapeaux en feutre à l'aide de papier sablé sur la machine à tamponner et à toutes les autres opérations à l'aide de la machine à tamponner; de plus, ce terme signifie les préposés au collage des chapeaux de paille, c'est-à-dire à l'application de pyroxaline, de colle ou de toute autre solution destinée à raidir le chapeau, ainsi que les ouvriers préposés au façonnement de selles ou de tampons pour les estampilleuses hydrauliques. Tous les manufacturiers qui ont abandonné les procédés à l'aide de tamponneuses pour adopter des procédés à la main, c'est-à-dire les procédés de brossage, de lissage (*slicking*) et de finissage à la main des chapeaux de feutre, doivent employer dans l'exécution de ces procédés de brossage, de lissage et de finissage à la main, des bloqueurs qualifiés dans une proportion identique à celle nécessaire au cours des opérations mécaniques et rémunérer ces bloqueurs qualifiés selon le tarif légal de salaire. Tous les ouvriers nouveaux et supplémentaires engagés par un manufacturier et préposés au brossage, au lissage ou au finissage à la main des chapeaux de feutre bénéficieront d'un taux spécial de salaire convenu par entente mutuelle.

Les prescriptions du présent paragraphe ne régissent pas les préposés au relissage ou au refinissage des chapeaux après le posage des garnitures (*trimming*).

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The United Hatters, Cap & Millinery Workers International Union, a voluntary unincorporated association, having its office and place of business in the city and district of Montreal, and the Local Union No. 49 of the said Union,

And, ON THE OTHER PART:

The Association of Millinery Manufacturers, (hereinafter referred to as the "Association"), a body politic and corporate, having its head office for the Province of Quebec in the city and district of Montreal, hereinafter for itself, as duly authorized agent for all its members, present and future, for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. Definitions: a) *Hand blocker*: The term "hand blocker" applies to any male employee engaged in giving style, shape of form to hoods, that is to say, blocking the said hoods into a hat shape by steaming, pulling, roping, ironing and shaping the same and all other operations over wooden hat moulds by hand.

b) *Blocker*: The term "blocker" applies to any male employee who either blocks hat shapes by means of the hydraulic hat pressing machines or by means of the stamper hat pressing machines, including the pressing of crowns and brims to be used as frames for hats and the said term "blocker", shall include buffers, brushers and pouncers, that is, those who sand paper felt hats on the buffing machine and all other operations on the said buffing machine, as well as sizers of straw hats, applying pyroxaline, glue, or other hat stiffening solutions thereto and also, makers of saddles or plugs for hydraulic dies. All manufacturers who have changed their buffing process to the hand process, that is to say, hand brushing, slicking and finishing of felt hats, must re-employ that quota of skilled blockers on the said hand brushing, slicking and finishing, which, but for the change, would have been employed and at the same rate of wages as hereinabove mentioned for such skilled blockers. All new extra workers, sent up to any manufacturer for such hand brushing, slicking and finishing of felt hats, shall have a special rate of wages fixed by mutual understanding.

The contents of the present sub-section, does not apply to the process of reslicking or re-finishing hats after trimming.

c) *Préposé à la couture des tissus*: Le terme "préposé à la couture des tissus" signifie et comprend tout employé du sexe masculin ou féminin qui peut faire en entier des chapeaux au moyen de divers tissus à la verge, et de cloches en feutre ou en paille ou au moyen de tissus à l'aide d'une machine à coudre et qui est préposé exclusivement ou partiellement à la couture des fonds de chapeaux, à la couture des doublures, du montage des chapeaux ou à la fabrication de chapeaux entiers au moyen de ces tissus et par l'exécution de toutes opérations exécutées à la machine à coudre.

Il est entendu que, pour l'arrondissement des chapeaux à la machine, le système d'emploi actuellement en vigueur dans chaque fabrique continuera d'exister mais, en aucun temps l'employeur ou le contremaître ne devra exécuter cette opération au détriment des ouvriers affectés, diminuant ainsi la somme de leur travail.

d) *Préposé à la couture des pailles*: Les mots "préposé à la couture des pailles" signifient tout employé du sexe masculin ou féminin qui peut faire des chapeaux en entier, à l'aide d'une machine à coudre, en utilisant des tresses de paille, et qui est préposé à la couture de tresses de paille, que cet employé soit ou non chargé de la fabrication de chapeaux ou de parties de chapeaux au moyen de la couture de tresses de paille.

e) *Coupeur*: Le terme "coupeur" signifie et comprend tout employé de sexe masculin capable de placer les patrons de formes de chapeaux sur de la marchandise et des tissus à la pièce et couper les tissus à l'aide d'un couteau à la main, d'un couteau mécanique et de ciseaux en suivant les modèles, et qui exécute réellement ces opérations.

f) *Drapeuse*: Le terme "drapeuse" comprend toute employée en mesure de faire à la main un chapeau complet en utilisant les divers tissus ou les diverses formes employés dans l'industrie du chapeau, que ces tissus ou formes soient préparés à la main ou à la machine, pourvu que cette employée soit préposée de fait à ce travail manuel et exécute le façonnage et le drapage des formes au moyen de fers à l'électricité ou à la vapeur, qu'elle ait ou non, suivant les instructions de son employeur, la tâche de faire des chapeaux ou des parties de chapeaux.

g) *Drapeuse préposée aux garnitures*: Le terme "drapeuse préposée aux garnitures" (*trimmer*) signifie et comprend toute employée qui peut faire entièrement des chapeaux à la main et qui travaille partiellement comme drapeuse et partiellement comme préposée aux garnitures.

h) *Préposée aux garnitures*: Le terme "préposée aux garnitures" (*trimmer*) signifie et comprend toute employée qui a charge de faire à la main les garnitures, c'est-à-dire qui pose des ornements ou des garnitures sur des chapeaux fabriqués à la main ou à la machine.

Ce terme comprend toute salariée préposée à la fabrication des rubans et des nœuds ainsi que des autres garnitures ou ornements de tissus différents utilisés dans l'industrie de la chapellerie en vue de garnir ou d'ornementer les chapeaux mentionnés ci-dessus.

i) *Employées non qualifiées*: Ce terme désigne toute salariée préposée:

- 1° à la couture des étiquettes sur les chapeaux;
- 2° au taillage des rubans et des voiles;
- 3° à l'estampillage des ornements sur les tissus, à la verge utilisés dans l'industrie de la chapellerie;

4° au pressage des rubans, des pièces de feutre et des voiles ainsi qu'à l'opération qui consiste à les passer à la vapeur;

c) *Fabric operator*: The term "fabric operator" applies to and signifies any male or female employee who is capable of making complete hats from various yard goods and other felt or straw goods and fabrics by sewing machine and who is engaged in whole or in part, in sewing crowns, stitching brims, pulling brims, sewing sweats, setting up hats, or making complete hats from the aforesaid materials by means of any operation on the sewing machine.

It is understood that, in the case of rounding hats by power machine, the system of employment presently prevailing in each factory, shall continue for the future, but at no time shall the foreman or employers perform this operation and thus deprive the workers generally engaged in it of any portion of their employment.

d) *Straw operator*: The term "straw operator" applies to any male or female employee who is capable of making, by sewing machine, complete hats from straw braids and who is engaged to work on sewing straw braids, whether or not the said employee is actually occupied in making a complete hat or a part thereof by sewing the said straw braids.

e) *Cutter*: The term "cutter" signifies any male employee capable of placing patterns for hat shapes on piece goods, fabrics and by cutting the said fabrics either by hands, short knife, machine knife or scissors, in accordance with the said patterns and who is actually engaged in performing such operations.

f) *Draper*: The term "draper" shall apply to any female employee who is capable of making a complete hat by hand out of any material or body used in the millinery industry, whether such material or body is prepared either manually or mechanically, and who is actually engaged in such hand work, including shaping and draping of bodies by electric or steam irons, whether or not she is actually occupied in making a complete hat or part thereof, in accordance with the instructions of the employer.

g) *Draper-trimmer*: The term "draper-trimmer" shall apply to any female employee, capable of making a complete hat by hand, who, part of the time is employed in the classification of drapers and part of the time in the classification of trimmers.

h) *Trimmer*: The term "trimmer" shall signify any female employee who is engaged in trimming by hand, that is to say, in garnishing or ornamenting hats which have already been manufactured by machine or by hand.

This term shall include any female employee who makes bands and bows and other trimmings or ornaments of any material used in the millinery industry for the purposes of garnishing or ornamenting the aforesaid hats.

i) *General Hands*: This term means any female employee who is engaged in:

1. sewing tickets or labels on hats,
2. cutting ribbons and veiling,
3. stamping of ornaments from various yard goods used in the millinery industry,

4. steaming and pressing of ribbons, felt pieces and veiling.

5° à l'examen et au nettoyage des chapeaux déjà garnis;

6° au replaçage des chapeaux garnis sur des formes avant l'expédition.

Les définitions qui précèdent ne servent qu'à l'établissement des classifications mentionnées dans la présente convention; elles sont sujettes aux dispositions d'icelle en ce qui touche le degré de compétence et de production établi comme base pour la fixation du salaire minimum décrété pour lesdites classifications.

j) *Définition spéciale: Employeurs et salariés* Sans limiter d'aucune façon les définitions ci-dessus, tout sous-traitant, détaillant ou autre personne faisant manufacturer de la marchandise est considéré comme employeur et tout entrepreneur est considéré comme employeur et salarié; tout travailleur à domicile est considéré comme salarié et tout employeur, contremaitre, contremaîtresse ou dessinateur exécutant personnellement du travail fait ordinairement par un salarié de l'industrie définie dans ce décret est considéré comme salarié pour les fins du décret et assujetti aux dispositions de la Loi et dudit décret.

k) *Exécution de travail par l'employeur:* Excepté dans le cas prévu ci-après, aucun employeur n'a le droit, dans sa fabrique, de travailler dans un des métiers décrits dans le décret pendant la morte-saison ou celle où l'on fabrique des échantillons; en d'autres temps, il peut exécuter ce travail à condition qu'il observe les heures de travail établies pour ses salariés dans le décret.

II. *Jurisdiction: a) Territoriale:* La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend la cité et l'île de Montréal et un rayon de 50 milles de ses limites.

b) *Industrielle:* La juridiction industrielle déterminée par le décret comprend l'industrie de la fabrication de modes et de chapeaux pour dames et enfants et, sans limiter la portée de ce qui précède, le travail fait par tout salarié dans chacun des métiers définis ci-dessus.

Sans limiter la portée des dispositions précédentes, le décret s'applique à tous les manufacturiers, entrepreneurs, sous-entrepreneurs, grossistes, manufacturiers détaillants et autres personnes qui fabriquent ou manufacturent des articles et chapeaux pour dames et enfants, soit dans leurs propres établissements ou ailleurs, ou qui confient l'exécution de contrats pour la fabrication de ces articles à des sous-traitants.

Le décret ne s'applique pas aux établissements de détail qui s'occupent exclusivement, et sur les lieux, de la fabrication sur commande ou de la réfection ou réparation d'articles ou chapeaux pour des clients particuliers, suivant des mesures, grandeurs ou détails individuels, pourvu qu'il n'y ait pas plus que cinq personnes engagées à cette fin dans un tel établissement de détail et pourvu que lesdits chapeaux soient vendus et livrés auxdits clients particuliers et ne soient pas offerts en vente à un autre établissement manufacturier de gros ou détail ou au public, par l'entremise d'un tel établissement.

III. *Salaires minima: a)* Les taux de salaires minima seront les suivants pour les ouvriers qualifiés de chacun des métiers ci-contre:

Métiers	Salaire hebdomadaire	Salaire horaire
Préposé au blocage à la main.	\$36.00	\$0.90
Bloqueur	32.50	0.81¼
Préposé à la couture des pailles	32.50	0.81¼
Préposé à la couture des tissus.	32.50	0.81¼

5. examining and cleaning hats already trimmed,

6. reshaping trimmed hats on hat blocks prior to shipping them.

The aforesaid definitions are solely for the purpose of defining the classifications contained in the agreement, but are subject to all the provisions relating to the conditions and degree of skill and productivity as a basis for the minimum wages therein stipulated for the said classifications.

j) *Special definition: Employers and employees.*

Without in any way limiting the definitions as herein contained, every jobber, retailer or other person having goods manufactured for him shall be deemed to be an employer and every contractor shall be deemed to be both an employer and an employee, and every home-worker shall be deemed to be an employee, and every employer, foreman, forelady, and-or designer, personally engaged in doing any work ordinarily done by an employee in the industry as defined shall be deemed to be an employee for the purposes of the decree and shall be bound by the provisions of the Act and of the said decree.

k) *Working by employer:* Save as hereinafter set out, no employer shall work in any of the designated crafts in his factory during the slack or sample season; at other times, such persons may do such work, but only during the hours of work prescribed for his employees by the terms of the decree.

II. *Jurisdiction: a) Territorial:* The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the City and Island of Montreal and a radius of 50 miles.

b) *Industrial:* The industrial jurisdiction determined by the decree comprises the industry of manufacturing and making of millinery and women's and/or children's headwear, and/or without limiting the generality of the foregoing the work done by any employee in each of the crafts as hereinabove more fully defined.

Without restricting the generality of the foregoing, the decree applies to all manufacturers, contractors, sub-contractors, wholesalers and manufacturing retailers and other persons who manufacture and make or let contracts for the manufacturing and making either on their own premises or elsewhere of millinery and women's and children's headwear.

The decree does not apply to retail establishments which on their premises, exclusively make to order or remodel or repair millinery or headwear for identified consumers, according to individual sizes, measurements or specifications, provided that not more than five persons are employed for this purpose in any one retail establishment, and provided, moreover, that the aforesaid hats are sold and delivered to the said identified consumers and are not for resale to any other manufacturing, wholesale, or retail establishment or through them in the open market.

III. *Minimum wages: a)* The minimum wage rates shall be the following in each of the various trades for skilled workers:

Trades (crafts)	Per week	Per hour
Hand Blockers	\$36.00	\$0.90
Blockers	32.50	0.81¼
Straw Operators	32.50	0.81¼
Fabric Operators	32.50	0.81¼

Coupeur	32.50	0.81½	Cutters	32.50	0.81½
Drapeuse	22.40	0.56	Drapers	22.40	0.56
Drapeuse préposée aux garnitures	19.20	0.48	Trimmer-Drapers	19.20	0.48
Préposée aux garnitures	17.00	0.42½	Trimmers	17.00	0.42½

b) Les préposés à la couture des pailles, les préposés à la couture des tissus, les coupeurs, les bloqueurs, les drapeuses, les drapeuses préposées aux garnitures, les préposées aux garnitures et les employées non qualifiées seront employés à la semaine.

c) Un employé n'a le droit à aucun salaire quand il n'est pas au travail; s'il ne travaille que durant une partie de la semaine il ne sera rémunéré que pour cette partie de la semaine au prorata du salaire hebdomadaire. Les employés ne seront rémunérés qu'en relation du genre de travail qu'ils exécutent ou de la classification à laquelle ils appartiennent et qui est mentionnée dans la présente convention.

Un employé qualifié d'une certaine classe n'est nécessairement pas qualifié pour une autre; conséquemment, le transfert d'un ouvrier d'une classification à une autre provoquera les réajustements nécessaires de salaires entre l'employeur ou les employeurs et l'association ouvrière en regard du degré d'habileté et de productivité de l'employé dans la classe où il peut être transféré conformément aux prescriptions du paragraphe "e" du présent article.

d) Les employés qui ne possèdent pas l'habileté nécessaire dans leur classe particulière de travail et qui ne peuvent être considérés comme des "ouvriers compétents", (employés dont le degré de productivité est inférieur à la moyenne établie, pour une raison ou pour une autre) peuvent recevoir un salaire inférieur au salaire minimum; le salaire payable à ces ouvriers sera alors déterminé par entente entre l'employeur et l'employé et, en cas de mésentente, il sera fixé de façon définitive par le Comité paritaire. Toutefois, le nombre des ouvriers recevant un salaire inférieur au salaire minimum ne devra jamais dépasser vingt pour cent (20%) du nombre total des ouvriers d'une catégorie donnée, à moins d'une permission spéciale du Comité conjoint, dans les cas où il est prouvé à sa satisfaction, qu'il existe un manque d'ouvriers qualifiés.

e) Si, plus tard, le degré de productivité de tels employés est augmenté, le salaire de ces ouvriers sera augmenté proportionnellement. La revision touchant les modifications du degré de productivité des employés des diverses classifications sera faite à chaque trimestre conformément aux dispositions de la présente convention.

f) Nonobstant toute disposition du décret, tout salarié doit recevoir les taux minima prévus pour sa classification à moins que le comité paritaire n'émette un permis spécial autorisant le paiement d'un taux inférieur à certains salaires.

IV. Les employés seront payés en espèces chaque semaine.

V. La semaine de travail sera de quarante (40) heures consistant en cinq (5) jours de travail de huit (8) heures qui devront être les cinq (5) premiers jours de la semaine, c'est-à-dire les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi; la journée de travail commencera à 8.00 ou 8.30 a.m. pour se terminer à 5.00 ou 5.30 p.m. Une (1) heure sera accordée aux employés pour le repas du midi. Il n'y aura pas de travail le samedi ou le dimanche.

Il n'y aura pas de travail supplémentaire à l'exception d'une période de quatre (4) ou six (6)

b) The system of work for straw operators, fabric operators, blockers, cutters, drapers draper-trimmers, trimmers and general hands shall be that of employment by the week.

c) No employee shall be entitled to any pay when he or she is not working. If an employee works only part of a week, he or she shall be paid only for that part of the week at the prorata of the weekly wages. Workers shall be paid only according to the particular department or branch of work classified in this agreement in which they may be from time to time employed.

Since a skilled worker in one classification is not necessarily a skilled worker in another, in the event of the transfer of a worker from one classification to another, necessary adjustments of wages will be made between the employer or employers and the union, on the basis of the skill and productivity of the said worker in the classification to which he or she may be transferred, the whole in accordance with the provisions of paragraph "e" of this section.

d) Workers who have not acquired the necessary skill in their particular branch of work to entitle them to be referred to as "skilled workers", for example, workers whose productivity is below average, for any cause or reason whatsoever, may be paid less than the aforesaid minimum wages, and the wages of such workers shall be adjusted between the employee and the employer, and, in the event of disagreement, the said wages shall be definitely determined by the Parity Committee. However, at no time shall there be more than twenty per cent (20%) of the workers in any classification who may be paid less than the above minimum scales, except with the special permission of the Parity Committee, in the event that it is established to its satisfaction that there is a shortage of competent workers.

e) If, later, the productivity of such employees is increased, the salary of the workers will be increased accordingly. Revision in connexion with possible increased or decreased productivity of the employees in the various classifications shall take place every three (3) months, in accordance with the terms of the agreement.

f) Notwithstanding any provisions herein contained, all workers shall receive the minimum wages provided in his or her classification, unless the Parity Committee issues a special permit authorizing a lower wage to be paid to any worker.

IV. Employees will be paid in cash weekly.

V. A week's work shall consist of forty (40) hours divided equally in periods of eight (8) hours per day for each of the first five (5) working days, namely, Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday of each week; work shall begin at 8.00 a.m. or 8.30 a.m. and shall continue until 5.00 p.m. or 5.30 p.m., with an interval of one (1) hour for lunch. No work shall be performed on Saturdays and/or Sundays. There shall be no overtime whatever except for a period of four (4) to six (6) weeks in the Spring before Easter and four (4) weeks in the Fall, the

semaines le printemps avant Pâques et de quatre (4) semaines au cours de l'automne; les périodes de travail supplémentaire seront fixées par le Comité paritaire. Le travail supplémentaire consistera en un maximum de dix (10) heures de travail par semaine distribuées durant les cinq (5) jours de travail de la semaine; la durée journalière du travail supplémentaire sera de deux (2) heures.

Nonobstant l'interdiction imposée au paragraphe précédent de tout travail supplémentaire, les manufacturiers auront le droit de faire travailler leurs employés durant une (1) heure supplémentaire le vendredi, c'est-à-dire jusqu'à 6.00 p.m. ou 6.30 p.m., selon le cas.

Afin de respecter l'esprit des prescriptions du présent article, d'assurer une meilleure distribution du travail et de protéger l'industrie contre les changements de mode, le manque de main-d'œuvre et les contre-façons, il est interdit à un ouvrier du sexe masculin ou féminin qui est à l'emploi d'un manufacturier dans l'industrie selon les registres du Comité paritaire, de son employeur et de son association ouvrière, de travailler dans un autre établissement manufacturier intéressé dans la production de modes et de chapeaux pour femmes et enfants.

VI. Le jour de la fête du Travail sera chômé. Tout employé aura le droit de s'abstenir de travailler les jours de fêtes d'obligation religieuses suivantes:

Le jour de l'An, l'Épiphanie, le Mercredi des Cendres, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël, le jour d'Expiation et le jour de l'An de la race juive.

VII. Aucun travail ne peut être donné aux salariés ou à toute autre personne pour être effectué à domicile et aucun salarié ou autre personne ne peut exécuter du travail à domicile si ce travail est assujéti aux dispositions du présent décret.

VIII. Tout travail supplémentaire fait après 5.00 p.m. ou 5.30 p.m., selon le cas, sera rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

IX. *Horloge enregistreuse*: Tout employeur doit garder dans son établissement une horloge enregistreuse au moyen de laquelle il oblige tous ses salariés à enregistrer leurs heures de travail et tous les salariés sont individuellement tenus de remplir cette formalité, en autant qu'il est possible à l'employeur de se procurer ladite horloge.

X. *États de services des salariés*: Tous les employeurs doivent soumettre au Comité conjoint de la Chapellerie pour Dames et Enfants dans la province de Québec un état de service pour chaque salarié assujéti au décret sur des formules fournies par ledit comité, indiquant l'expérience et tout autre renseignement concernant ledit salarié, tel que requis par la loi, le tout devant être certifié par la signature conjointe de l'employeur et du salarié. Ces états de services pour chaque salarié doivent être adressés au comité dans les trois jours suivant la date de l'embauchage dudit salarié.

XI. Les grèves ou *lock outs* ayant pour but la modification des dispositions de la présente convention, en ce qui touche les salaires et la durée du travail telle que rendue obligatoire en vertu de la Loi de la convention collective sont interdits; il est également interdit de déclarer une grève ou un *lock out* pour toutes raisons ou différends sans avoir soumis au préalable ledit différend à un tribunal d'arbitre conformément aux dispositions de la présente convention.

definite dates thereof to be decided by the Parity Committee. Such overtime shall consist of not more than ten (10) hours per week to be distributed in the said five (5) working days above specified, provided that the maximum overtime period for any given day shall be two (2) hours.

Notwithstanding the foregoing restriction of overtime, each manufacturer shall have the option of working one (1) hour overtime on any Friday, that is to say, until 6.00 p.m. or 6.30 p.m., as the case may be.

In order to carry out the spirit of this provision, and to secure better distribution of work, and for the protection of the industry against style and labour piracy, no worker, whether male or female, who forms part of the working force of any employer in the industry, as attested to by the records of the Parity Committee, of the said employer and of the union shall be permitted to work in any other establishment manufacturing or making millinery and women's and children's headwear.

VI. There shall be no work on Labour Day, and any employee shall have the right to abstain from work on the following obligatory Holy Days, namely:

New Year's Day, Epiphany, Ash Wednesday, Good Friday, Ascension Day, All Saints' Day, Immaculate Conception, Christmas Day, the Jewish day of Atonement and the Jewish New Year.

VII. No work shall be given to employees or any other person to be manufactured or worked upon at home and no employee or other person shall perform any work at home upon any of the products coming within the jurisdiction of the Decree.

VIII. All overtime work performed after 5.00 p.m. or 5.30 p.m., as the case may be, shall be paid for at one and a half times the regular rate of wages.

"IX. *Punch Clocks*: Every employer shall maintain a time clock in his factory, if such a clock is available, on which he shall oblige all employees to record their working hours, and on which all employees must record their working hours."

X. *Employee Record Cards*: All employers must furnish the Joint Committee of Millinery & Women's and Children's Headwear Industry of the Province of Quebec, with an employee record for each employee governed by the decree, on forms to be provided by the said Committee, giving thereon the experience and other information concerning the said employee as required by the Act, the whole to be certified by the signature of both the employer and employee. These records for each employee must be filed in the office of the said Committee no later than three days following date of the engagement of the said employee.

XI. Any strike or lock-out having for its object a change of the conditions of the present agreement relative to wages and hours as approved under the Collective Agreement Act, is prohibited, nor shall a strike or lock-out be called for any other reason or dispute whatsoever without first submitting the said dispute to arbitration in accordance with the provisions of the present agreement.

XII. Durée du décret: Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 15 février 1948. Il se renouvellera automatiquement d'année en année, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne au Comité paritaire et à l'autre partie un avis écrit de son intention de ne pas le renouveler pour une autre année et ce, le ou avant le 1er janvier de chaque année, pendant la durée du décret. Copie de cet avis devra être transmise au ministère du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 23 novembre 1946. 16694-0

XII. Duration of the decree: The decree shall be in force up to and inclusive of February 15th, 1948, and shall renew itself automatically from year to year unless either party to the Agreement notifies the Parity Committee and the other party, in writing on or before January 1st of each year during the currency of the decree, of its intention not to renew same for an additional year. Copy of such notice will be forwarded to the Department of Labour.

During the thirty days following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may wish to make against the said petition.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23rd, 1946. 16694-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que l'Association des Manufacturiers de Gants, section de la province de Québec et la Fédération nationale des Gantiers lui ont présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1095, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant fin dans la province de Québec. On demande que:

1° Les mots suivants soient ajoutés à l'article IV paragraphe d 2:

"Tout employé qui, durant quatre années consécutives aura été au service du même employeur ou qui durant ce temps aura travaillé dans une même fabrique ou usine, aura droit pour ses vacances à un salaire équivalent à 3% du montant de salaire total qu'il aura gagné dans les conditions ci-haut désignées."

2° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"a Zones I et II.—Les taux de salaires suivant majorés de 40.8% sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après mentionnées, excluant les opérations 116 à 121 inclusivement."

3° Les taux de salaires pour les opérations 116 à 121 inclusivement soient majorés de 51.8%

4° Le premier alinéa du paragraphe a de l'article VIII soit remplacé par le suivant:

a) Zone I.—Les taux de salaires suivants, majorés de 54%, sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après mentionnées."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 novembre 1946. 16707-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163, et amendements), que l'Association des Manufacturiers de Gants, section de la province de Québec, et la Fédération nationale des Gantiers lui ont

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Canadian Glove Manufacturers Association, Quebec Division, and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to him a request to amend the decree number 1095 of April 28, 1943, and amendments, relating to the fine glove industry in the Province of Quebec. It is requested that:

1° The following words be added to section IV, subsection d 2:

"Every employee who has been employed for four consecutive years by the same employer or who, during that time, has worked in a same manufacture or shop, shall be entitled for his vacation period to a wage rate equivalent to 3% of the total amount of the wages he has earned in the conditions hereabove designated."

2° The first paragraph of subsection "a" of section VII be replaced by the following:

"a. Zones I and II.—The following rates of wages increased by 40.8% shall be effective for each one of the operations hereafter mentioned, excluding operations 116 to 121 inclusive."

3° The wage rates for operations 116 to 121 inclusive be increased by 51.8%

4° The first paragraph of subsection "a" of section VIII be replaced by the following:

"a. Zone I.—The following rates of wages, increased by 54% shall be in force for each one of the operations hereafter mentioned."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 23rd, 1946. 16707-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Canadian Glove Manufacturers Association, Quebec Division, and "La Fédération nationale des Gantiers" have submitted to him

présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1096, du 28 avril 1943, et amendements, relatif à l'industrie du gant de travail dans la province de Québec. On demande que:

1° Les mots suivants soient ajoutés à l'article IV paragraphe d-2:

"Tout employé qui, durant quatre années consécutives, aura été au service du même employeur, ou qui durant ce temps aura travaillé dans une même fabrique ou usine, aura droit pour ses vacances à un salaire équivalent à 3% du montant de salaire total qu'il aura gagné dans les conditions ci-haut désignées."

2° Le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article VII soit remplacé par le suivant:

"Taux de salaires: Les taux de salaires suivants majorés de 40.8% sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après décrites excluant les opérations 159 à 192 inclusivement."

3° Les taux de salaires pour les opérations Nos 159 à 192 inclusivement soient majorés de 51.8%.

4° Le premier alinéa de l'article VIII soit remplacé par le suivant:

"Taux de salaires: Les taux de salaires suivants majorés de 59.5% sont en vigueur pour chacune des opérations ci-après décrites."

5° Les taux de salaires pour les opérations Nos 300 à 328 inclusivement faites dans le cuir appelé "ventre de vache" soient majorés de 75.5% au lieu de 59.5%.

6° L'item suivant soit ajouté après l'opération N° 448 sous le numéro 448-a:

"La coupe des bandes à même toutes retailles de cuir y compris celles provenant des tanneries (bag pieces) et celles provenant de la coupe des gants, mitaines et pagodes sera rémunérée comme suit:

	par douz. de paires	
Bandes entières.	\$0.07
Bandes en deux morceaux.	0.09

Il est entendu cependant qu'un tailleur ne sera pas payé pour tailler les bandes dans des retailles qu'il aura faites lui-même en coupant des gants, des mitaines ou des pagodes.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 23 novembre 1946. 16706-0

a request to amend the decree number 1096, of April 28, 1943, and amendments, relating to the working glove industry in the province of Quebec. It is requested that:

1. The following words be added to section IV, subsection d-2: "Every employee who has been employed for four consecutive years by the same employer or who, during that time, has worked in a same manufacture or shop, shall be entitled for his vacation period to a wage rate equivalent to 3% of the total amount of the wages he has earned in the conditions here-above designated."

2. The first paragraph of subsection "a" of section VII be replaced by the following:

"Wage rates: The following wage rates, increased by 40.8%, are in force for each of the operations hereafter described excluding the operations 159 to 192 inclusive."

3. The wage rates for operations Nos. 159 to 192 inclusive be increased by 51.8%.

4. The first paragraph of section VIII be replaced by the following:

"Wage rates: The following wage rates, increased by 59.5% are in force for each of the operations hereafter described."

5. The wage rates for operations Nos 300 to 328 inclusive, done with the leather called "cow belly", be increased by 75.5% instead of 59.5%.

6. The following item be added after operation No. 448 under number 448-a:

"Band cutting with any leather clippings including those supplied by tanneries and those left over after the cutting of gloves, mitts and cuffs shall be remunerated as follows:

	per doz. pairs	
Complete bands	\$0.07
Two-piece bands	0.09

It is however understood that a cutter shall not be paid for the cutting of bands from clippings which he has made himself when cutting gloves, mitts or cuffs.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said request which the interested parties may wish to make.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, November 23, 1946. 16706-0

Département du Trésor Assurances

Treasury Department Insurance

AVIS D'AUTORISATION RELATIF A LA FORMATION D'UNE SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS

Avis est donné par les présentes que le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par l'arrêté numéro 4581, sanctionné le 6 novembre 1946, a autorisé la formation d'une société de secours mutuels sous le nom de "La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée" qui a pour objet de se mettre en état, au moyen de contributions de la part de ses membres, de secourir ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie, d'accident ou de revers de fortune ou, sujet cependant à l'article 217, dans le cas de décès de leurs enfants ou pupilles, et, dans le cas de mort des membres, leurs veuves, orphelins ou représentant légaux.

NOTICE OF AUTHORIZATION CONCERNING THE FORMATION A MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION

Notice is hereby given that the Lieutenant Governor-in-council, by the order number 4581, sanctioned on the 6th of November 1946, has authorized the formation of a mutual benefit association under the name of "La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée" which has for object, by means of contributions from its members, of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, accidents or reverses of fortune, or, subject however to section 217, in case of the death of their children or wards, and, in case of the death of members, for their widows and orphans or legal representatives.

Le siège principal de la société sera situé dans la cité de Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Donné ce huitième jour de novembre 1946, au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE.

16657-o Surintendant des assurances.

The head office of the association will be situate in the city of Chicoutimi, County of Chicoutimi.

Given this eighth day of November 1946, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE.

16657-o Superintendent of Insurance.

Erratum

Avis est donné que le dix-septième nom de la liste des compagnies dont l'annulation des lettres patentes a été décrétée en vertu de l'arrêté en conseil numéro 4034, en date du 9 octobre 1946, adopté sous l'autorité des dispositions de l'article 4 de la Loi 10 George VI, chapitre 48, et dont avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 78, No 43, du 26 octobre 1946, page 2894, sous le titre "Lettres patentes annulées", doit se lire "Adnaron Mines Ltd." au lieu de "Admaron Mines Ltd."

Le Procureur général, par
L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

16716-o

Notice is given that the seventeenth name on the list of companies whereof the annulment of letters patent was enacted in virtue of Order in Council number 4034, under date of October 9, 1946, adopted under authority of the provisions section 4 of the Act 10 George VI, chapter 48, and notice whereof was published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 78, No 43, of October 26, 1946, page 2894, under the title "Letters Patent Annulled", should read "Adnaron Mines Ltd." instead of "Admaron Mines Ltd."

The Attorney General,
per L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

16716

Minutes de Notaires

Avis est par les présentes donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-conseil, par Me Charles-Edouard Cliche, notaire, demeurant et pratiquant à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Charles-François Beaulieu, notaire, qui pratiquait à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Québec, ce 8 novembre 1946.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16586-46-5-o

Notarial Minutes

Notice is given that pursuant to the provision of the Notarial Code, a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Charles-Edouard Cliche, notary, residing and practising at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Charles-François Beaulieu, notary, who practised at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

Quebec, November 8, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

16586-46-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par Me Joseph Jérôme Omer Fréchette, notaire, demeurant et pratiquant à St-André Avellin, district judiciaire de Hull, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Jean Valère Roméo Carrier, notaire, qui pratiquait à St-André Avellin, district judiciaire de Hull.

Québec, ce 14 novembre 1946.

Le Sous-Secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16611-46-5-o

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Me Joseph Jérôme Omer Fréchette, notary, residing and practising at St-André Avellin, judicial district of Hull, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of Me Jean Valère Roméo Carrier, notary, who practised at St-André Avellin, judicial district of Hull.

Quebec, November 14, 1946.

JEAN BRUCHÉSI,

16611-46-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le Grand Sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, 20 septembre 1945.

M. Maximilien Perrault, de Joliette, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of Our Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the persons whose name follow, to wit:

Quebec, September 20, 1945.

Mr. Maximilien Perrault, of Joliette, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

Québec, 6 novembre 1946.

M. Bernard Lacasse, de Montréal, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 3 octobre 1946.

M. Alfred-H. Miner, 661, Ave Querbes, Montréal, député-greffier de la Couronne et officier spécial, district de Montréal, à compter du 1er octobre 1946.

Québec, 24 octobre 1946.

M. Denis Grignon: inspecteur, service forestier, au département des terres et forêts.

M. Philippe Levesque: inspecteur au département des terres et forêts.

M. Gustave Bédard: surintendant du Parc des Laurentides.

MM. Rodolphe Bélisle, Arthur Bouchard, J.-Hubert Chauret, Edouard Crevier, Raoul Crevier, J.-M. Desjardins, Tancrede Jodoin, Ovide Mercure, Roméo Migneron, Hector Pépin et Adolphe Viger: députés-protonotaires de la Cour supérieure du district de Montréal aux fins d'agir comme greffiers à l'enquête et mérite et d'authentifier les registres qui doivent servir dans les bureaux des divisions d'enregistrement faisant partie du district judiciaire de Montréal.

M. Omer Bélanger, bourgeois, de Mont-Laurier: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle.

Québec, 31 octobre 1946.

M. Gilbert Moffatt: inspecteur forestier au département des terres et forêts.

M. Rosaire Paquin, de Sorel: shérif du district de Richelieu, officier spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés de ce district, et commissaire *per dedimus potestatem*, à compter du 1er novembre 1946.

MM. Albert Houde, commerçant, et Maurice Brière, marchand, tous deux de Saint-Gérard Cté Wolfe: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François.

M. Gérard Lafleur, inspecteur pour la compagnie Hartford Fire Insurance Company, Avenue des Cèdres, Rosemere, Cté Terrebonne: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

MM. René Grenier, secrétaire de la Voirie, division est, de la ville de Montréal, 1240, rue Saint-Hubert, apt. 2, Lewis G. Hearle, officier de liaison au Service de l'Aide à la Jeunesse, (Réadaptation des vétérans), à Montréal, 3011, rue Saint-Antoine, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; J.-P. Desjardins, gérant de la Banque Canadienne Nationale à Sainte-Martine, Sainte-Martine, Cté Châteauguay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauharnois; Marcel Robitaille, chef pointeur à la Davie Shipbuilding & Repairing Co. Ltd., 21, avenue Bégin, Lévis: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Quebec, November 6, 1946.

Mr. Bernard Lacasse, of Montreal, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, October 3, 1946.

Mr. Alfred-H. Miner, 661 Querbes Ave., Montreal: to be deputy clerk of the Crown and special officer, district of Montreal, from and after October 1st, 1946.

Quebec, October 24, 1946.

Mr. Denis Grignon: to be Inspector, forestry service, in the Department of Lands and Forest.

Mr. Philippe Levesque: to be Inspector in the Department of Lands and Forests.

Mr. Gustave Bédard: to be Superintendent of the Laurentides Park.

Messrs. Rodolphe Belisle, Arthur Bouchard, J.-Hubert Chauret, Edouard Crevier, Raoul Crevier, J.-M. Desjardins, Tancrede Jodoin, Ovide Mercure, Roméo Migneron, Hector Pepin and Adolphe Viger: to be Deputy-Prothonotaries of the Superior Court of the district of Montreal, for the purpose of acting as clerks at the inquest and merit and to authenticate the registers which are to be used in the offices of the registration divisions forming part of the judicial district of Montreal.

Mr. Omer Bélanger, bourgeois, of Mont-Laurier: to be a Justice of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Labelle.

Quebec, October 31, 1946.

Mr. Gilbert Moffatt: to be forestry Inspector in the Department of Lands and Forests.

Mr. Rosaire Paquin, of Sorel: to be Sheriff of the district of Richelieu, special Officer in charge of compiling the list of jurors of said district and Commissioner *per dedimus potestatem* from and after November 1, 1946.

Messrs. Albert Houde, trader, and Maurice Brière, merchant, both of Saint-Gérard, Co. of Wolfe; to be Justices of the Peace, with jurisdiction over the judicial district of Saint-François.

Mr. Gérard Lafleur, inspector for the company Hartford Fire Insurance Company, "des Cèdres" avenue, Rosemere, Co. of Terrebonne: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. René Grenier, Secretary of Roads, East Division of the Town of Montreal, 1240 Saint Hubert street, apt. 2, Lewis G. Hearle, liaison officer in the Youth Aid Service (Readaptation of Veterans) at Montreal, 3011 Saint Antoine street, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; J.-P. Desjardins, manager of La Banque Canadienne Nationale, at Sainte-Martine, Sainte-Martine, Co. of Châteauguay: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauharnois; Marcel Robitaille, chief marker at the Davie Shipbuilding & Repairing Co. Ltd., 21 Bégin avenue, Lévis: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, 6 novembre 1946.

M. Roland Paquette, avocat et conseil en loi du Roi, domicilié dans la cité de Montréal: recorder à la Cour du recorder de la cité de Montréal et recorder de la cité de Montréal.

MM. Elzéar Turcotte, gérant général, Roger Dubois, gérant de succursales, et Laurent Cantin, comptable agréé, tous trois de Chicoutimi: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires de Chicoutimi et de Roberval, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Côme Guilbault, employé de bureau, 1596, rue Saint-André, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Alfred Parent, employé de la cité de Québec, Lac Saint-Charles, Cté Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 14 novembre 1946.

M. Joseph Brassard, marchand, Rang Double Saint-Félicien, Cté Roberval: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Roberval, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Jean Gauthier, agent d'assurances, 70, rue Wellington Nord, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saint-François, et André St-Germain, chef de district, Ministère de la colonisation, à La Sarre: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).
16719-o

Quebec, November 6, 1946

Mr. Roland Paquette, advocate and King's Counsel, domiciled in the city of Montreal: to be Recorder at the Recorder's Court of the city of Montreal, and Recorder of the City of Montreal.

Messrs. Elzéar Turcotte, general manager, Roger Dubois, Branch agent, and Laurent Cantin, chartered accountant, all three of Chicoutimi: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Chicoutimi and Roberval, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Côme Guilbault, office employee, 1596 Saint André street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Alfred Parent, employee of the City of Quebec, Lake Saint Charles, Co. of Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, November 14, 1946.

Mr. Joseph Brassard, merchant, Double Range, Saint Félicien, Co. of Roberval: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Roberval, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Jean Gauthier, insurance agent, 70 Wellington street North, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saint Francis, and André St-Germain, district chief, Department of Colonization, at La Sarre: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).
16719

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie de la ville de Bourlamaque, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les lots 676 à 755 inclusivement.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the Honorable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Québec, has had prepared, under his direction, in conformity with the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Québec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of part of the town of Bourlamaque in the Registration Division of Abitibi, comprising lots 676 to 755 inclusively:

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 24 octobre 1946 portant le numéro 4237.

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et.

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec* le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie de la ville de Bourlamaque, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les lots 676 à 755 inclusivement;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce QUATRIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
16665-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 24th, 1946, and bearing number 4237.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting part of the town of Bourlamaque in the registration division of Abitibi comprising lots 676 to 755 inclusively;

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of Québec, in Our Province of Quebec, this FOURTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-six, and the tenth year of Our Reign.

By command,

16665 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. **A**TTENDU que l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan du canton de Joannes, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 octobre 1946 portant le numéro 4235

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Joannes, dans la division d'enregistrement de Témiscamingue;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce SEPTIÈME jour de NOVEMBRE en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

16664-o

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. **W**HEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec 1941, section 2, chapter 320), a plan of the township of Joannes, in the Registration Division of Temiscamingue;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above, has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Department of Lands and Forests;

WHEREAS pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said plan and of the book of reference has been filed in the office of the Registration Division Temiscamingue;

THEREFORE with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an order dated October 24th, 1946, bearing No. 4235.

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned, in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the township of Joannes, in the Registration Division of Temiscamingue.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of the priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to renew within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this SEVENTH day of NOVEMBER, in the year of Our Lord One thousand nine hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

16664

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. **A**TTENDU que l'honorable ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan d'une partie du canton de Boivin, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les lots Nos. 32 à 62 inclusivement des Rangs I à X avec leurs subdivisions respectives;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau des terres et forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 6 novembre 1946, portant le numéro 4587,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartient, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à la partie du canton de Boivin, division d'enregistrement de l'Abitibi, comprenant les lots Nos. 32 à 62 inclusivement des Rangs I à X avec leurs subdivisions respectives, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec, et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conformer en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. **W**HEREAS the Honorable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Quebec has caused to be prepared under his superintendence in conformity with the provisions of the Cadaster Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320), a plan of part of the township of Boivin, in the Registration Division of Abitibi, comprising lots Nos. 32 to 62 inclusively of ranges I to X with their respective subdivisions;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan mentioned above has also been prepared, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference, made up to the date specified therein now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

Whereas, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, exact copies of the said official plan and book of reference were filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order bearing date November 6, 1946, and under number 4587;

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day on which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec shall come into force, respecting the part of the township of Boivin, Registration Division of Abitibi, comprising lots Nos. 32 to 62 inclusively of ranges I to X with their respective subdivisions, and

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre Province de Québec, ce treizième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,
Le Sous-secrétaire de la Province,
16671-g JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS { ATTENDU que l'honorable Ministre des Terres et Forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts Refondus de Québec, 1941, article 2, chapitre 320), un plan du canton de Laver-gne, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi officiel relatif à ce plan mentionné ci-dessus a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que ces plan et livre de renvoi officiels dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du Ministère des Terres et Forêts;

ATTENDU que conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 24 octobre 1946 portant le numéro 4238,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'il appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la Gazette officielle de Québec le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement au canton de Laver-gne, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi, et

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this thirteenth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,
JEAN BRUCHESI,
16671 Under Secretary of the Province.

Canada
Province of Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General, { WHEREAS the Honourable Minister of Lands and Forests, of Our Province of Quebec has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Cadastre Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, section 2, chapter 320) a plan of the township Laver-gne, in the registration division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provision of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests.

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Abitibi;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an Order dated October 24, 1946, bearing number 4238,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, as mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the Quebec Official Gazette, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force respecting the township of Laver-gne, in the Registration Division of Abitibi, and.

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above mentioned, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and by observing the other formalities prescribed in

prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, TOUS NOS FÉAUX SUJETS et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, NOUS AVONS FAIT RENDRE NOS PRÉSENTES lettres patentes et sur icelles apposer le sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé Le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
16700-o JEAN BRUCHÉSI.

article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-six and the tenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
16700 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Grand Calumet Mining Company Limited (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 17 octobre 1946, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à chambre 1700, 360 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, ce deuxième jour de novembre 1946.

Le Secrétaire,
16658 E. W. MOCKRIDGE.

Avis est par la présente donné que "Frontenac Automobile Inc." incorporée le 4 février 1946 a établi son siège social à 2089 Papineau, Montréal.

Daté à Montréal, ce douzième jour de novembre 1946.

Le Président,
16659-o CHARLES-HENRI FOURNIER.

Avis est par la présente donné que "National Homes Inc." "Le Home National Inc." incorporée le douzième jour de novembre 1945 a établi son siège social à 5504 avenue Verdun, Verdun.

Daté à Montréal, ce douzième jour de novembre 1946.

Le Président,
16660-o EUGÈNE LORENZO GAUTHIER.

Avis est par la présente donné que "Pellis Trading Inc." "Société Commerciale de Fourrure Inc." incorporée le 10 octobre 1946 a établi son siège social à 5430 Boul. St-Laurent, Montréal.

Daté à Montréal, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1946.

Le Président,
16661-o JEAN-PAUL D'AOUST.

Head Offices

Notice is hereby given that Grand Calumet Mining Company Limited (No Personal Liability), incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated October 17, 1946, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, has established its office at Room 1700, 360 St. James street, West, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the City of Montreal, Province of Quebec, this second day of November, 1946.

E. W. MOCKRIDGE,
16658-o Secretary.

Notice is hereby given that "Frontenac Automobile Inc." incorporated on the 4th of February 1946 has established its head office at 2089 Papineau Montreal.

Dated at Montreal, this twelfth day of November 1946.

CHARLES-HENRI FOURNIER,
16659-o President.

Notice is hereby given that "National Homes Inc." "Le Home National Inc." incorporated on the 12th of November 1945 has established its head office at 5504 of Verdun Avenue, Verdun.

Dated at Montreal, this twelfth day of November, 1946.

EUGÈNE LORENZO GAUTHIER,
16660-o President.

Notice is hereby given that "Pellis Trading Inc." "Société Commerciale de Fourrure Inc." incorporated on the 10th of October 1946 has established its head office at 5430 St-Lawrence Blvd., Montreal.

Dated at Montreal, this twenty-ninth day of October 1946.

JEAN-PAUL D'AOUST,
16661-o President.

Avis est par la présente donné que "Sani Construction Limited" incorporée le 4 mars 1946 a établi son siège social à 5504 Avenue Verdun, Verdun. Daté à Montréal, ce quatorzième jour de novembre 1946.

Le Président,
16662-o JOSEPH ROLAND ROBILLARD.

Notice is hereby given that "Sani Construction Limited" incorporated on the 4th of March 1946 has established its head office at 5504 Avenue Verdun, Verdun.

Dated at Montreal, this fourteenth day of November 1946.
JOSEPH ROLAND ROBILLARD,
16662-o Président.

Soumissions

MUNICIPALITÉ DE L'ÉPIPHANIE VILLAGE COMTÉ DE L'ASSOMPTION

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures p. m. lundi le 9 décembre 1946 pour l'achat de \$70,000 d'obligations de la corporation municipale de l'Épiphanie village datées du 1er décembre 1946 et remboursables en séries du 1er déc. 1947 au 1er déc. 1977 avec intérêt à 3% par an, payable semi annuellement les 1er déc. et juin de chaque année.

Le capital et les intérêts seront payables à Montréal, à Québec et à l'Épiphanie.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 Statuts Refondus, Québec 1941.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 9 décembre prochain 1946 à 8 heures p. m. à la salle municipale de l'Épiphanie.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
L'Épiphanie, 20 novembre 1946.

Secrétaire-trésorier,
16663-o ERNEST FOREST, Notaire.

Canada, Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke demande des soumissions pour la vente d'obligations de la cité de Sherbrooke au montant de \$585,000, émises en vertu de son règlement N° 664, afin de payer le coût de construction de pavage, trottoirs en béton égouts, aqueduc et gaz, achat de machineries et outillage.

Ces obligations, non-rachetables par anticipation, sont datées du 1er novembre 1946 et échoient en séries du 1er novembre 1947 au 1er novembre 1965 inclusivement. Les obligations échéant du 1er novembre 1947 au 1er novembre 1956 inclusivement, portent intérêt au taux de 2½% par an et celles échéant du 1er novembre 1957 au 1er novembre 1965 portent intérêt au taux de 3% par an, le dit intérêt étant payable semi-annuellement le premier jour des mois de mai et novembre chaque année. Le capital et les intérêts sont payables à Sherbrooke, Montréal et Québec. L'émission offerte en vente comprend 529 obligations de \$1,000 chacune et 112 obligations de \$500.00 chacune.

Tenders

MUNICIPALITY OF L'ÉPIPHANIE VILLAGE COUNTY OF L'ASSOMPTION

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock p. m. on Monday December 9, 1946, for the purchase of \$70,000 of bonds of the municipal corporation of l'Épiphanie Village, dated the 1st of December 1946 and redeemable serially from the 1st of Dec. 1947 to the 1st of Dec. 1977, with interest at 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of Dec. and June of each year.

Capital and interest shall be payable at Montreal, Quebec and l'Épiphanie.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest maturity date, under authority of chapter 212, R. S. Q. 1941.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered comprises or does not comprise the accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

The tenders will be open and considered at a meeting of the Council which shall be held on the 9th of December next, 1946, at 8 o'clock p. m. in the Municipal Hall of l'Épiphanie.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.
L'Épiphanie, November 20, 1946.

ERNEST FOREST, Notary,
16663 Secretary Treasurer.

Canada, Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke is calling tenders for the sale of city of Sherbrooke bonds amounting to \$585,000, issued in virtue of By-Law No. 664 to pay the cost of paving, concrete sidewalks, sewer, water and gas mains, purchase of machinery and equipment.

The said bonds, which are non-callable, are dated November 1st 1946, and mature in series from November 1st 1947 to November 1st 1965 inclusively. Bonds maturing from November 1st 1947 to November 1st 1956 inclusively bear interest at the rate of 2½% per year and bonds maturing from November 1st 1957 to November 1st 1965 bear interest at the rate of 3%, said interest being payable semi-annually on the first day of May and November each year. Capital and interest payable at Sherbrooke, Montreal and Quebec. The issue offered for sale includes 529 bonds of \$1,000 each and 112 bonds of \$500.00 each.

Les dites obligations peuvent être enregistrées gratuitement quant au capital au bureau du soussigné.

Les soumissions doivent être placées dans une enveloppe marquée: "Soumissions pour obligations" et adressées au soussigné le ou avant le 9 décembre 1946, à 5.00 heures de l'après-midi, alors que le Conseil en disposera.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à un (1%) pour cent du montant de l'emprunt et spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus. La livraison des titres sera faite dans les dix jours suivant l'adjudication.

La cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce dix-huitième jour de novembre 1946.

16682-o Le Greffier,
ANT. DESLAURIERS.

MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE GRAND'MÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations, règlement N° 410" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, mercredi, le 11 décembre, 1946, pour l'achat de \$300,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la cité de Grand'Mère, datées du 2 janvier 1947 et remboursables en séries du 2 janvier 1948 au 2 janvier 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec, Grand'Mère ou Toronto, aux succursales dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le 11 décembre 1946, à 8 heures de l'après-midi, à la salle municipale de Grand'Mère.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grand'Mère, ce dix-neuf novembre, mil neuf cent quarante-six.

16686-o Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL CRETE.

Said bonds can be registered, free of charge, at the office of the undersigned.

Tenders must be enclosed in a sealed envelope marked: "Tender for Bonds", and must reach the undersigned on or before the 9th day of December 1946, at 5.00 p.m., when the Council shall dispose of them.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to one (1%) per cent of the amount of the loan and specify whether the price offered includes or does not include accrued interests. The bonds shall be delivered within the ten days following the acceptance of the tender.

The city of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this eighteenth day of November, 1946.

16682-o ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

MUNICIPALITY OF THE CITY OF GRAND'MÈRE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" By-law No. 410, will be received by the undersigned, until 4 o'clock in the afternoon, on Wednesday, the 11th December, 1946, for the purchase of \$300,000 of bonds of the municipal corporation of the city of Grand'Mère, dated January 2, 1947, and redeemable serially from January 2, 1948, to January 2, 1967, inclusively, with interest at 3% per annum payable semi-annually on the 2nd of January and 2nd of July of each year.

Capital and interest are payable at Montreal, Quebec, Grand'Mère or Toronto, at the branches whose name is mentioned in the loan procedure.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to the time of their delivery.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council which will be held on December 11, 1946, at 8 o'clock in the evening, at the Municipal Hall of Grand'Mère.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Grand'Mère, this nineteenth of November, nineteen hundred and forty-six.

16686 MARCEL CRETE,
Secretary-treasurer.

Vente par licitation

AVIS DE LICITATION SUIVANT L'ARTICLE
1047 du C. P. C.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 14 novembre 1946, dans une cause portant le numéro 4103 dans laquelle Dame DÉLINA LACOMBE, domiciliée au Canton de Stanfold, Princeville, P. Q., est demanderesse, ordonnant la licitation des immeubles suivants désignés comme suit, savoir:

Sale by Licitiation

NOTICE OF LICITATION PURSUANT TO ARTICLE
1047 of the C. C. P.

Notice is hereby given, in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Arthabaska, in the district of Arthabaska, on the 14th of November, 1946, in a case bearing number 4103 wherein dame DELINA LACOMBE, domiciled in the township of Stanfold, Princeville, P.Q., is plaintiff, ordering the licitation of the following immovables designated as follows, to wit:

1° l'immeuble connu au Cadastre officiel du Canton de Stanfold sous le numéro quatorze A (14-A) du septième rang (7ième rang) du Canton de Stanfold;

2° l'immeuble connu au Cadastre officiel du Canton de Stanfold comme étant le numéro A deux (A-2) du septième rang (7ième rang) du Canton de Stanfold;

3° l'immeuble connu au Cadastre officiel du Canton de Stanfold comme étant le numéro deux tiers Est quinze C (2-3 E 15-C) du huitième rang (8ième rang) du Canton de Stanfold;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur le 27ième jour de décembre 1946, par le Protonotaire, à son bureau, au Palais de Justice d'Arthabaska, à 10 heures a.m., sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elle seront forcloses du droit de le faire.

1. The immovable known on the official cadastre for the township of Stanfold under number fourteen A (14-A) of the seventh range (7th range) of the township of Stanfold;

2. The immovable known on the official cadastre for the township of Stanfold as being number A two (A-2) of the seventh range (7th range) of the township of Stanfold;

3. The immovable known on the official cadastre for the township of Stanfolds being number two thirds East fifteen C (2-3-E 15-C) of the eighth range (8th range) of the township of Stanfold;

The immovables hereinabove designated will be sold by auction and adjudicated to the last and highest bidder on the 27th day of December, 1946, by the Prothonotary, at his office, at the Court House of Arthabaska, at 10 o'clock A.M., subject to the charges, clauses and conditions indicated in the List of Charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and that any opposition for payment must be filed within the six days after the adjudication; and failing the filing by the parties of such opposition within the delays hereby prescribed, they will be foreclosed from so doing.

Quebec, November 23, 1946.

SIMON LAVERDIÈRE,

Attorney for the plaintiff.

Dame Délima Lacombe.

Québec, le 20 novembre 1946.

Le Procureur de Dame Délima Lacombe,

demanderesse,

SIMON LAVERDIÈRE.

16703-47-2-o

16703-47-2

Ventes pour taxes

Province de Québec, Comté de Chambly

CITÉ DE ST-LAMBERT

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 7 novembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la loi de la Commission Municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de St-Lambert, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du Conseil à l'hôtel de ville de la Cité de St-Lambert, 35 rue Aberdeen, St-Lambert, MARDI, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1946, à DIX heures du matin, heure normale de l'est.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 1er décembre 1944, auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait, mais suivant les dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, la vente des immeubles décrits dans la deuxième section sera finale et le droit de retrait ne pourra pas être exercé, tous lesdits immeubles étant des terrains vacants et des lots à bâtir d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and buildings lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

Sales for Taxes

Province of Quebec, County of Chambly

CITY OF ST. LAMBERT

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission by an order of November 7th, 1946, has directed the undersigned in conformity with the provisions of Article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, Chapter 207) to sell the immovables hereinafter described to satisfy the payment of the arrears of taxes due to the City of St. Lambert with interest and costs, and consequently said immovables will be sold by public auction in the Council Chamber at the City Hall of the City of St. Lambert, 35 Aberdeen Street, St. Lambert, on TUESDAY, the TENTH day of DECEMBER, 1946, at TEN o'clock in the forenoon, Eastern Standard Time.

However, shall be excluded from the sale those immovables on which the taxes that became exigible on or before December 1st, 1944, shall have been paid before the actual sale.

The sale of the immovables described in the first section of the present notice will be subject to the right of redemption, but according to the provisions of Article 74 of the Quebec Municipal

Commission Act, the sale of the immovables described in the second section shall be final and the right of redemption cannot be exercised, all said immovables being vacant lands and buildings lots of a municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

PREMIÈRE SECTION — IMMEUBLES SUJETS AU DROIT DE RETRAIT
PART ONE — IMMOVABLES SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Role N° Roll No.	Nom Name	Situé Location	Cad.	S.-dis. Pt.
2140.....	Roméo Gaudreault.....	Victoria Avenue.....	255	Pt. 38

Description: — Une lisière irrégulière de terre formée d'une partie du lot connu sous le numéro 38 de la subdivision officielle du lot numéro original deux cent cinquante-cinq (N° 255-Pt. 38) mesurant sur un côté donnant front sur l'avenue Victoria; cent trente pieds en profondeur; du côté ouest soixante-cinq pieds; et du côté sud quatre-vingt-dix-sept pieds; tenant en front par la dite avenue Victoria; bornée du côté ouest par le dit lot N° 255-38 et du côté sud par le lot N° 256-43 et une lisière du lot N° 255-38 acquis par Antoine David.

Description: — A certain strip of land of irregular form, forming part of lot of land known and designated under No. 38 of the sub-division of original lot No. 255 (No. 255 Pt. 38) measuring said irregular area on one side in front on Victoria Avenue, one hundred and thirteen feet; on its westerly side, sixty-five feet; and on the southerly side, ninety-seven feet; bounded in front by the said Victoria Avenue, on its westerly side by part of said lot No. 255-38; and on the southerly side by the Lot No. 256-43 and a strip of lot No. 255-38 acquired by Antoine David.

754.....	G. S. Hume.....	Hickson Avenue.....	259	281a 281b
754a.....	W. S. Miller.....	Hickson Avenue.....	259	281

DEUXIÈME SECTION — IMMEUBLES NON SUJETS AU DROIT DE RETRAIT
PART TWO — IMMOVABLES NOT SUBJECT TO THE RIGHT OF REDEMPTION

Role N° Roll No.	Nom Name	Situé Location	Cad.	S.-dis.
213.....	Mrs. E. K. Briand.....	Bolton Avenue.....	264	145 146
227.....	Mrs. E. K. Briand.....	Brixton Avenue.....	161	257 258
1300.....	Mrs. E. K. Briand.....	Mortlake Avenue.....	161	197 198 199
2267.....	J. V. T. Desy.....	Waverly Avenue.....	266	233
680.....	Noé Lemieux.....	Green Street.....	161	1245B 1246B 1247B 1248B
2233.....	Mrs. E. LeRoy.....	Avenue Walnut.....	162	2011
179.....	Aaron Prazoff.....	Avenue Birch.....	162	1164
1321.....	Aaron Prazoff.....	Avenue Mortlake.....	161	332
460.....	Joseph Roy.....	Blv. Desaulniers.....	161	1477 1478
1867.....	Rolland St-Denis.....	Avenue Sanford.....	161	Pt. 1735 1736

Description: — La moitié sud-est du lot 161-1735 mesurant douze pieds et demi de largeur par quatre-vingt-onze pieds de profondeur, mesure anglaise, bornée en front par l'avenue Sanford, en arrière par le lot N° 161-1725, du côté nord-ouest par l'autre moitié du lot N° 161-1735.

Description: — The south-east half of lot 161-1735 measuring twelve and one half feet in width by ninety-one feet in depth; bounded in front by Sanford Avenue, in rear by lot No. 161-1725; on the south-east side by lot No. 161-1736; and on the north-west side by the remaining half of lot No. 161-1735.

184.....	Mlle E. M. Turner.....	Avenue Blairmore.....	264	549
----------	------------------------	-----------------------	-----	-----

Je certifie que la liste sus-dite contient une description complète et entière des lots qui doivent être vendus le dixième jour de décembre 1946, pour défaut de paiement de la répartition des immeubles, des taxes générales et spéciales imposées sur les dits immeubles et dues à la Cité de Saint-Lambert.

Les immeubles susmentionnés sont tous aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Antoine de Longueuil et situés dans la Cité de Saint-Lambert.

Termes: Argent comptant ou chèque visé.

Donné en la cité de St-Lambert, ce treizième jour de novembre 1946.

(Sceau)
16612-46-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
M. J. RUTLEDGE.

I certify that the foregoing list contains a complete and full description of the lots to be sold on the tenth day of December, 1946, for failure to pay real estate assessments, general and special taxes imposed on the said immovables and owing to the City of St. Lambert.

The above immovables are all on the Plan and Book of Reference of the Parish of St. Antoine de Longueuil and situated in the City of St. Lambert.

Terms: Cash or accepted cheque.

Given at the City of St. Lambert, this thirteenth day of November, 1946.

(Seal)
16612-46-2-o

M. J. RUTLEDGE,
Secretary Treasurer.

MUNICIPALITÉ DE LAC FRONTIÈRE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 19 novembre 1946, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission muni-

MUNICIPALITY OF LAC FRONTIÈRE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated November 19, 1946, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q. 1941

pale de Québec (S.R.Q. 1941, ch. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la municipalité de Lac Frontière, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public dans la salle des séances du Conseil de la municipalité de Lac Frontière, comté de Montmagny, à ONZE heures de l'avant-midi, MARDI, le DIX-SEPT DÉCEMBRE 1946.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales devenues exigibles le ou avant le 1er novembre 1945 auront été payées avant le moment de la vente.

- 1.— Couette, P.-Émile: — a) Lot 38 B R IX 8 acres; b) 39 R IX 92 acres.
- 2.— Mathieu, Josaphat: — Lot 3 B Sud Est R XIII.
- 3.— Bertrand, Joseph: — Lot 14, R XIII.
- Les immeubles désignés sous les numéros d'ordre 1, 2, 3 inclusivement sont déternus sous billets de location.
- 4.— Bolduc, Dominique: — Lot N° 31 R IX.
- 5.— Bolduc, Dominique: — Un emplacement contenu dans le lot 33-32 R X borné en front par la deuxième rue, au nord par la route de St-Fabien, à l'est par le N° 61, au sud par le N° 296, la ligne nord ayant 70 pieds et la ligne sud 60 pieds.

Tous les immeubles ci-haut sont désignés sous les numéros du cadastre du Canton Talon, Cté. Montmagny.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Lac Frontière ce vingtième jour de novembre 1946.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD PELCHAT.

16704-47-2-0

Province de Québec

CITÉ DE LACHINE

Avis public est par le présent donné par le soussigné Emile Daoust, Greffier de la cité de Lachine, que sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, S.R.Q. 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'Hôtel de Ville, dans la Cité de Lachine, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, Mil neuf cent quarante-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour Taxes Municipales, Générales, Spéciales et Scolaire dues à la dite Cité, à moins que les dites redevances municipales et scolaires ne soient payées avec les frais encourus avant la vente.

ch. 207), to sell the immovables hereinunder described, in payment of arrears of taxes due the municipality of Lac Frontière, with interest and costs, and that consequently, the said immovables will be sold by public auction in the meeting hall of the Council of the municipality of Lac Frontière, county of Montmagny, at ELEVEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY the SEVENTEENTH of DECEMBER, 1946.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereupon the municipal taxes which have become exigible on or before November 1st, 1945, shall have been paid before the time of the sale.

- 1.— Couette, P.-Émile: a) Lot 38 B R IX 8 acres; b) 39 R IX 92 acres.
- 2.— Mathieu, Josaphat: — Lot 3 B Southeast R XIII.
- 3.— Bertrand, Joseph: — Lot 14, R XIII.
- The immovables designated under numerical order location ticket.
- 4.— Bolduc, Dominique: — Lot 31 R IX.
- 5.— Bolduc, Dominique: — An emplacement contained in lot 33-32 R X bounded in front by Second street on the North by the St-Fabien road, on the East by No. 61, on the South by No. 296, the North line measuring 70 feet and the South line 60 feet. All the hereinabove immovables are designated under the cadastral numbers of the township Talon, Co. Montmagny.

The adjudication price of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall be made, moreover, subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Lac Frontière, this twentieth day of November, 1946.

ÉDOUARD PELCHAT,
Secretary-Treasurer.

16704-47-2

Province of Quebec

CITY OF LACHINE

Public notice is hereby given by the undersigned, Emile Daoust, city Clerk of the city of Lachine, that under authority of the Cities' and Towns' Act, S.R.Q. 1941, the immovables hereinunder described will be sold by Public Auction, in the meeting room of the Council, at the city Hall, in the city of Lachine, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, Nineteen hundred and forty-six, at TEN o'clock in the forenoon, for the General, Municipal, Special and School Taxes due to the said City unless the said Municipal and School dues be paid with costs incurred before the sale.

VILLE DE LACHINE

TOWN OF LACHINE

N° d'ordre Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N° Cadastre Cadastral No.	Subdivision Subdivision	Remarques Remarks	Taxes gén. sco. Am. locales Gén. school Spéc. local Imp. taxes	Int. Int.	Grand total
1	Succ.-Est. Thomas A. Dawes,	114		Rue Broadway street	\$449.68	\$22.98	\$472.66
2	Succ.-Est. Thomas A. Dawes	127		43e-rd Avenue	348.19	17.82	366.01
3	Succ.-Est. Thomas A. Dawes	153		41e Avenue st-	346.80	17.70	364.50
4	Succ.-Est. Thomas A. Dawes	169-A		42e-rd Avenue	346.33	17.55	363.88
5	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	60	Ruelle-Lane	18.04	.67	18.71
6	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	61	Ruelle-Lane	19.07	.71	19.78
7	Thomas Amos Dawes; James Powley et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	103	Ruelle-Lane	84.26	4.25	88.51
(1) 8	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and Andrew Joseph Dawes.....	178	P. E. 117	Ruelle-Lane	34.65	.76	35.41

VILLE DE LACHINE

TOWN OF LACHINE

N d'ordre — Order No.	Propriétaires cotisés Assessed Proprietors	N Cadastré — Cadastral No.	Subdi- vision — Subdi- vision	Remarques — Remarks	Taxes gén. Sec. spéc. Am. locales — Gen. school Spec. local Imp. taxes	Int. — Int.	Grand total
(2) 9	Thomas Amos Dawes; James Powley Dawes et-and An- drew Joseph Dawes	178	P. O. 117	Ruelle-Lane	73.07	3.64	76.71
10	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes	178	P. O. 117	Ruelle-Lane	73.07	3.64	76.71
(3) 11	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes	184	66		51.07	1.97	53.04
12	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes	184	P. N.70	Ruelle-Lane	17.71	.66	18.37
13	Succ.-Est. Albert Frederick Dawes	184	72		51.07	1.98	53.05
14	Joseph Moise Galarneau	184	76	Ruelle-Lane	33.70	1.28	34.98
15	Joseph Moise Galarneau	238	73		124.39	13.67	138.06
16	Joseph Moise Galarneau	238	74		124.39	13.67	138.06
17	Joseph Napoléon Préfontaine	238	239		72.33	7.02	79.35
18	A. Gordon Watson	238	250		28.33	3.23	31.56
19	A. Gordon Watson	238	251		28.33	3.24	31.57
20	Lucy Neagle	238	276		29.17	3.57	32.74
21	A. Gordon Watson	238	363		28.34	3.23	31.57
22	A. Gordon Watson	238	364		28.34	3.23	31.57
(4) 23	A. Gordon Watson	238	365		28.34	3.23	31.57
24	Succ.-Est. Léon Forest	P. 362		Passage	17.93	2.27	20.20
25	Yves Bélanger	709	153		37.77	1.12	38.89
26	Yves Bélanger	709	154		37.77	1.13	38.90
27	Lionel Brisebois	709	414		44.32	2.09	46.41
28	Lionel Brisebois	709	415		44.32	2.10	46.42
29	Cité de-City of Lachine (Anthony Marynovitch)	709	591		35.86	2.43	38.29
30	Cité de-City of Lachine (Anthony Marynovitch)	709	592		35.87	2.44	38.31
31	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse, Villemaire Jo- seph Roch	7					
32	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse Villemaire Jo- seph Roch	709	753		91.38	8.76	100.14
33	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse, Villemaire Jo- seph Roch	709	754		91.38	8.76	100.14
34	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse Villemaire Jo- seph Roch	709	755		91.40	8.76	100.16
35	Eugène Villemaire; Villemaire Hermasse Villemaire Jo- seph Roch	709	756		91.39	8.80	100.19
36	Mike Panchuk	709	757		59.85	3.97	63.82
37	Mike Panchuk	709	758		59.85	3.97	63.82
38	William Bougie	709	880		38.15	2.56	40.71
39	Cité de-City of Lachine (Rolland Galipeau)	752	280		46.81	2.89	49.70
40	Cité de-City of Lachine (Rolland Galipeau)	752	281		47.05	2.91	49.96
41	Jean-Baptiste Leduc	753	28		40.40	1.29	41.69
42	Jean-Baptiste Leduc	753	29		40.40	1.30	41.70
43	Omer-A. Bissonnette	753	284		84.68	5.73	90.41
44	Arthur Poissant	753	633		104.34	9.73	114.07
45	Arthur Poissant	753	634		104.38	9.74	114.12
46	Joseph Pépin	753	936		27.13	2.06	29.19
47	Susanne Corse, épouse-wife of Arthur Fisher	754	47	Ruelle-Lane	51.85	.94	52.79
48	Susanne Corse, épouse de-wife of Arthur Fisher	754	85	Ruelle-Lane	51.85	.94	52.79

PAROISSE DE LACHINE

PARISH OF LACHINE

(5) 47	William Bougie	P. 882			15.83	1.48	17.31
48	Weston Jonathan Nunn	915	70-71		114.58	10.09	124.67
49	National Blackboard & Plas- tic Works, par-by Rolland Mailloux & Gérard Denis	916	237		54.65	1.53	56.18
50	National Blackboard & Plas- tic Works, par-by Rolland Mailloux & Gérard Denis	916	238		56.18	1.53	57.69

VILLE DE LACHINE

TOWN OF LACHINE

(6) 51	Joseph Desmarais (6)	P. N. 206			\$179.32	\$14.32	\$193.64
--------	--------------------------------	-----------	--	--	----------	---------	----------

DESCRIPTIONS

DESCRIPTIONS

(1) Une lièvre de terrain connue et désignée comme étant une partie de la subdivision N° Cent dix-sept (117) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit, (178), aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Lachine, mesurant dans sa ligne est et dans sa ligne

(1) A strip of land known and designated as being part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring in its East

ouest Dix-huit pieds (18') de largeur par une profondeur de Cent neuf pieds (109'), mesure Anglaise et plus ou moins et bornée comme suit: à l'est par une partie de la subdivision N° Cent dix-huit (118) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, au sud par le résidu d'une partie de la subdivision N° Cent douze (112) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et par les re-subdivisions Nos Un et Deux de la subdivision N° Cent Treize (113) du dit lot originaire N° Cent Soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine et par les re-subdivisions Un et Deux de la subdivision N° Cent quatorze (114) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et par la partie ouest de la subdivision N° Cent quinze (115) et par la partie est de la subdivision N° Cent quinze (115) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et par la subdivision N° Cent seize (116) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) et à l'ouest par une autre partie de la subdivision N° Cent-dix-sept (117) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) appartenant à la Cité de Lachine, et au nord par la subdivision N° Cent vingt-neuf (129) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178), le tout formant une superficie de Mille neuf cent soixante-et-deux pieds carrés, (1962').

(2) Une lisière de terrain connue comme étant une partie de la subdivision N° Cent dix-sept (117) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant dix-huit pieds de largeur en front sur la Quatrième Avenue et en arrière, par Cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur, le tout mesure Anglaise et plus ou moins, bornée en front à l'ouest par la dite Quatrième Avenue, au nord par la subdivision N° Cent cinquante (150) du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, à l'est par une autre partie de la subdivision N° Cent dix-sept (117) du dit lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine et au sud par les subdivisions Cent cinq, Cent six, Cent sept, Cent huit et Cent neuf du lot originaire N° Cent soixante-et-dix-huit (178) aux dits plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine et formant une superficie de Deux mille deux cent cinquante pieds carrés, (2250'), mesure Anglaise et plus ou moins.

(3) Une lisière de terrain connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du Cadastre de la Ville de Lachine comme étant la partie nord de la subdivision N° Soixante-et-dix (70) du lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant vingt pieds (20') de largeur par cent cinq pieds (105') de profondeur, mesure Anglaise et plus ou moins, bornée en front vers le nord par la ruelle connue et désignée comme étant la subdivision N° Soixante-et-seize (76) du lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) des dits plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine et vers l'est par les subdivisions Soixante-et-douze, soixante-et-treize, soixante-et-quatorze et soixante-et-quinze du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) du dit cadastre, vers le sud par la partie de la dite subdivision N° Soixante-et-dix (70) du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) aux dits plan et livre de renvoi officiels et vers l'est par les subdivisions Nos Soixante-et-six, soixante-et-sept, soixante-et-huit et soixante-et-neuf du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-quatre (184) du dit Cadastre de la Ville de Lachine, formant une superficie de Deux mille cent pieds (2,100') carrés.

(4) Une lisière de terre connue et désignée comme étant une partie du lot originaire N° Trois cent soixante-et-deux (362) mesurant dix pieds et deux pouces de largeur par cinquante pieds de profondeur, bornée en front du côté ouest par la Dix-huitième Avenue, au nord et à l'est par une autre partie du dit lot originaire N° Trois cent soixante-et-deux (362) et au sud par le lot originaire N° Trois cent soixante-et-trois (363) et par une partie du lot originaire N° Trois cent soixante-et-quatre (364) aux plan et livre de renvoi de la Ville de Lachine, formant une superficie de Cinq cent huit pieds et cinq pouces (508' et 5") carrés, le tout mesure Anglaise et plus ou moins.

Un certain emplacement ayant front sur la Cinquante-cinquième Avenue en la Cité de Lachine, formant partie de la partie non-subdivisée du lot originaire N° Huit cent quatre-vingt-deux (Pt. 882) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Lachine, mesurant Quarante pieds de largeur par Cent pieds de profondeur et borné en front à l'est par la dite Cinquante-cinquième Avenue, au nord, à l'ouest et au sud par d'autres parties du dit lot originaire N° Huit cent

line and in its West line eighteen feet (18') in width by a depth of one hundred and nine feet (109'), English measure and more or less and bounded as follows: on the East by part of subdivision No. one hundred and eighteen (118) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, on the South by the residue of a part of subdivision No. one hundred and twelve (112) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and by re-subdivisions Nos. one and two of subdivision No. one hundred and thirteen (113) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, and by re-subdivisions one and two of subdivision No. one hundred and fourteen (114) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and by the East part of subdivision No. one hundred and fifteen (115) of original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and by subdivision No. one hundred and sixteen (116) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) and on the West by another part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) belonging to the City of Lachine and on the North by subdivision No. one hundred and twenty-nine (129) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178), the whole containing an area of one thousand nine hundred sixty-two square feet (1962').

(2) A strip of land known as being part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring eighteen feet in width in front on Fortieth Avenue, and in rear, by one hundred and twenty-five feet (125') in depth, the whole English measure and more or less, bounded in front on the West by said Fortieth Avenue, on the North by subdivision No. one hundred and fifty (150) of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the plan and in the book of reference for the Town of Lachine, on the East by another part of subdivision No. one hundred and seventeen (117) of said original lot No. one hundred and seventy-eight (178) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, and on the South by subdivisions one hundred and five, one hundred and six, one hundred and seven, one hundred and eight and one hundred and nine of the original lot No. one hundred and seventy-eight (178) of said plan and book of reference for the Town of Lachine, containing an area of two thousand two hundred and fifty square feet (2250'), English measure and more or less.

(3) A strip of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Town of Lachine as being the North part of subdivision No. seventy (70) of the original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, measuring twenty feet (20') in width by one hundred and five feet (105') in depth, English measure and more or less, bounded in front, on the North, by the lane known and designated as being subdivision No. seventy-six (76) of the original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, and on the East by subdivisions seventy-two, seventy-three, seventy-four and seventy-five of said original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said cadastre, on the South by the South part of said subdivision No. seventy (70) of said original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said official plan and book of reference, and on the East by Subdivisions Nos. sixty-six, sixty-seven, sixty-eight and sixty-nine of said original lot No. one hundred and eighty-four (184) of said cadaster for the town of Lachine, containing an area of two thousand one hundred square feet (2100').

(4) A strip of land known and designated as being part of the original lot No. three hundred and sixty-two (362) measuring ten feet and two inches in width by fifty feet in depth, bounded in front on the West side by Eighteenth Avenue, on the North and East by another part of said original lot No. three hundred and sixty-two (362,) on the South by original lot No. three hundred and sixty-three (363) and by part of original lot No. three hundred and sixty-four (364) on the plan in the book of reference for the Town of Lachine, containing an area of five hundred and eight square feet and five inches (508' and 5"), the whole English measure and more or less.

(5) A certain emplacement fronting on Fifty-fifth Avenue in the city of Lachine, forming part of the unsubdivided part of the original lot No. eight hundred and eighty-two (Pt. 882) on the official plan and in the book of reference for the parish of Lachine measuring forty feet in width by one hundred feet in depth and bounded in front on the East by said Fifty-fifth Avenue, on the North, West and South by other parts of said original lot No. eight hundred and eighty-two (882),

quatre-vingt-deux (882), le coin nord-est du dit emplacement étant situé à une distance d'environ mille sept cent quarante-cinq pieds (1745') mesurée le long du côté est de la dite Cinquante-cinquième Avenue de la borne sud de la Côte de Liesse, le dit emplacement étant indiqué comme le lot N° Trois cent quatre-vingt-treize (393) sur un projet de subdivision préparé par Oscar Beaudoin, Arpenteur-Géomètre en date du 10 avril Mil neuf cent douze (1912) révisé le 25 octobre Mil neuf cent douze (1912) et ayant été déposé parmi les Minutes de J. C. Barlow, Notaire Public, par acte de dépôt N° 1975 de ses dites Minutes; toutes les mesures ci-dessus sont des mesures Anglaises et plus ou moins, tel que le tout se trouve actuellement avec toutes ses circonstances et dépendances, sans aucune exception ni réserve.

(6) Cette lisière de terrain vacant formant le coin sud-ouest de la rue Notre-Dame et de la Vingt-septième Avenue en la Cité de Lachine, connue et désignée comme étant la partie nord du lot originaire N° Deux cent six (Ptie N. 206) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, mesurant Onze pieds et Dix pouces de largeur en front sur la dite Vingt-septième Avenue, et élargissant jusqu'à une largeur de Douze pieds et Trois pouces à une profondeur de Vingt-quatre pieds à l'ouest de la Vingt-septième Avenue, et de là, une largeur uniforme de Douze pieds et Trois pouces jusqu'en arrière, le long du lot originaire N° Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, par Soixante-et-six pieds de profondeur sur la dite rue Notre-Dame, le tout mesure Anglaise; borné en front par la dite Vingt-septième Avenue; d'un côté, au nord, par la dite rue Notre-Dame; en arrière, à l'ouest, par le lot originaire N° Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux dits plan et livre de renvoi officiels et de l'autre côté, au sud, par le résidu du dit lot N° Deux cent six (206), appartenant au Vendeur. Tel que le tout se trouve actuellement, sans aucune exception ni réserve de la part du Vendeur, mais sujet au droit de vue pour les fenêtres, galeries et ouvertures existant actuellement dans les bâtisses construites sur le résidu du dit lot N° Deux cent six (206) appartenant au Vendeur, sans cependant, enlever à l'Acquéreur le droit de bâtir jusqu'à la limite sud de la lisière de terrain par lui acquise, et sujet à un droit de passage en faveur du résidu du dit lot N° Deux cent six (206) dans et sur une lisière de terrain qui devra toujours rester vacante comme une ruelle, à être prise à l'extrémité ouest de la lisière de terrain présentement vendue, mesurant Dix pieds de profondeur sur la rue Notre-Dame, calculés à partir du dit lot originaire N° Cent quatre-vingt-dix-neuf (199) aux dits plan et livre de renvoi officiels de la Ville de Lachine, par toute la largeur de la lisière présentement vendue, savoir, Douze pieds et Trois pouces. Le Vendeur se réserve le hangar situé à l'arrière de la lisière vendue, et il aura pour l'enlever, jusqu'au Premier Août Mil neuf cent quarante-et-un.

Donné sous mon seing, à Lachine ce Treizième jour de Novembre, Mil neuf cent quarante-six.

(Soeau)

Le Greffier de la cité de Lachine,
16690-47-2-0 ÉMILE DAOUST.

the Northeast corner of said emplacement being situate about one thousand seven hundred and forty-five feet (1745') distant, measured along the East side of said Fifty-fifth Avenue, from the South boundary of "Côte de Liesse", said emplacement being indicated as lot No. three hundred and ninety-three (393) on a proposed subdivision plan prepared by Oscar Beaudoin, land surveyor, under date of the 10th of April, nineteen hundred and twelve (1912) revised October 25th, nineteen hundred and twelve (1912) and having been filed in the minutes of J. C. Barlow, Notary Public, by deed of deposit No. 1975 of his said minutes; all the above measurements are English measure and more or less, as the whole presently subsists, with all circumstances and dependencies, without any exception or reserve.

(6) That vacant strip of land forming the Southwest corner of Notre-Dame street and Twenty-seventh Avenue in the city of Lachine, known and designated as being the North part of original lot No. two hundred and six (M. PT. 206) on the official plan and in the book of reference for the Town of Lachine, measuring eleven feet and ten inches in width in front on said Twenty-Seventh Avenue widening up to a width of twelve feet and three inches at a depth of twenty-four feet on the West of Twenty-seventh Avenue, and thence, a uniform width of twelve feet and three inches as far as the rear, along original lot No. one hundred and ninety-nine (199) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, by sixty-six feet in depth on said Notre-Dame street, the whole English measure; bounded in front by said Twenty-seventh Avenue, on one side, on the North by said Notre-Dame street; in rear, on the West, by original lot No. one hundred and ninety-nine (199) of said official plan and book of reference, and on the other side, on the South, by the residu of said lot No. two hundred and six (206) belonging to the Vendor. As the whole presently subsists, without any exception or reserve, on the part of the Vendor, but subject to right of view for the windows, galleries and openings actually existing in the buildings built on the residu of said lot No. two hundred and six (206) belonging to the Vendor, without, however, depriving the purchaser of his right to build, as far as the southern limit of the strip of land acquired by him, and subject to right of way in favour of the residu of said lot No. two hundred and six (206) in and upon a strip of land which shall always remain vacant as a lane, to be taken at the Western extremity of the strip of land hereby sold, measuring ten feet in depth on Notre-Dame street, calculated starting from said original lot No. one hundred and ninety-nine (199) of said official plan and book of reference for the Town of Lachine, by the whole width of the strip hereby sold, namely: twelve feet and three inches. The Vendor reserves the shed situated in the rear of said sold strip, and time for removal of the same will extend to the first of August, one thousand nine hundred and forty-one.

Given under my hand, at Lachine, this Thirteenth day of November, Nineteen hundred and forty-six,

(Seal)

16690-47-2-0 ÉMILE DAOUST,
Clerk of the city of Lachine.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

QUÉBEC

Fieri Facias
Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC,
N° 2403-39 } contre EUGÈNE CARON,
de la cité de Montréal, dans le district de Montréal, à savoir:

Le lot numéro trois cent sept (307) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Roch Nord, maintenant quartier Limoilou, de la cité de Québec, étant un emplacement borné au Nord-Est par le lot N° 308, au Sud-Est par le lot 302 (ruelle) au Sud-Ouest par le lot N° 306 et au Nord-Ouest par le lot 330-A (Chemin de fer électrique); mesur-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

QUÉBEC

Fieri Facias
Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUÉBEC;
No. 2403-39 } against EUGÈNE CARON,
of the city of Montreal, in the district of Montreal, to wit:

Lot number three hundred and seven (307) on the official cadastre for the parish of St-Roch-Nord, now Limoilou Ward, of the city of Québec, being an emplacement bounded on the north-east by lot No. 308, on the southeast by lot 302 (lane) on the southwest by lot No. 306 and on the northwest by lot 330-A (electric railway); measur-

rant 25 pieds de front par 75 pieds de profondeur et contenant une superficie de 1,875 pieds carrés, mesure anglaise, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le TREIZIEME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Québec, 7 novembre 1946. L. LAPIERRE.
 [Première insertion: 9 novembre 1946] 16514-45-2-0
 [Seconde insertion: 23 novembre 1946]

ing 25 feet in front by 75 feet in depth and containing a superficial area of 1,875 square feet, English measure, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
 Quebec, November 7, 1946. 16514-45-2
 [First insertion: November 9, 1946]
 [Second insertion: November 23, 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, Cour de Magistrat
 Rimouski, { GEORGE BELZILE,
 District de Rimouski, { de St-Tharscius,
 N° 10242. { de Matapédia, district
 de Rimouski, demandeur vs WELLIE SIMARD,
 de St-Tharscius, de Matapédia, district de
 Rimouski, défendeur.

Le lot N° 44, rang 4 du Canton Blais, à St-Tharscius de Matapédia, les impences, améliorations, défrichements, avec les bâtisses et les dépendances ci-dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Tharscius le 27 DÉCEMBRE 1946 à ONZE heures de l'avant-midi.

16687-47-2-0 Le Shérif,
 CHAS GARON.
 [Première insertion, 23 novembre 1946]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, Magistrate's Court
 Rimouski, { GEORGE BELZILE,
 District of Rimouski, { of St. Tharscius de
 No. 10242. { Matapédia, district of
 Rimouski, plaintiff; vs WELLIE SIMARD, of
 St. Tharscius de Matapédia, district of Rimouski, defendant.

Lot No. 44, range 4 of the township of Blais, at St-Tharscius de Matapédia, the outlay, improvements, clearings, with buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of St-Tharscius on DECEMBER 27th 1946, at 11 o'clock in the forenoon.

16687-47-2 CHARLES GARON,
 Sheriff.
 [First insertion, November 23, 1946]

TERREBONNE

Cour Supérieure

Canada, { L ÉOPOLD CHAR-
 Province de Québec, { RON, cultivateur de
 District de Terrebonne, { la paroisse de Terre-
 N° 9103. { bonne vs LUDGER
 LAUZON, journalier de la paroisse de Terrebonne, district de Terrebonne.

Un Emplacement situé à l'angle sud-ouest des rues St-Pierre et Laurier en la ville de Terrebonne composé:

1° D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent quinze (115) aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Terrebonne, mesurant quarante trois pieds sur la rue Laurier, sur une profondeur de quarante six pieds, le tout plus ou moins; avec maison et autres bâtisses dessus érigés.

2° D'un lot de terre à démembrement du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent dix-sept (117) aux mêmes plan et livre de renvoi officiels, mesurant quarante cinq pieds de largeur sur la rue Laurier, sur quarante-six pieds de profondeur, le tout plus ou moins; le dit terrain étant borné en front à l'est, par la rue Laurier; au nord par la rue St-Pierre, au sud par le lot numéro cent quinze, ci-haut décrit, et à l'ouest par le résidu dudit lot numéro cent dix sept appartenant à Aldéric Raymond.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de la paroisse de Terrebonne le 24ième jour de DÉCEMBRE 1946 à DEUX heures de l'après-midi.

St-Jérôme, Bureau du Shérif, le 13 novembre 1946.

16683-47-2-0 Le Shérif,
 ALBERT FOURNELLE.
 [Première insertion, 23 novembre 1946]

TERREBONNE

Superior Court

Canada, { L ÉOPOLD CHAR-
 Province of Quebec, { RON, farmer of
 District of Terrebonne, { the Parish of Terre-
 No. 9103. { bonne vs LUDGER
 LAUZON, laborer of the Parish of Terrebonne, district of Terrebonne.

An emplacement situated at the south-west corner of St-Pierre and Laurier streets composed of.

1. Of a lot of land known and designated under number one hundred and fifteen (115) at the plan and book of references for the Town of Terrebonne measuring forty-three feet on Laurier street on a depth of forty-six feet more or less; with a house and other buildings thereon erected.

2. Of a lot of land distracted from the lot of land known and designated under number one hundred and seventeen (117) at the same plan and book of references measuring forty five feet wide on Laurier street on forty-six feet in depth the whole more or less; the said lot of land being bounded in front toward east by Laurier street; toward north by St. Pierre street; toward south by the lot one hundred and fifteen (115) above described and toward west by the rest of said lot one hundred and seventeen belonging to Alderic Raymond.

To be sold at Catholic Church door of the Parish of Terrebonne on DECEMBER the 24th at TWO o'clock in the after-noon 1946.

St. Jerome Sherriff's Office, November 13th, 1946.

16683-47-2-0 ALBERT FOURNELLE,
 Sheriff.
 [First insertion, November 23, 1946]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 47

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Nadeau vs Jacques. 3121

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

4708 — Tanneries et corroieries dans la province de Québec 3121
4709 — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de St-Hyacinthe. 3122
4710 — Industrie de la broderie dans l'île de Montréal. 3128
4711 — Industrie de la confection pour dames dans la province de Québec. 3131
4712 — Industrie de la construction dans la région de Québec. 3126
4713 — Industrie de la construction dans la cité de St-Jean et la ville d'Iberville. 3124
4714 — Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne. 3131
4715 — Établissements commerciaux dans la cité de St-Hyacinthe. 3130
4716 — Institutions d'assistance publique, hôpitaux et hospices de la cité de Sherbrooke. 3130
4717 — Commerce de quincaillerie, ferronnerie et peinture dans la cité de Québec. 3122

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3103 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3103

AVIS DIVERS:

Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal—Veterans' Taxi Owners Association of Montreal (Directeurs). 3120
Chicoutimi, canton de (Tirage d'obligations). 3119
Commission scolaire du village de Deschenes (Tirage d'obligations). 3120
La Caisse Populaire de Sainte-Monique-des-Saules (Fondation). 3119
La Fédération de l'U.C.C. du Saguenay (Formation). 3117
L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée — The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated (Règlements). 3117
Le Syndicat de l'Aluminium de Lévis (Formation). 3120
Le Syndicat de l'U.C.C. de Beauchastel (Formation). 3120
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ambroise-de-Milan (Formation). 3119
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bonaventure (Formation). 3118
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine, Dorchester (Formation). 3118
Le Syndicat des Employés de Magasins de Roberval (Formation). 3118
Pastel Garment Manufacturing Company Ltd. (Directeurs). 3120
Routes du Nord, Inc.—Northern Highways, Inc. (Directeurs). 3119
Routes du Nord, Inc.—Northern Highways, Inc. (Règlements). 3118
St-Benoît-Joseph-Labre, village de (Tirage d'obligations). 3117

Index of the Quebec Official Gazette, No. 47

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Nadeau vs Jacques. 3121

ORDERS IN COUNCIL:

4708 — Tanners and curriers in the Province of Quebec 3121
4709 — Barber and hairdresser trades in the district of St. Hyacinthe. 3122
4710 — Embroidery industry in the Island of Montreal. 3128
4711 — Ladies cloak and suit industry in the Province of Quebec. 3131
4712 — Construction industry in the district of Quebec. 3126
4713 — Construction industry in the city of St. John and the town of Iberville. 3124
4714 — Construction industry in the county of Terrebonne. 3131
4715 — Commercial establishments in the city of St. Hyacinthe. 3130
4716 — Public charitable institutions, hospitals, homes and asylums in the city of Sherbrooke. 3130
4717 — Hardware and paint trade in the city of Quebec. 3122

3103 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3103

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Vétérans Propriétaires de Taxis de Montréal—Veterans' Taxi Owners Association of Montreal (Directeurs). 3120
Chicoutimi, township of (Drawing of bonds). 3119
School Commission of the village of Deschenes (Drawing of bonds). 3120
La Caisse Populaire de Sainte-Monique-des-Saules (Foundation). 3119
La Fédération de l'U.C.C. du Saguenay (Formation). 3117
L'Association des Manufacturiers de Chaussures de Montréal Incorporée — The Montreal Shoe Manufacturers Association Incorporated (By-laws). 3117
Le Syndicat de l'Aluminium de Lévis (Formation). 3120
Le Syndicat de l'U.C.C. de Beauchastel (Formation). 3120
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Ambroise-de-Milan (Formation). 3119
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Bonaventure (Formation). 3118
Le Syndicat de l'U.C.C. de Ste-Justine, Dorchester (Formation). 3118
Le Syndicat des Employés de Magasins de Roberval (Formation). 3118
Pastel Garment Manufacturing Company Ltd. (Directeurs). 3120
Routes du Nord, Inc.—Northern Highways, Inc. (Directeurs). 3119
Routes du Nord, Inc.—Northern Highways, Inc. (By-laws). 3118
St-Benoît-Joseph-Labre, village of (Drawing of bonds). 3117

Syndicat Catholique National des Employés de Stark Brothers Ribbon de Granby (Formation)	3119	Syndicat Catholique National des Employés de Stark Brothers Ribbon de Granby (Formation)	3119
Syndicat Coop. Forestier de Ruisseau-des-Olives (Fondation)	3118	Syndicat Coop. Forestier de Ruisseau-des-Olives (Fondation)	3118
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Eaton Electric Company Limited.	3137	Eaton Electric Company Limited.	3137
Montmorency Paper Company Ltd.	3137	Montmorency Paper Company Ltd.	3137
Mountain Investments Limited.	3137	Mountain Investments Limited.	3137
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:	
J. Hofert Maritimes, Limited.	3137	J. Hofert Maritimes, Limited.	3137
DEMANDES À LA LÉGISLATURE:		APPLICATIONS TO LEGISLATURE:	
La Prairie, ville de.	3138	La Prairie, town of.	3138
Sloane, Irving William	3138	Sloane, Irving William	3138
Wickham, Arthur Patrick.	3138	Wickham, Arthur Patrick.	3138
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Baie-des-Sables, caupon de	3138	Baie-des-Sables, township of	3138
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
Couvoir Coopératif de L'Islet Nord	3139	Couvoir Coopératif de L'Islet Nord	3139
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Gatineau	3139	Dissolution of farmers' clubs in the country of Gatineau	3139
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Hull	3139	Dissolution of farmers' clubs in the county of Hull	3139
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Papineau	3140	Dissolution of farmers' clubs in the county of Papineau	3140
Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Trois-Saumons Station.	3139	Société Coopérative Agricole d'Amélioration des Terres de Trois-Saumons Station.	3139
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Grande-Baie, munic. scolaire de	3140	Grande-Baie, school munic. of	3140
Leeds-Est, munic. scolaire de	3140	Leeds-East, school munic. of	3140
St-Nicolas, munic. scolaire du village de	3140	St-Nicolas, school munic. of the village of	3140
MINES:		MINES:	
Révocation de concessions minières	3140	Cancellation of mining concessions	3140
TERRES ET FORETS:		LANDS AND FORESTS:	
Pointe-Claire, paroisse de	3141	Pointe-Claire, parish of	3141
TRAVAIL:		LABOUR:	
Comité conjoint des métiers de la construction du comté de Terrebonne (Modification)	3142	Building industry joint committee of Terrebonne County (Amendment)	3142
Comité paritaire de l'industrie de la fourrure, section du gros, de Montréal (Prélèvement)	3144	Fur industry parity committee, wholesale section, of Montreal (Levy)	3144
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Mégantic (Approbation de règlements)	3141	Megantic automobile industry parity committee (Approval of by-laws)	3141
Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district (Modification de prélèvement)	3142	Joint Committee of the graphic arts industry of Quebec and District (Amendment of Levy)	3142
Comité paritaire des barbiers-coiffeurs de St-Jean et d'Iberville (Prélèvement)	3143	Parity Committee of the barbers and hairdressers of St-Jean and Iberville (Levy)	3143
Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières (Modification)	3142	Construction industry in the counties of Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers (Amendment)	3142
Industrie du gant de travail dans la province de Québec (Modification)	3151	Working glove industry in the Province of Quebec (Amendment)	3151

Industrie du gant fin dans la province de Québec (Modification)	3151	Fine glove industry in the Province of Quebec (Amendment)	3151
The United Hatters, Cap & Millinery Workers International Union (Requête)	3146	The United Hatters, Cap & Millinery Workers International Union (Request)	3146
TRÉSOR: <i>Assurance</i>		TREASURY: <i>Insurance</i>	
La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée	3152	La Mutuelle des Employés de la Compagnie Autobus et Taxis Limitée	3152
ERRATUM:		ERRATUM:	
Adnaron Mines Ltd.	3153	Adnaron Mines Ltd.	3153
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A. & A. Maintenance Supply (Quebec) Inc.	3104	A. & A. Maintenance Supply (Quebec) Inc.	3104
Barry Realty Inc.	3105	Barry Realty Inc.	3105
Berman Back Protector, Incorporated.	3105	Berman Back Protector, Incorporated.	3105
Berten Shoe Mfg. Ltd.	3106	Berten Shoe Mfg. Ltd.	3106
Canada Label & Webbing Corporation.	3106	Canada Label & Webbing Corporation.	3106
Claire Bell Inc.	3107	Claire Bell Inc.	3107
Drayton Manufacturing Inc.	3107	Drayton Manufacturing Inc.	3107
George Zakaib & Sons Limited.	3107	George Zakaib & Sons Limited.	3107
Globe Processing Limited.	3108	Globe Processing Limited.	3108
H. & K. Metal Products Co.	3108	H. & K. Metal Products Co.	3108
Judy Page Inc.	3109	Judy Page Inc.	3109
Kresmal Manufacturing Inc.	3110	Kresmal Manufacturing Inc.	3110
Lustralite Corporation.	3110	Lustralite Corporation.	3110
Martin Realities Inc.	3111	Martin Realities Inc.	3111
Mayfayre Chesterfield Manufacturing Co. Ltd.	3111	Mayfayre Chesterfield Manufacturing Co. Ltd.	3111
Mitchell, Houghton (Quebec) Limited	3112	Mitchell, Houghton (Quebec) Limited	3112
Premier Optical Company Limited.	3112	Premier Optical Company Limited.	3112
Rigby Painters and Decorators Limited	3113	Rigby Painters and Decorators Limited	3113
Roma Interests Ltd.	3113	Roma Interests Ltd.	3113
S. Dergel & J. Caruso, Exclusive Men's Tailors, Inc.	3114	S. Dergel & J. Caruso, Exclusive Men's Tailors, Inc.	3114
Siebart Ltd.	3114	Siebart Ltd.	3114
Skall Inc.	3114	Skall Inc.	3114
Theta Delta Chi (McGill)	3115	Theta Delta Chi (McGill)	3115
United Children's Wear Limited.	3115	United Children's Wear Limited.	3115
Weir's Motor Sales Ltd.	3116	Weir's Motor Sales Ltd.	3116
MINUTES DE NOTAIRES:		NOTARIAL MINUTES:	
Cliche, Charles-Edouard.	3153	Cliche, Charles-Edouard.	3153
Fréchette, Joseph-Jérôme-Omer.	3153	Fréchette, Joseph-Jérôme-Omer.	3153
NOMINATIONS:		NOMINATIONS:	
Diverses.	3153	Miscellaneous	3153
PROCLAMATIONS:		PROCLAMATIONS:	
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Joannes.	3157	Concerning the coming into force of the cadastre of the township of Joannes.	3157
Concernant la mise en vigueur du cadastre du canton Lavergne.	3159	Concerning the coming into force of the cadastre of the township of Lavergne	3159
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie de la ville de Bourlamaque.	3155	Concerning the coming into force of the cadastre of part of the town of Bourlamaque.	3155
Concernant la mise en vigueur du cadastre d'une partie du canton Boivin	3158	Concerning the coming into force of the cadastre of part of the township of Boivin.	3158
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Frontenac Automobile Inc.	3160	Frontenac Automobile Inc.	3160
Grand Calumet Mining Company Limited.	3160	Grand Calumet Mining Company Limited	3160
National Homes Inc.—Le Home National Inc.	3160	National Homes Inc.—Le Home National Inc.	3160
Pellis Trading Inc.—Société Commerciale de Fourrure Inc.	3160	Pellis Trading Inc.—Société Commerciale de Fourrure Inc.	3160

Sani Construction Limited. 3161 Sani Construction Limited. 3161

SOUMISSIONS:

TENDERS:

Grand'Mère, cité de. 3162 Grand'Mère, city of. 3162
 L'Epiphanie, village de. 3161 L'Epiphanie, village of. 3161
 Sherbrooke, cité de. 3161 Sherbrooke, city of. 3161

VENTE PAR LICITATION:

SALE BY LICITATION:

Lacombe, Dame Délima. 3162 Lacombe, Dame Délima. 3162

VENTES POUR TAXES:

SALES FOR TAXES:

Lac Frontière, municipalité de. 3164 Lac Frontière, municipality of. 3164
 Lachine, cité de. 3165 Lachine, city of. 3165
 St-Lambert, cité de. 3163 St. Lambert, city of. 3163

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

QUÉBEC:

QUEBEC:

Cité de Québec vs Caron. 3168 City of Quebec vs Caron. 3168

RIMOUSKI:

RIMOUSKI:

Belzile vs Simard. 3169 Belzile vs Simard. 3169

TERREBONNE:

TERREBONNE:

Charron vs Lauzon. 3169 Charron vs Lauzon. 3169

16717-o

16717-o

